

AFFRONTER LA FINANCE



Organisation
internationale
du Travail

Université ouvrière mondiale

Sous la direction
de Nicolas Pons-Vignon
et Phumzile Ncube

**MOBILISER LES 99%
EN FAVEUR DU PROGRÈS
ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

L'Organisation internationale du Travail

L'Organisation internationale du Travail (OIT) a été créée en 1919 pour faire progresser la cause de la justice sociale et contribuer ainsi à une paix universelle durable. Sa structure offre cette particularité unique dans le système des Nations Unies que des représentants des travailleurs et des employeurs participent, aux côtés de représentants des gouvernements, aux travaux de la Conférence internationale du Travail, du Conseil d'administration et de nombre de réunions régionales ou autres. Chaque année, la Conférence internationale du Travail fait le point sur tout ce qui touche aux questions sociales et au monde du travail. Le **Bureau international du Travail (BIT)** est à la fois le secrétariat, le centre de recherche et la maison d'édition de l'Organisation.

Au fil des années, l'OIT a élaboré un code international du travail composé de conventions et de recommandations qui sont soumises à l'approbation des Etats Membres et portent sur les sujets les plus divers: liberté syndicale, emploi, politique sociale, conditions de travail, sécurité sociale, relations professionnelles, administration du travail, etc.

Grâce à ses bureaux locaux et à ses équipes multidisciplinaires en place dans plus de 40 pays, le BIT fournit des avis spécialisés et une assistance technique aux Etats Membres dans différents domaines: droit du travail et relations professionnelles, emploi, formation pour le développement des petites entreprises, sécurité sociale, sécurité des travailleurs et conditions de travail, statistiques du travail, éducation ouvrière, etc.

Publications du BIT

PUBL (Les Publications du BIT) produisent et font paraître toutes sortes de documents: analyses des grandes tendances économiques et sociales; position de l'OIT sur les questions intéressant le monde du travail; ouvrages de référence; guides techniques; monographies et résultats de recherches; recueils de directives pratiques élaborés par des experts pour promouvoir la sécurité et la santé au travail; ouvrages de formation; manuels d'éducation ouvrière, etc.

Vous pouvez, en toute sécurité, passer commande en ligne des publications et autres documents du BIT en consultant notre site à l'adresse suivante <http://www.ilo.org.publns>, ou recevoir un catalogue gratuit des publications en vous adressant à Publications du BIT, Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse; fax: +41 (0) 22 799 6938; e-mail: pubvente@ilo.org

Affronter la finance

Mobiliser les 99 pour cent en faveur
du progrès économique et social

Affronter la finance

Mobiliser les 99 pour cent en faveur
du progrès économique et social

*Sous la direction de Nicolas Pons-Vignon
et Phumzile Ncube*

Bureau international du Travail • Genève

Les publications du Bureau international du Travail jouissent de la protection du droit d'auteur en vertu du protocole n° 2, annexe à la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur. Toutefois, de courts passages pourront être reproduits sans autorisation, à la condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande d'autorisation de reproduction ou de traduction devra être envoyée à l'adresse suivante: Publications du BIT (Droits et licences), Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel: pubdroit@ilo.org. Ces demandes seront toujours les bienvenues.

Bibliothèques, institutions et autres utilisateurs enregistrés auprès d'un organisme de gestion des droits de reproduction ne peuvent faire des copies qu'en accord avec les conditions et droits qui leur ont été octroyés. Visitez le site www.ifrro.org afin de trouver l'organisme responsable de la gestion des droits de reproduction dans votre pays.

Pons-Vignon, Nicolas; Ncube, Phumzile (dir. de publication)

Affronter la finance: mobiliser les 99 pour cent en faveur du progrès économique et social / Nicolas Pons-Vignon, Phumzile Ncube; Bureau international du Travail. – Genève: BIT, 2012
1 v.

ISBN 978-92-2-226213-7 (imprimé)
ISBN 978-92-2-226214-4 (pdf)

Bureau international du Travail

récession économique / conséquences économiques / conséquences sociales / reprise économique / syndicat / protection sociale / coopération internationale / gestion financière / droits des travailleurs / création d'emploi / mondialisation / pays développés / pays en développement / Chine / pays de l'UE

03.04.3

Egalement disponible en anglais: *Confronting finance: Mobilizing the 99 per cent for economic and social progress* (ISBN 978-92-2-126213-8, Genève, 2012); et en espagnol: *Plantar cara al poder financiero: movilizar al 99 por ciento en defensa del progreso económico y social* (ISBN 978-92-2-326213-6, Genève, 2012).

Données de catalogage avant publication du BIT

Les désignations utilisées dans les publications du BIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau international du Travail aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs et leur publication ne signifie pas que le Bureau international du Travail souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du Bureau international du Travail aucune appréciation favorable ou défavorable.

Les publications et les produits électroniques du Bureau international du Travail peuvent être obtenus dans les principales librairies ou auprès des bureaux locaux du BIT. On peut aussi se les procurer directement, de même qu'un catalogue ou une liste des nouvelles publications, à l'adresse suivante: Publications du BIT, Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel: pubvente@ilo.org.

Visitez notre site Web: www.ilo.org/publns.

Avant-propos

Zwelinzima Vavi

L'Afrique du Sud offre peut-être la meilleure illustration de la relation entre le néolibéralisme et l'inégalité. Après plus d'un siècle de domination par une minorité qui a consolidé un système économique et politique profondément inégal, le pays a été libéré grâce à la lutte menée par une alliance des forces progressistes, dans laquelle le mouvement syndical a tenu une place de premier plan. Cependant, l'adoption rapide d'un ensemble de politiques néolibérales à partir de 1996 (dans le cadre du mal nommé Programme pour la croissance, l'emploi et la redistribution – programme GEAR) a gravement compromis les perspectives de promotion d'une société et d'une économie plus équitables. Comme dans beaucoup d'autres pays, les politiques néolibérales se sont traduites par un accroissement de l'inégalité et ont favorisé un mode de croissance non durable fondé sur la consommation (surtout des riches et de la classe moyenne) et la financiarisation plutôt que sur l'investissement, ce qui a facilité la désindustrialisation. Aujourd'hui, nous les Sud-Africains essayons de nous extirper de cette spirale négative.

La seule façon de résoudre la crise économique, en Afrique du Sud et dans le monde entier, est de faire en sorte que le développement économique bénéficie aux 99 pour cent, et ne soit pas subordonné aux intérêts du 1 pour cent restant. Pour cela, il faut s'écarter du modèle de politique dominant et replacer l'investissement public et l'industrialisation au cœur des stratégies économiques. En accentuant la redistribution en faveur des travailleurs par un relèvement des salaires réels et des prestations sociales, on stimulera les économies nationales et on inversera la tendance au détournement de la richesse créée par la croissance économique vers les poches d'une minorité. Telle est la leçon que nous a donnée Lula au Brésil. La fiscalité a un rôle important à jouer dans cette réorientation du mode de croissance, en particulier en ce qui concerne les superprofits issus des industries extractives et de la finance. Réglementer la finance, en Afrique du Sud et ailleurs, afin de juguler son pouvoir économique et politique est le point de départ nécessaire pour assurer

une véritable transformation de l'économie mondiale qui la sortira de sa crise actuelle. Une telle transformation devrait aller de pair avec la création d'emplois à grande échelle afin de ménager une vie décente à la majorité des citoyens, en se donnant les moyens de garantir la qualité de ces emplois. L'argument selon lequel ceux qui sont employés et syndiqués privent les autres d'un emploi est non seulement risible, si l'on considère à quel point la distribution des bénéfices a favorisé le capital au cours des trente dernières années, mais aussi un prétexte intolérable pour exploiter cyniquement les travailleurs et les précariser un peu plus. Le travail décent n'est pas un luxe, mais un droit qui est nécessaire pour que le système économique soit plus équitable. En Afrique du Sud, le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU) est en première ligne d'un combat contre les intermédiaires fournisseurs de main-d'œuvre, qui ont été utilisés pour porter atteinte à un cadre juridique relativement protecteur et ont favorisé le développement du travail indécant. Cela a eu des conséquences terribles pour la vie de tous les Sud-Africains, dans un contexte où les chômeurs sont très largement tributaires des sommes que leur versent les travailleurs pour leur survie.

Le COSATU soutient les travaux de la Global Labour Column, qui alimentent un débat international sur les réponses progressistes à la crise tout en faisant mieux connaître les luttes des travailleurs au Nord et au Sud. Il s'agit d'une contribution importante à la création d'une solidarité internationale, qui sera nécessaire pour affronter la finance et le néolibéralisme plus généralement. J'espère que le présent volume attirera un grand nombre de lecteurs parmi mes camarades syndicalistes et qu'il les inspirera dans leurs nombreux combats.

*Zwelinzima Vavi
Secrétaire général
Congrès des syndicats sud-africains, Afrique du Sud*

Table des matières

Avant-propos	v
Préface	ix
Remerciements	xii
Introduction: ce que l'Europe peut apprendre du Sud	xiii
PARTIE I Interpréter la tourmente qui agite l'Europe	1
Bernadette Ségol / La crise: la réponse des syndicats européens	3
Vasco Pedrina / La crise de l'euro et le mouvement syndical européen	9
Frank Connolly / Le contrat d'«austérité» de l'UE ne fonctionnera pas – L'avenir est sombre pour les travailleurs irlandais	13
Dan Gallin / Journées d'été sur Utøya	19
Elmar Altvater et Birgit Mahnkopf / L'intégration européenne à la croisée des chemins: renforcement ou désintégration?	23
Jacques Sapir / La zone euro est-elle vouée à l'échec?	27
PARTIE II Où va le néolibéralisme?	33
James K. Boyce et Léonce Ndikumana / Comment la fuite des capitaux rend l'Afrique exsangue: argent volé et vies perdues	35
Milford Bateman / L'illusion de la microfinance	41
Conor Cradden / Le véritable coût de l'exploitation d'une entreprise	47
Sebastian Dullien / Les coûts de la crise financière de 2008-09: les gouvernements payent l'addition	53
PARTIE III Défendre les travailleurs: nouvelles idées, nouveaux thèmes de mobilisation	59
Cathy Feingold / La manifestation pour protéger les droits des travailleurs et la classe moyenne	61
Steven Toff et Jamie McCallum / Soutenir l'opposition ou être dans l'opposition?	67
Frank Hoffer / Travail décent 2.0	73

Andreas Bodemer et Ellen Ehmke / Vers l'établissement d'un socle de protection sociale	79
Elaine Sio-ieng Hui / La réforme syndicale et la législation du travail en Chine: entretien avec deux militants ouvriers	85
Eric Lee / Les campagnes syndicales mondiales en ligne: les dix prochaines années	91

PARTIE IV Se tourner vers l'avenir 97

Hein Marais / Sept raisons d'établir un revenu universel dans les pays à revenu intermédiaire	99
Richard Hyman / La démocratie économique: une notion redevenue d'actualité?	105
Malte Luebker / Montée de l'inégalité: quel impact peuvent avoir les taxes et les transferts?	111
Toby Sanger / Taxer la finance	117
Christian Kellermann / Un plan B pour l'économie mondiale	123
Edward Webster / Le dilemme de la création d'emplois et du travail décent	129

Préface

Dan Cunniash

Les élites au pouvoir mettent actuellement en œuvre trois stratégies différentes pour faire face à la crise:

- le capitalisme d'État autoritaire et protectionniste (modèle appliqué par la Chine);
- le redressement en rétablissant la compétitivité par l'austérité et les restrictions salariales (modèle appliqué par l'Allemagne); et
- le «keynésianisme de Wall Street», qui consiste à redynamiser l'économie en socialisant les dettes et en procurant au secteur financier des montants illimités de crédit bon marché (modèle appliqué par les États-Unis).

On ne s'étonnera sans doute pas qu'aucun de ces modèles n'ait grand-chose à offrir aux syndicats. En fait, dans ces trois cas de figure, non seulement ce sont les travailleurs qui paient l'addition, mais ils sont aussi désignés comme une menace pour le « succès » du modèle. C'est une évidence s'agissant du capitalisme dictatorial, dans lequel les travailleurs sont directement confrontés à l'État répressif s'ils font entendre leurs voix, mais c'est aussi vrai dans le cas des politiques d'ajustement structurel en Europe, qui sont fondées sur une intervention importante de l'État visant à briser la résistance des travailleurs. Si l'on examine le modèle appliqué par les États-Unis, on peut éventuellement admettre que l'injection d'argent dans le secteur financier ressemble moins à une attaque directe contre les travailleurs. Cependant, il s'agit d'un exercice de redistribution d'une ampleur sans précédent. Les banques centrales octroient des montants illimités de crédit bon marché au secteur financier et les gouvernements empruntent ensuite cet argent à des taux d'intérêt élevés. La justification avancée à cette abondance de flux monétaires en direction du secteur financier est qu'elle se traduira par des investissements réels. C'est ne pas tenir compte d'une caractéristique essentielle de toute crise, à savoir le fait que les investisseurs privés sont peu enclins à investir car ils ne sont pas sûrs que ce qui sera produit puisse être vendu.

Jusqu'ici, le keynésianisme de Wall Street n'a pas encouragé l'investissement réel, mais a plutôt alimenté davantage les bulles spéculatives. Il n'est pas étonnant qu'il n'ait pas obtenu le soutien des citoyens, qui ne sont pas convaincus que le déblocage d'énormes sommes d'argent à leurs dépens en faveur de ceux qui ont ruiné leurs économies soit ce dont ils aient besoin. Alimenter les banques avec l'argent issu de la réduction du secteur public n'est certainement pas l'idée que Keynes se faisait d'une mesure prise pour faire face à une crise. Qui dit recul de l'État dit accroissement de l'inégalité.

Si l'on tire parti de l'expérience des années 1930, la façon la plus rapide de créer des emplois et de relancer la croissance est à la fois que les États/banques centrales investissent massivement des fonds publics dans les infrastructures, l'éducation et la protection de l'environnement, en stabilisant et en augmentant les revenus de la majorité, et que les marchés financiers soient strictement réglementés. C'est par l'amélioration des revenus des populations et la fourniture d'infrastructures publiques et de services publics de qualité que l'on bâtira des sociétés inclusives.

Si l'on inverse la tendance générale en faisant de la sécurité du revenu, des emplois et de l'équité la priorité globale des politiques publiques, les conséquences seront bénéfiques pour la grande majorité, mais la richesse et la liberté de la minorité des puissants seront restreintes. Qu'il en soit donc ainsi: il n'y a aucune raison valable pour maintenir une inégalité extrême, aucune raison valable pour ne pas imposer les riches, aucune raison valable pour maintenir le déséquilibre entre la richesse privée et la misère publique. Ce sont les intérêts particuliers, et non le manque d'idées, qui nous empêchent de faire ce qui est nécessaire pour induire une relance socialement équitable et écologiquement viable.

Dans le présent volume, les auteurs des articles de la Global Labour Column partagent leur expertise et analysent les éléments essentiels d'un ensemble de politiques différentes, notamment:

- un socle de protection sociale universel pour préserver de l'extrême pauvreté;
- une taxe sur les transactions financières pour réduire l'importance du secteur financier;
- la démocratie industrielle pour lutter contre la dictature actionnariale;
- les salaires minima et l'application intégrale des normes internationales du travail pour mettre un terme à l'exploitation sur les lieux de travail; et
- un système de fiscalité et de protection sociale à vocation redistributive.

Cependant, ceux qui tiennent les gouvernements en otages ne céderont pas volontairement le terrain. Ce n'est pas une nouveauté: il est bon de rappeler le fameux discours que prononça Franklin Roosevelt au Madison Square Garden en 1936:

Nous avons dû lutter contre les vieux ennemis de la paix – le monopole industriel et financier, la spéculation, les banques sans scrupules, l'antagonisme de classe, l'esprit de clan, les profiteurs de guerre.

Ils avaient commencé à considérer le gouvernement des États-Unis comme un simple appendice de leurs affaires privées. Nous savons maintenant qu'il est tout aussi dangereux d'être gouverné par l'argent organisé que par le crime organisé.

Une action pour lutter contre la crise et contrecarrer le «gouvernement par l'argent organisé» pilotée par les travailleurs est encore en gestation. Les articles qui composent le présent volume constituent un point de départ pour cristalliser les idées et alimenter le débat. Mais, sans une mobilisation massive en faveur de la justice sociale et de la croissance inclusive, il sera impossible de venir à bout des intérêts particuliers qui maintiennent le statu quo. Les syndicats continueront donc de jouer un rôle essentiel pour représenter les intérêts du plus grand nombre: en tant que principale organisation de la société civile et occupant une position déterminante dans le système de production, ils sont les représentants les plus légitimes pour parler au nom des travailleurs et les mobiliser en faveur d'une société plus juste et plus équitable.

Dan Cunliffe

Directeur, Bureau des activités pour les travailleurs, BIT

Remerciements

Les essais qui composent le présent volume sont parus pour la première fois dans la Global Labour Column (GLC), dont la publication est dirigée par Nicolas Pons-Vignon et Phumzile Ncube dans le cadre de l'unité de recherche sur développement industriel (CSID) de l'Université du Witwatersrand, en Afrique du Sud. Les directeurs de publication ont été aidés par des réviseurs de l'université: Edward Webster, Michelle Williams, Jacklyn Cock et Lucien Van Der Walt, ainsi que Frank Hoffer et Claire Hobden du Bureau des activités pour les travailleurs du BIT et Till van Treeck de la Fondation Hans Böckler.

Frank Hoffer, qui est à l'origine de la création de la Global Labour University, dont la GLC est une initiative, a joué un rôle essentiel pour assurer le succès de cette publication et nous lui exprimons toute notre gratitude pour sa participation. Les efforts déployés par Laura Brown et Harald Kroeck, l'administrateur du site Web de la GLC, ont beaucoup contribué à la qualité du résultat.

Charlotte Beauchamp, Chris Edgar et Vivien Stone ont supervisé le processus de production de cette publication du BIT et leurs apports ont été très appréciés. Nous remercions également Beatrice et Clyde Reynolds de Magheross Graphics, qui ont conçu la présentation des textes, Werner Arnold, qui s'est occupé de la maquette de la couverture, et le traducteur qui a produit la version française (Thierry Troude).

Enfin, nous exprimons notre vive gratitude à tous ceux qui contribuent à la Global Labour Column et à tous nos lecteurs. Leur engagement illustre la détermination des syndicats, acteur essentiel parmi les 99 pour cent, à proposer des réponses constructives à la crise économique et à remettre en question l'hégémonie de la finance mondiale.

Introduction: ce que l'Europe peut apprendre du Sud

Nicolas Pons-Vignon

Après avoir provoqué une très forte augmentation de l'inégalité dans le monde, qui a conduit à la formation de ce qu'on appelle par euphémisme des «déséquilibres», lesquels ont débouché sur une crise financière, puis économique, les politiques néolibérales menacent de faire basculer beaucoup d'économies dans un précipice, une chute dont on ne connaît pas les conséquences politiques et sociales. Pourtant, les pays européens au cœur de cette tempête montrent peu de signes de résistance; les mouvements sociaux qui se développent pour s'opposer au sauvetage des établissements financiers et aux politiques d'austérité ont jusqu'ici échoué à influencer les partis au pouvoir et les politiques nationales. En fait, ce sont apparemment les mêmes mesures d'austérité et de privatisation qui ont mis à genoux les pays d'Afrique, d'Amérique latine et les pays communistes dans les années 1980 et 1990 qui sont infligées à l'Europe. Paradoxalement, la plupart des économistes conviennent aujourd'hui que ces politiques ont effectivement eu des conséquences désastreuses. Croire que ce qui a entraîné un effondrement de la croissance et un désastre social ailleurs aura des conséquences positives en Europe est une illusion entretenue par les médias du courant dominant et par de puissants groupes de pression. Lambert (2012) met ainsi en relief la manie des médias français de consulter une petite clique d'économistes étroitement liés aux milieux financiers (ou plutôt rémunérés par ces derniers), qui minimisent invariablement la responsabilité des banques dans la crise et l'utilité de taxer la finance plutôt que, par exemple, les citoyens ordinaires par une augmentation des taxes sur la valeur ajoutée. En Italie, les «réformes structurelles» censées avoir pour objectif de stimuler la croissance visent principalement à accélérer la flexibilisation du marché du travail, dans un contexte déjà caractérisé par des niveaux de précarité très élevés.

Les keynésiens ont beau être nostalgiques de la réaction volontariste du Président Franklin D. Roosevelt à la crise des années 1930, qui a mobilisé l'intervention de l'État pour soutenir l'emploi et renforcer la protection sociale, peu de visionnaires de cette trempe se profilent aujourd'hui. La plupart des

partis de gauche classiques évitent ostensiblement de s'attaquer réellement à la relation entre les politiques néolibérales, la finance et la crise et acceptent implicitement la position préconisée par les économistes favorables aux banques dont on vient de parler, à savoir qu'il n'y aurait pas d'autre option. La réalité de l'équilibre des pouvoirs a été brutalement exposée par l'imposition (sans élections) en Italie et en Grèce de nouveaux gouvernements qui étaient disposés à mettre en œuvre ces mêmes politiques, en dépit d'une forte opposition populaire. La récente décision de réduire les impôts qui frappent les sociétés multinationales prise par le gouvernement de coalition du Royaume-Uni montre un peu plus, comme l'a dit un journaliste, que les règles fiscales britanniques sont «maintenant écrites pour et par les multinationales»¹.

Ce comportement remarquablement soumis s'explique tout simplement par le fait que la politique semble conduite par des intérêts supérieurs au bien-être de la majorité des citoyens. Si l'équilibre des pouvoirs en Europe et en Amérique du Nord penche résolument en faveur du néolibéralisme et de son principal élément moteur, la finance², ce n'est pas faute d'une réelle opposition populaire. En Europe, la colère monte face à la gestion de la crise et aux changements de gouvernements peu démocratiques qui ont été organisés en Europe méditerranéenne, tandis qu'aux États-Unis les syndicats et la société civile se mobilisent de nouveau après une longue période de passivité (voir Feingold, ainsi que Toff et McCallum, dans le présent volume). Parmi les États susceptibles d'intégrer l'Union européenne, le scepticisme se répand à mesure qu'ils réalisent que l'intégration suppose de soumettre les politiques nationales à un ordre néolibéral. Il est plus urgent que jamais d'affronter le pouvoir de la finance, et cela nécessitera un renforcement de la mobilisation et de l'alliance des forces progressistes, avec les syndicats en première ligne (à propos de la difficulté d'organiser les syndicats au niveau européen, voir Pedrina dans le présent volume).

Quatre piliers de la contestation – les milieux universitaires, l'idéologie, les politiques (*policy*) et la politique (*politics*) – ont été analysés l'année dernière³ et, au moins pour deux d'entre eux, des progrès encourageants ont été accomplis. Les arguments contre les politiques néolibérales sont de plus en plus formulés dans le cadre de programmes de mesures alternatives, dont beaucoup bénéficient du soutien actif des syndicats (voir Kellermann et Ségol dans le présent volume). La contestation universitaire se développe aussi, avec les associations nationales et internationales d'économistes hétérodoxes qui font entendre leur voix et qui bénéficient du fait qu'il est de plus en plus admis que l'économie néoclassique est dans l'impasse⁴. Mais l'idéologie et, surtout, la politique font preuve d'une grande capacité de résistance. Les consternantes analyses «culturalistes» des crises de la dette en Grèce ont été largement reprises,

légitimant une position libérale pure et dure à l'égard des travailleurs et des chômeurs de ce pays (si vous êtes endettés, c'est forcément vous qui en êtes responsables et vous devez payer pour cela).

Il est impossible de comprendre la capacité de résistance du néolibéralisme – c'est-à-dire des politiques qui soutiennent les intérêts de la finance aux dépens des travailleurs – si l'on ne comprend pas le rôle et l'influence croissants de la finance depuis les années 1980. Bien entendu, le rôle des intérêts financiers dans la mise en œuvre de politiques néfastes pour les travailleurs a été bien mis en évidence dans le passé, notamment par Polanyi dans le premier chapitre de *La grande transformation* (1983[1944]⁵). Mais la financiarisation, qui «condense toute une série de phénomènes, y compris la mondialisation des marchés financiers, la révolution actionnariale et la hausse des revenus des placements financiers» (Stockhammer, 2004, p. 720), a profondément modifié le capitalisme depuis les années 1970. Cela se voit particulièrement dans la façon dont les sociétés non financières ont commencé de fonctionner comme des établissements financiers, en considérant la production et l'emploi comme de simples frais fixes qu'il faut réduire autant que possible, voire éliminer. Parce qu'elle n'a admis aucun des problèmes posés par la finance et qu'elle a obstinément adhéré à «l'hypothèse de l'efficacité des marchés» aujourd'hui mise à mal, l'économie néoclassique a confirmé son incapacité de rendre compte d'une manière convaincante des réalités économiques⁶. Si ce n'est pas du masochisme, comment expliquer l'insistance avec laquelle les gouvernements occidentaux poursuivent la mise en œuvre de politiques dont les conséquences seront nuisibles, et dont les fondements théoriques ont été discrédités? Et, point le plus important (et le plus pénible), comment se fait-il qu'il n'y ait aucune solution différente et sérieuse proposée par la gauche en Europe et aux États-Unis?

Pour trouver des réponses, et peut-être des solutions, les mouvements progressistes dans le monde entier seraient bien inspirés de prendre au sérieux ce qui se passe dans les pays du Sud. Il ne s'agit pas de laisser entendre qu'on peut y trouver un modèle parfait, ou que les pays hors de l'Europe et des États-Unis n'ont pas été touchés par la financiarisation. Au contraire, les pays du Sud ont souvent été les principales victimes des dommages que peut infliger le capitalisme financiarisé. Mais nombre d'entre eux ont élaboré des réponses innovantes, tandis que l'Europe semble perdue. L'un des partis progressistes qui réussissent le mieux, le Partido dos Trabalhadores (PT – parti des travailleurs) au Brésil, l'a exprimé sans ambiguïté: «la gauche des pays européens, qui a tant influencé la gauche dans le monde depuis le XIX^e siècle, n'a pas réussi à apporter les réponses adéquates à la crise et semble capituler face à la domination du néolibéralisme» (cité dans Halimi, 2011).

On peut identifier quatre principaux domaines dans lesquels les pays et les mouvements progressistes du Sud sont plus avancés que leurs homologues du Nord: les audits de la dette, la politique industrielle, les politiques salariales et sociales et les actions de mobilisation des syndicats. Ces quatre directions sont prometteuses dans un contexte économique profondément injuste, avec des poches de richesse (le 1 pour cent) alimentées par l'exploitation et la pauvreté. Autrement dit, les ajustements minimes proposés par beaucoup de responsables politiques du Nord ne permettront pas un changement susceptible de bénéficier aux 99 pour cent.

Les audits de la dette ont leur origine en Équateur, où le gouvernement du Président Correa a utilisé cette méthode pour mettre à jour les origines de la dette du pays. Ils ont permis de mettre en évidence qu'une bonne part de cette dette était constituée de dettes odieuses, qui ont ensuite été répudiées. En dépit des craintes initiales et de l'agitation des milieux financiers qui prédisaient que cela conduirait à un effondrement économique et bloquerait tout accès à la finance, le processus a été en fait extrêmement positif. Il a inspiré de nombreux mouvements progressistes en Europe, de l'Irlande à la Grèce, qui font pression pour qu'il soit imité. Les audits de la dette, qui ont été préconisés par beaucoup d'économistes du développement pour exposer les origines de la dette des pays africains (voir Boyce et Ndikumana dans le présent volume), sont un moyen très efficace pour évaluer la légitimité de la dette et obliger la finance à rendre des comptes au peuple. Qu'un petit pays d'Amérique latine ait eu le courage d'agir ainsi devrait être une source d'inspiration pour tous les autres.

La politique industrielle a été un élément central du développement de plusieurs pays du Sud, en particulier en Asie de l'Est, un phénomène que la regrettée Alice Amsden qualifiait de montée en puissance du «reste» (2001). La prise de conscience du fait que l'industrialisation est capitale pour le développement et qu'elle peut générer une croissance durable est demeurée un élément essentiel des politiques de quelques pays très performants comme la Chine et le Brésil. Entre-temps, d'autres pays, se conformant au consensus de Washington aujourd'hui discrédité, désindustrialisaient, au Nord comme au Sud, sous la pression des milieux financiers pour lesquels les perspectives lointaines et incertaines offertes par l'investissement productif sont dissuasives. La politique industrielle revient aujourd'hui ostensiblement au centre des préoccupations de nombreux pays⁷. Les pays en développement qui ont mis en œuvre une politique industrielle avec de bons résultats ont tous réussi à limiter le pouvoir de la finance pour faire en sorte qu'elle soit mise au service de l'investissement productif. La Chine est un bon exemple, qui montre que la financiarisation et son corollaire, la libéralisation intégrale des activités

bancaires, ne sont ni inévitables, ni utiles pour le développement. Contraindre les institutions financières à se concentrer sur l'investissement productif ou socialement utile ne constitue pas une limitation intolérable de la liberté d'investir; c'est probablement ce que tous les pays devraient faire.

Tandis que les appels en faveur d'un redressement tiré par les salaires sont ostensiblement ignorés par la plupart des responsables politiques, le Brésil démontre qu'une politique de soutien des salaires peut favoriser la croissance économique et se traduire par une réduction considérable de la pauvreté. Les appels en faveur de la création d'emplois décents, plutôt que du soutien à des microentreprises qui exploitent les travailleurs, comme moyen de réduire la pauvreté se multiplient dans les pays en développement, ce qui est le signe d'une perte de confiance dans la microfinance et, plus généralement, dans les politiques néolibérales (voir Bateman dans le présent volume). Cela devrait inciter les syndicats du monde entier à redoubler d'efforts pour organiser les travailleurs précaires et renforcer la solidarité: affronter la finance suppose aussi d'affirmer que le travail n'est pas un coût, parce que le travail n'est pas une marchandise, et que les syndicats, loin de fausser le marché du travail, sont un moyen d'expression de la majorité. Dans un même ordre d'idées, le cadre étroit dans lequel les politiques sociales ont été conçues sous l'influence du néolibéralisme doit être vigoureusement contesté. Cela passe d'abord par une lutte pour mettre fin à la marchandisation des services publics qui ont été transformés en opérations rentables pour les entreprises privées, depuis la santé jusqu'à l'éducation en passant par l'alimentation et les médicaments. De plus en plus de travaux de recherche mettent en lumière la relation étroite entre la financiarisation (et les transactions sur les dérivés des produits de base en particulier) et l'inflation des prix des produits alimentaires qui frappe les peuples démunis dans le monde entier (Newman, 2009). Là encore, beaucoup d'initiatives prises par les pays en développement sont une source d'inspiration, à commencer par la contestation du régime international des droits de propriété intellectuelle pour les produits pharmaceutiques par des pays comme l'Inde et l'Afrique du Sud. Cela leur a permis de produire ou d'acheter des médicaments essentiels (pour le traitement du VIH/sida en particulier) à un prix qui permette de mettre sur le marché les gros volumes nécessaires pour éviter des milliers de décès. Par ailleurs, des tentatives radicales visant à offrir un soutien aux pauvres sont soit testées, soit débattues dans les pays du Sud, comme en témoigne le dispositif de garantie de l'emploi en Inde et la proposition d'instituer un revenu universel (voir Marais dans le présent volume). Il s'agit de solutions alternatives crédibles qui affaibliraient les conséquences sociales et économiques du néolibéralisme et stimuleraient les forces progressistes.

Enfin, dernier point et non des moindres, il importe de reconnaître la contribution essentielle au changement progressiste que les syndicats dans les pays du Sud ont apportée au cours des trente dernières années. En Afrique du Sud, les syndicats se sont mobilisés avec succès contre l'apartheid, tandis que leurs homologues en République de Corée ont joué un rôle décisif pour mettre fin au régime dictatorial du général Park. Dans ces deux pays, ainsi qu'au Brésil, le néolibéralisme a affaibli le projet progressiste des syndicats, mais il est loin de l'avoir étouffé. Comme le souligne Webster dans le présent volume, «une nouvelle approche du travail a fait son apparition dans le Sud, qui ne considère pas le travail décent comme un obstacle ou un élément surajouté au développement, mais vise au contraire à intégrer le travail décent dans un modèle de développement alternatif». De fait, le mouvement syndical est un rouage essentiel d'un grand nombre d'orientations prometteuses qui ont été évoquées ci-dessus – tout comme le mouvement syndical européen a été à la pointe du progrès social durant une bonne partie du XX^e siècle. Dans beaucoup de pays du Sud, les syndicalistes ont élaboré une conception politique radicale qui ouvre de belles perspectives pour la contestation du statu quo et la promotion de solutions progressistes alternatives. C'est peut-être en puisant dans cette énergie que les partisans d'un affrontement politique avec la finance pourront trouver la force nécessaire pour réussir.

Que la dévalorisation de la gauche en Europe et en Amérique du Nord soit irréversible ou non, il semble chaque jour plus judicieux pour les travailleurs et les syndicats de se tourner vers le Sud comme source d'inspiration. Cela nécessitera de cesser de penser que la transmission de la connaissance devrait se faire seulement vers le Sud, vers les partenaires moins «développés», un préjugé que l'on retrouve aussi dans beaucoup de pays en développement où les anciennes puissances coloniales sont parfois vues comme des modèles idéalisés. Que ce soit au plan de la mobilisation des travailleurs ou des politiques sociales et économiques, nombreuses sont les expériences venant du Sud qui peuvent inspirer ceux qui s'opposent au pouvoir de la finance. Les politiques efficaces et les débats animés qui étudient et expérimentent des solutions progressistes alternatives abondent, et la Global Labour Column se fixe comme objectif ambitieux d'en rendre compte et de les analyser, afin de soutenir le mouvement syndical dans sa défense des intérêts des 99 pour cent.

Notes

¹ <http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2012/mar/19/britains-tax-rules-written-by-multinationals>.

² À propos de la relation entre le néolibéralisme et la financiarisation, voir Fine (2011).

³ N. Pons-Vignon: «Introduction: Remettre la politique à l'honneur», *Une autre voie est possible: politiques économiques et stratégies syndicales au-delà de la pensée unique* (Genève, BIT, 2011).

⁴ Voir la World Economics Association (<http://www.worldeconomicsassociation.org/>); le réseau International Development Economics Associates (IDEAs) (<http://www.networkideas.org/>); la real-world economics review (<http://www.paecon.net/PAEReview/>); et le bulletin Heterodox Economics (<http://www.heterodoxnews.com/>); ainsi que l'Initiative internationale pour la promotion de l'économie politique (IIPPE) (<http://www.iippe.org/>).

⁵ Ecrit en anglais en 1944 et publié en français en 1983.

⁶ La meilleure illustration de ce point est peut-être l'étonnant échange entre la reine d'Angleterre et un groupe d'économistes qu'elle avait convoqués afin qu'ils lui expliquent pourquoi ils n'avaient pas prévu la crise (<http://www.ft.com/intl/cms/3e3b6ca8-7a08-11de-b86f-00144feabdc0.pdf>).

⁷ De récents travaux de recherche de la Banque mondiale, liés à son économiste en chef, Justin Lin, et sa «nouvelle économie structuraliste» (2012), se sont nettement démarqués des positions antérieures pour formuler prudemment des arguments en faveur de la politique industrielle. Pour une analyse critique des conceptions de la Banque mondiale, anciennes et nouvelles, s'agissant de la politique industrielle, voir Singh (2011).

Références

Amsden, A. 2001. *The rise of 'the rest': Challenges to the West from late-industrializing countries* (New York et Oxford, Oxford University Press).

Fine, B. 2011. «Neo-liberalism in retrospect? – It's financialisation, stupid», K.-S. Chang, B. Fine et L. Weiss (dir. de publication): *Developmental politics in transition: The neoliberal era and beyond* (Basingstoke, Palgrave Macmillan).

Halimi, S. 2011. «Où est la gauche à l'heure de la tourmente économique?», *Le Monde diplomatique*, novembre (disponible à l'adresse suivante: <http://www.monde-diplomatique.fr/2011/11/HALIMI/46895>).

Lambert, R. 2012. «Les économistes à gages», *Le Monde diplomatique*, mars.

Lin, J.Y. 2012. *New structural economics: A framework for rethinking development and policy* (Washington, DC, Banque mondiale).

Newman, S. 2009. «The downside of 'financialisation' of international commodity markets», *Development View Point*, juillet, n° 32 (disponible à l'adresse suivante: <http://www.soas.ac.uk/cdpr/publications>).

Polanyi, K. 1983 [1944]. *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps* (Paris, Gallimard).

Singh, A. 2011. «Comparative advantage, industrial policy and the World Bank: Back to first principles», *Policy Studies*, vol. 32, n° 4, pages 447 à 460.

Stockhammer, E. 2004. «Financialisation and the slowdown of accumulation», *Cambridge Journal of Economics*, vol. 28, n° 5, pages 719 à 741.

Nicolas Pont-Vignon est chercheur principal à l'unité de recherche sur le développement industriel (CSID), de l'Université du Witwatersrand, en Afrique du Sud. Ses travaux portent sur le développement industriel et la politique industrielle en Afrique du Sud, ainsi que sur les marchés du travail, la pauvreté et l'aide au développement. Il dirige la publication de la Global Labour Column, et il a fondé et dirige le Programme africain pour repenser l'économie du développement (APORDE; www.aporde.org.za).

PARTIE I

Interpréter la tourmente qui agite l'Europe

La crise: la réponse des syndicats européens

Bernadette Ségol

La réponse politique unanime à la crise dans toute l'Europe aujourd'hui est de préconiser l'austérité et la discipline budgétaire. Réduire les salaires et les prestations sociales, attaquer les mécanismes de négociation et rendre les contrats de travail extrêmement flexibles: tel est le modèle actuel, le consensus de Berlin/Bruxelles, présenté comme la seule voie pour aller de l'avant.

Cette solution ne fonctionne pas et ne fonctionnera pas. Elle fige la croissance et empêche la création d'emplois. Nous ne pouvons plus ignorer ses conséquences sociales désastreuses et la montée du nationalisme dans beaucoup de pays européens qui remettent en question nos valeurs essentielles fondées sur la solidarité.

Nous devons changer de discours

Des critiques de l'austérité émanant d'autorités officielles se font de plus en plus entendre, mais principalement en dehors de l'Europe. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Organisation internationale du Travail (OIT) disent que l'austérité sans la croissance est une dangereuse impasse. Christine Lagarde, Directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), a fait part de préoccupations au nom du FMI. Même les agences de notation – qui pourtant sont des oligopoles se souciant avant tout de leurs propres intérêts – se sont jointes à ce chœur.

Mais le message ne parvient pas jusqu'aux ministres des finances. Si le Conseil européen souscrit formellement à la nécessité de renforcer la croissance et l'emploi, aucune proposition concrète à la hauteur de la catastrophe à laquelle nous sommes confrontés n'est avancée, tandis que les plans budgétaires qu'on nous présente sont pour leur part extrêmement détaillés. La Confédération européenne des syndicats (CES) est pour l'établissement de budgets rigoureux. Mais le pacte budgétaire doit être équilibré par un contrat social.

**Aucune proposition concrète
à la hauteur de la catastrophe
[...] n'est avancée**

Plus d'austérité comme seule réponse à l'austérité

L'Europe est entrée en récession. Les chiffres d'Eurostat sur l'emploi dans la zone euro les plus récents montrent que le chômage atteint un nouveau record. Le taux de chômage moyen est de 10,4 pour cent dans la zone, ce qui signifie que 16,5 millions de personnes sont sans travail. Il s'agit du taux de chômage le plus élevé depuis juin 1998. Le chômage des jeunes est endémique, il touche près de la moitié des jeunes Espagnols. La pauvreté augmente et 8 pour cent de la population active de l'Europe est désormais confrontée à l'extrême pauvreté.

Dans ces terribles circonstances, la réponse offerte par les dirigeants européens est de resserrer les boulons. Le 30 janvier 2012, un sommet a finalisé un nouveau traité international établissant une discipline budgétaire de fer, assortie de sanctions. La CES est opposée à ce traité, qui ne répond pas aux problèmes croissants posés par le chômage et l'insécurité de l'emploi. Le traité n'aborde ces problèmes que d'un point de vue comptable, sans aucune vision politique. Nous savons, bien entendu, qu'il nous faut rétablir un équilibre budgétaire durable. Mais nous nous ferions des illusions si nous pensions que les budgets seront équilibrés et que la confiance reviendra grâce à ces mesures d'austérité.

Par ailleurs, le processus suivi n'était pas démocratique. Le Parlement européen n'a pas pu jouer de rôle actif. Les syndicats européens préconisent une Europe sociale et démocratique, et non pas l'Europe budgétaire, financière et technocratique qui a été présentée.

La récession aggravera encore une situation sociale déjà médiocre. L'inégalité augmente. Des mouvements sociaux naissent pour protester contre l'injustice et l'insécurité. La justice sociale doit être la première priorité de tous les programmes politiques au niveau tant national qu'européen. Si les dirigeants européens abandonnent cette priorité pour s'attacher uniquement aux mesures d'austérité, en particulier dans les pays qui sont déjà en difficulté, ne nous étonnons pas si les niveaux de pauvreté augmentent et si l'inégalité entraîne l'instabilité sociale et politique.

Un modèle de gouvernance économique européenne dans le moule néolibéral

Le cadre de gouvernance économique européenne existant se compose du semestre européen, du Pacte pour l'euro plus et du «paquet de six législations». Grâce en grande partie aux efforts déployés par les syndicats européens et leurs membres, le «paquet de six législations» qui est entré en vigueur l'année dernière inclut une clause disposant que les systèmes nationaux de négociation collective doivent être pleinement respectés. Une notion similaire apparaît brièvement dans le traité international, mais il est douteux qu'elle soit juste.

La réalité est que la troïka – composée de la Communauté européenne (CE), de la Banque centrale européenne (BCE) et du FMI – a aussi imposé ses règles de

gouvernance économique à la Grèce, à l'Irlande et au Portugal comme condition de leur sauvetage. Ce type de gouvernance économique s'appuie principalement sur des attaques visant les relations professionnelles et les salaires fixés par voie de convention collective, dévalorisant les dispositions relatives aux pensions de retraite, introduisant une plus grande flexibilité sur le marché du travail, affaiblissant la protection sociale et le droit de grève, et privatisant les services publics. Nous avons également vu la BCE s'ingérer dans l'action du gouvernement italien d'une manière inacceptable, en insistant sur la privatisation et la libéralisation des services publics, la modification du système de fixation des salaires, la décentralisation de la négociation collective, certaines modifications à apporter aux règles d'embauche et de licenciement et le relèvement de l'âge de la retraite.

Ces diktats sont habituellement établis dans des lettres secrètes rédigées dans de mystérieuses officines. La démocratie, une fois de plus, est la perdante.

La crise est aussi utilisée comme prétexte pour nous dire qu'une baisse des rémunérations libérerait la compétitivité et stimulerait l'économie, ce qui déboucherait sur une situation où tout le monde serait gagnant. Cependant, la CSE est convaincue que les salaires sont le moteur de la croissance économique et non pas un obstacle à celle-ci. Si les règles de la gouvernance économique se focalisent sur les salaires et les conditions de travail comme facteurs de l'ajustement compétitif, les pays se feront concurrence au plan des salaires, des conditions de travail et, plus généralement, des dépenses sociales. Et, une fois de plus, c'est sur les travailleurs que pèse le fardeau.

Le modèle social européen est attaqué

Le modèle social européen préserve la cohésion sociale. Il a été élaboré dans le cadre d'un consensus social qui est apparu dans les nations d'Europe occidentale au lendemain de la deuxième guerre mondiale et il couvre les services publics, la protection sociale et la négociation collective. Mais aujourd'hui, les forces néolibérales utilisent la crise pour remettre en question ce modèle social. Pour les tenants de cette philosophie, non seulement la protection sociale et les salaires décents font obstacle au redressement économique, mais les fondations mêmes d'un modèle de cohésion et de solidarité sont à bannir. Certains, en particulier en Europe centrale et orientale, se convertissent au darwinisme social pur et dur, en oubliant commodément que les pays scandinaves qui ont investi dans un État-providence solide figurent aussi parmi les pays les plus compétitifs.

Porter atteinte à la cohésion sociale signifie affaiblir aussi la stabilité politique. L'exclusion sociale et l'incertitude de l'avenir ouvrent la voie aux populistes qui préconisent l'autosuffisance nationale comme remède à tous les maux. La montée de l'extrême-droite en Europe devrait nous préoccuper. Les dirigeants européens et tous

les partisans de la déréglementation doivent tenir compte de ce phénomène car certaines mesures, telles que les mesures d'austérité, le nourrissent.

Il existe d'autres solutions possibles

L'Union européenne a besoin d'une union économique dotée d'une forte dimension sociale. Ce dont nous avons besoin, c'est d'un véritable plan de relance de l'emploi et de la croissance durable. Nous voulons que l'Europe signe un contrat social, et non pas simplement un pacte budgétaire.

- L'Europe a besoin d'investissements en faveur d'une économie verte durable. Cela devrait inclure des investissements dans les secteurs des transports et de l'énergie.
- L'Europe a besoin d'une politique industrielle qui investisse dans les secteurs de pointe et les secteurs d'avenir.
- La BCE doit être dotée d'un mandat plus clair. Elle devrait se préoccuper de promouvoir la stabilité des prix, le plein emploi et la convergence des conditions financières des États membres. La BCE devrait être tenue d'agir en tant que «prêteur et acheteur de dernier recours» en matière de dette souveraine, au lieu d'avoir simplement la possibilité de le faire.
- La dette devrait être partiellement mutualisée au moyen d'euro-obligations.
- Il devrait y avoir une clause relative à la préservation des salaires, imposant de respecter pleinement l'autonomie des partenaires sociaux en matière de négociation collective et empêchant toute ingérence du pacte budgétaire dans les salaires, les systèmes de négociation collective, l'action collective et la formation de syndicats.
- Nous avons besoin de dispositions visant à préserver la croissance: l'exclusion de la «règle de l'équilibre budgétaire» des investissements publics qui soutiennent la croissance potentielle; la protection du secteur des recettes publiques au moyen d'une taxe sur les transactions financières et l'engagement de lutter contre les paradis fiscaux, la fraude fiscale et le dumping fiscal; et un rôle structurel pour le dialogue social européen afin d'éviter une application aveugle de règles économiques rigides qui pourrait nuire à l'économie.
- Un protocole relatif au progrès social doit être annexé aux traités européens pour garantir le respect des droits sociaux fondamentaux.

La CES préconise un «contrat social» pour l'Europe. Un tel contrat accorderait la priorité aux investissements qui favorisent la viabilité de l'économie, la qualité des emplois et la justice sociale, tout en luttant contre l'inégalité.

Face au rouleau compresseur de la gouvernance économique en place, le mouvement syndical européen mène une action de lutte contre les politiques néfastes, et de rassemblement pour trouver en commun les meilleures solutions.

La CES a lancé un appel en faveur d'une journée d'action européenne le 29 février 2012 pour dire «ça suffit comme ça». Dans toute l'Europe, les syndicats demandent qu'une priorité élevée soit accordée à l'emploi et la justice sociale.

Bernadette Ségol est secrétaire générale de la Confédération européenne des syndicats. Auparavant, elle a été à la tête d'Uni Europa, la Fédération syndicale européenne pour les services et la communication, qui représente 7 millions de travailleurs et 330 syndicats affiliés. L'un des principaux sujets dont elle s'occupe est l'égalité salariale en Europe.

La crise de l'euro et le mouvement syndical européen

Vasco Pedrina

Après avoir réussi à sauver les banques et adopté une première série de mesures de redressement économique, les autorités de l'Union européenne et ses États membres ont commencé d'imposer des plans d'austérité draconiens et antisociaux dès le début du printemps 2010. Ces plans sont le produit d'une politique de plus en plus coordonnée au niveau de l'UE, qui entre dans une nouvelle phase avec le Pacte euro-plus et le nouveau pacte budgétaire. Présentés comme faisant partie intégrante de la lutte contre les «déséquilibres macroéconomiques», de nouveaux mécanismes ont été mis en place. Ils fourniront aux autorités de l'UE les moyens d'accroître la pression en faveur d'un démantèlement social généralisé. Concrètement, cela équivaut à une «camisole de force salariale» qui remet en question l'autonomie des partenaires sociaux (l'un des piliers du modèle social européen), relève l'âge de la retraite dans tous les pays européens et introduit une législation visant à juguler l'endettement national. Cette politique a non seulement de graves répercussions sociales, elle conduit aussi à une impasse qui fait courir des risques à l'euro.

Lors de son congrès qui s'est tenu à Athènes en mai 2011, la Confédération européenne des syndicats (CES) a réaffirmé son opposition aux politiques économiques néolibérales qui prédominent actuellement et a exigé une nouvelle fois un changement de cap. La seule façon concevable de sortir la zone euro de la crise est de mettre en œuvre une combinaison de mesures visant tant à stimuler la croissance économique qu'à réduire progressivement les niveaux d'endettement et les déséquilibres macroéconomiques. La CES préconise la conclusion d'un «Nouveau contrat social et vert» consistant en un vaste plan d'investissement, l'émission d'euro-obligations, un nouveau mandat pour la Banque centrale européenne (à savoir l'obligation d'agir en tant que «prêteur et acheteur de dernier ressort») et une politique industrielle favorable à une économie à faibles émissions de carbone soutenue par des réformes de la fiscalité, qui devraient inclure une taxe sur les transactions financières. S'agissant de la Grèce, il est désormais clair qu'elle ne pourra pas briser le cercle vicieux actuel sans un plan de relance vraiment substantiel financé par l'UE dans le cadre d'une sorte de Plan Marshall en faveur des pays en grande difficulté. La CES exige aussi une révision complète du

pacte pour l'euro et du pacte budgétaire – en particulier la partie relative aux mesures visant les salaires et les retraites.

Se mobiliser contre l'étouffement social

Pour appuyer ce programme économique non conventionnel, la CES a organisé cinq journées d'action européennes sur les deux dernières années depuis 2010, la dernière en date du 29 février 2012. Manifestations et grèves se sont multipliées dans beaucoup de pays européens, mais elles n'ont pas créé une pression suffisante pour arrêter le rouleau compresseur néolibéral. À l'époque du «compromis démocratique social» sous la présidence de Jacques Delors, des manifestations de cette ampleur auraient été considérées comme une bonne raison de s'asseoir à la table des négociations. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Ni les autorités de l'UE, ni celles des États membres n'ont été ébranlées par les actions de protestation. Certes, le mouvement syndical européen a entre-temps obtenu le retrait des dispositions juridiques les plus réactionnaires du pacte pour l'euro, mais son orientation antisociale demeure, de même que les plans d'austérité nationaux. Parallèlement, certains piliers du modèle social européen sont continuellement attaqués. En témoigne le refus des autorités politiques de l'UE de corriger la jurisprudence créée par la Cour de justice européenne (CJE) dans les affaires Laval, Viking, Rüffert et Luxembourg de 2007-08. Par ces décisions, la CJE a remis en question les principes fondamentaux de l'Europe sociale, tels que la primauté des droits sociaux fondamentaux sur les libertés économiques du marché intérieur, le principe de l'«égalité de rémunération pour un travail égal exécuté en un même lieu», le droit de grève pour lutter contre le «dumping salarial» et l'autonomie des partenaires sociaux.

Le syndicalisme européen à la croisée des chemins

L'«Europe sociale» est sous pression. Manifestement, il n'y aura pas de changement de cap à moins que les pressions exercées par les grèves et l'action politique coordonnées au niveau européen n'atteignent une ampleur très différente de ce qui a été obtenu jusqu'à présent. Et pourtant, au lendemain de la crise, les syndicats se

Les syndicats se retranchent sur des positions défensives à l'intérieur des frontières nationales

retranchent sur des positions défensives à l'intérieur des frontières nationales. À l'évidence, ils ont consacré trop peu d'énergie à la mobilisation au niveau européen. Même une manifestation rassemblant 80 000 personnes à Bruxelles n'a pas suffi à produire un impact fort.

Le temps est venu de réexaminer notre stratégie si nous ne voulons pas assister impuissants au déclin irrémédiable du mouvement syndical européen. Le débat actuel sur cette question au sein de la gauche politique et du mouvement syndical suscite deux courants de pensée. L'un préconise une stratégie axée sur une «politique de renationalisation». Les partisans de cette «stratégie du retour en arrière» font valoir que,

comme l'UE se dirige vers la damnation néolibérale, la seule réponse réaliste serait de mettre en place des réseaux de résistance pour défendre l'État social dans le cadre national. L'aile gauche des partisans de cette position se met en fait dans le même camp que les conservateurs au sein du mouvement syndical qui, à l'instar de bon nombre de confédérations nordiques, estiment que la «voie solitaire» est le meilleur moyen de défendre leur «modèle social nordique», même si ce modèle est de plus en plus menacé par l'UE.

L'autre école de pensée préconise une «stratégie offensive» consistant à européaniser les luttes sociales. Selon leur argumentation, la seule autre solution positive possible est un bond en avant quantitatif et qualitatif en termes d'action et de mobilisation politiques communes dans toute l'Europe. Mais le temps durant lequel un tel bond pourrait encore être accompli avec succès est compté. Le risque est grand que le pacte pour l'euro et le pacte budgétaire, conjointement avec toute la série de plans d'austérité, entraînent une telle augmentation des déséquilibres entre les pays et à l'intérieur des frontières nationales que les tensions sociales et politiques en deviendront insupportables, en raison de la montée des forces populistes. Les tensions déjà croissantes au sein des confédérations syndicales en Europe et des confédérations dans les différents pays (comme l'Italie) donnent une certaine idée de la direction dans laquelle une telle évolution pourrait nous entraîner, à savoir une paralysie catastrophique du mouvement syndical.

Des leviers pour européaniser les luttes sociales

Les grèves et les actions de mobilisation menées sur les deux dernières années dans divers pays européens ont provoqué l'apparition de nouvelles revendications, de nouvelles formes d'action et de nouvelles alliances dont il est possible de tirer d'utiles enseignements pour l'européanisation des réseaux de résistance syndicaux. En même temps, d'autres voies peuvent conduire au bond qualitatif évoqué précédemment. Au congrès de la CES qui s'est tenu en 2011, deux propositions de campagnes susceptibles de lancer une véritable contre-offensive coordonnée ont été discutées.

L'une de ces propositions concerne la réponse aux politiques économiques néolibérales qui prédominent actuellement. Elle repose sur le programme économique non conventionnel de la CES mentionné plus haut, sur le renforcement de la coordination de la politique de négociation et sur une offensive en faveur de la fixation d'un salaire minimum européen et contre la précarisation des emplois. Pour atteindre ces objectifs, il faut renforcer les capacités d'organisation de grèves sur les lieux de travail à l'appui des revendications européennes. Certes, le congrès de la CES a bien adopté une proposition avancée par les confédérations espagnoles (Comisiones Obreras – CCOO – et Unión General de Trabajadores – UGT), qui appelait à un examen sérieux de la faisabilité de grèves coordonnées, voire d'une grève générale au niveau européen, mais il l'a fait sans conviction. Manifestement, la volonté politique manque encore, mais cet état d'esprit pourrait changer sous la pression de souffrances croissantes.

La deuxième proposition, intitulée «Rémunération égale, droits égaux», vise à donner une nouvelle impulsion à la lutte pour les droits des travailleurs, qui sont presque partout en butte à des attaques, ainsi qu'au combat contre le «dumping salarial». Pour appuyer cette campagne, l'Union syndicale suisse a proposé de lancer une Initiative citoyenne européenne (ICE) intitulée «Pour une Europe sans dumping salarial – Priorité aux droits sociaux fondamentaux sur les libertés économiques». En vertu du nouveau Traité de Lisbonne, les citoyens peuvent obliger les autorités à élaborer de nouvelles politiques et législations, s'ils réunissent un million de signataires dans le cadre d'une pétition. Une ICE de ce type viserait à donner un nouveau mandat à l'UE afin que soient prises les mesures législatives nécessaires pour que la primauté des droits sociaux fondamentaux sur les libertés économiques devienne d'application générale dans toute l'Union européenne.

Le lancement d'une telle ICE permettrait de sensibiliser (et de mobiliser) largement les travailleurs et les militants syndicaux de base dans toute l'Europe – ce qui n'a pas été possible jusqu'ici. D'autres mouvements sociaux et forces politiques qui partagent nos préoccupations au sujet de l'avenir de l'Europe sociale pourraient être associés à l'ICE. Le congrès de la CES a accepté cette deuxième proposition de campagne. Mais il n'a pas donné clairement le feu vert pour mettre en place le levier décisif d'un tel mouvement, l'ICE. Certains pays comme la France, le Royaume-Uni et l'Italie, dont les confédérations syndicales disent qu'elles n'ont pas pour pratique habituelle de recueillir des signatures pour ce type d'instrument, ont exprimé des réserves. Ils sous-estiment le potentiel d'une initiative citoyenne comme instrument de sensibilisation et de pression politique décentralisées en faveur d'un objectif commun dans toute l'Europe.

Le congrès de la CES aurait pu envoyer un signal fort en faveur d'une vaste contre-offensive politique et syndicale au niveau européen. Le manque d'énergie pour suivre cette voie est dû à la façon dont les syndicats de plusieurs pays ont été touchés et affaiblis.

**Un tournant [...] ne peut
être pris que si la
coordination des politiques
syndicales est renforcée**

Ce phénomène est aggravé par le fait que la crise ne frappe pas partout simultanément et par la grande diversité des traditions syndicales nationales. Néanmoins, il se peut très bien qu'une réponse d'une ampleur correspondant aux défis actuels devienne possible une fois que les pressions causées

par les souffrances auront encore augmenté, et que les individus seront forcés de réaliser qu'un tournant social et politique ne peut être pris que si la coordination des politiques syndicales est renforcée au-delà des frontières nationales. Cela nécessitera une alliance avec tous les mouvements sociaux et forces politiques intéressés. C'est l'avenir de l'Europe sociale et du processus d'intégration européenne qui est en jeu.

Vasco Pedrina est secrétaire national du syndicat interprofessionnel suisse Unia et vice-président de la Fédération internationale des travailleurs du bâtiment et du bois (IBB). Il représente l'Union syndicale suisse (USS) au Comité exécutif de la CES.

Le contrat d'«austérité» de l'UE ne fonctionnera pas – L'avenir est sombre pour les travailleurs irlandais

Frank Connolly

Le sommet de l'UE qui s'est tenu le vendredi 9 décembre 2011, durant lequel 26 des 27 pays membres sont convenus d'un nouveau traité intergouvernemental qui comprend un «pacte budgétaire» visant à soumettre à une discipline budgétaire les États dont le déficit franchira la limite des 3 pour cent (du PIB), ne permettra pas de mettre en œuvre la stratégie de croissance qui est nécessaire pour aider les pays de la zone euro profondément endettés à sortir de la récession.

Les propositions contenues dans le pacte budgétaire ne résoudront pas les problèmes de l'euro pour les peuples européens; au contraire, elles «institutionnaliseront l'austérité» en obligeant à respecter un déficit structurel annuel qui ne dépassera pas 0,5 pour cent du PIB. Une stratégie favorable à la croissance et à un redressement rapide générateur d'emplois fait totalement défaut. Sans une telle stratégie, aucun soulagement n'est en vue pour les pays en difficulté.

Ce sommet, dominé par les considérations politiques et financières de l'Allemagne et de la France, n'a pas non plus inclus de suggestion concernant la restructuration de la dette, les euro-obligations ou un quelconque mécanisme de transfert budgétaire pour affecter des ressources en provenance des régions prospères à celles qui luttent.

Le fait essentiel qui ressort de ce Conseil européen est que les pays sur lesquels pèse le fardeau d'un endettement insoutenable auront encore moins de perspectives de croissance. C'est certainement le cas de l'Irlande, où le «pacte budgétaire» européen restreindra beaucoup la marge de manœuvre des futurs gouvernements irlandais. Il s'agit peut-être de la plus grande menace pour le redressement d'une économie qui chancelle sous le poids du prêt de 63 milliards d'euros à taux d'intérêt élevé accordé en 2010 par l'Union européenne (UE), la Banque centrale européenne (BCE) et le Fonds monétaire international (FMI), et d'une énorme dette souveraine contractée à la suite de la recapitalisation des principales banques.

La mise en place proposée de sanctions automatiques pour les gouvernements qui franchiront la limite des 3 pour cent créera de fait des difficultés substantielles pour les pays comme l'Irlande qui ont besoin de la croissance économique pour alléger leur endettement actuel.

Le pacte budgétaire est la pire solution pour l'Irlande

Pour l'économie irlandaise, ce pacte budgétaire ou plan d'«austérité» conçu par l'Allemagne, ainsi qu'il est maintenant qualifié par les partis d'opposition, n'aurait pas pu survenir à un plus mauvais moment, alors que le taux de chômage dépassait les 14,4 pour cent au troisième trimestre de 2011 et que les chômeurs de longue durée représentaient plus de 56 pour cent du nombre total des personnes sans travail. Sur la même période, l'économie irlandaise s'est contractée au rythme le plus rapide qu'elle ait connu en deux ans.

Comme les finances de l'État sont totalement dépendantes des fonds de la BCE européenne et que le budget adopté au début de décembre s'est traduit par une ponction supplémentaire de 3,8 milliards d'euros sur l'économie par des réductions des services publics, des réductions des dépenses d'équipement et par des impôts principalement indirects, la perspective d'une éventuelle reprise à court terme est très faible et les agences officielles ont abaissé la projection de croissance pour 2012 à moins de 1 pour cent. La mauvaise santé des économies des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Europe est un sujet de préoccupation particulier pour un pays qui est largement tributaire d'un redressement tiré par les exportations.

Pour le mouvement syndical et politique progressiste irlandais, le tableau est sombre. À l'horizon se profile ce qui semble être la stratégie élaborée par le capital financier européen, principalement allemand, pour réaliser l'impossible: la croissance par l'austérité. Dans tous les cas où l'on a allégué que des stratégies de ce type avaient fonctionné, elles sont toujours allées de pair avec une politique monétaire laxiste de la part de la banque centrale concernée. Mais jusqu'ici la BCE a été empêchée de procéder à une telle intervention.

**Pour le mouvement
syndical et politique
progressiste irlandais, le
tableau est sombre**

Au lieu de cela, la recette consiste à réduire les pensions, démanteler les droits au travail des individus au moyen de ce qu'il est convenu d'appeler par euphémisme des «réformes du marché du travail» et vendre à des prix bradés des biens d'État lucratifs à des entreprises vautours. La politique est de jeter à l'eau ce qu'il reste des gains produits par la classe laborieuse dans toute l'Europe dans le contexte de l'après-guerre. L'objectif est apparemment de jeter autant d'acquis de ce qu'on appelle l'«Europe sociale» que possible, de façon que le capital européen puisse participer plus efficacement à la course mondiale vers le bas.

Comme on pouvait s'y attendre, les stratégies axées sur l'austérité sont mises en avant au moment où les partis du centre droit et de la droite dure dominent la carte politique. La possibilité, si ténue soit-elle, d'un retour de gouvernements socialistes ou sociaux-démocrates lors des élections de cette année, puis en Allemagne et en France, et, de fait, l'éventuelle survie de Barack Obama pour un second mandat aux

États-Unis offrent un certain espoir de rétablissement de politiques budgétaires et économiques saines à l'échelle mondiale.

C'est peut-être trop peu et trop tard, au moins dans le cas de l'Irlande, où 20,6 milliards d'euros ont déjà été retirés de l'économie sur les cinq dernières années et, conséquence du prêt CE/BCE/FMI, 12,4 milliards d'euros supplémentaires, selon les prévisions, seront prélevés sur les quatre prochaines années. Depuis 2009, l'économie a été ponctionnée de l'équivalent de 13,4 pour cent du PIB, et 8 pour cent supplémentaires seront prélevés d'ici à 2015.

Cet «ajustement» a entraîné des réductions sans précédent des rémunérations et des pensions de retraite des travailleurs de la fonction publique et une grave dégradation des services dont dépendent les bénéficiaires de l'aide sociale – les personnes malades, âgées et vulnérables. Il a eu pour conséquence que les dépenses consacrées à d'importants projets d'équipement, qui pouvaient créer des emplois pour les dizaines de milliers de travailleurs du secteur de la construction et d'autres secteurs qui ont perdu leur emploi depuis l'effondrement de 2008, ont été fortement réduites. Si les entreprises privées à vocation exportatrice ont soutenu l'emploi et les salaires, les perspectives internationales sont loin d'être favorables, tandis que le secteur manufacturier, celui du commerce de détail et d'autres secteurs nationaux susceptibles de produire de la richesse stagnent ou sont en déclin.

Le fardeau de la dette irlandaise est insoutenable

Mais ce qui éclipse toutes ces considérations, c'est l'énorme fardeau de la dette souveraine qui, selon les prévisions, devrait atteindre un sommet proche de 120 pour cent du PIB en 2013 (sans inclure le formidable passif des banques). Le total de la dette bancaire (hors bilan et réelle) et souveraine de l'État se situe à un niveau stratosphérique proche de 235 pour cent du PIB.

Manifestement, l'État irlandais ne peut pas réduire cet endettement à un niveau acceptable sans qu'intervienne une remise de dette appuyée par l'UE au moyen de l'émission d'obligations garanties par la BCE et d'une série d'autres mesures convenues. Il est inadmissible pour la plupart des citoyens irlandais que l'État soit forcé d'honorer des billets à ordre annuels sur les dettes de banques toxiques aujourd'hui disparues qui ont été encouragées à emprunter à des taux d'intérêt bas durant la bulle immobilière artificielle qui s'est prolongée, notamment par les établissements financiers allemands, français, britanniques et autres, qui veulent aujourd'hui récupérer leur argent avec de gros intérêts.

Il est admis que les responsables au niveau du pays sont les dirigeants politiques fautifs et incompétents qui ont encouragé l'évolution d'une réglementation «aveugle»

Il est inadmissible pour la plupart des citoyens irlandais que l'État soit forcé d'honorer des billets à ordre annuels sur les dettes de banques toxiques aujourd'hui disparues

du secteur bancaire et du secteur financier. À la fin de 2010, une centaine de milliers de travailleurs irlandais sont descendus dans les rues de Dublin durant la semaine où la troïka (CU/BCE/FMI) est arrivée en ville pour prendre le contrôle du destin économique de leur pays. La colère et le désespoir, qui certes n'atteignaient pas la violence observée dans les rues d'Athènes, étaient palpables et se sont traduits par l'éviction, lors des élections générales de février 2011, du parti de centre droit Fianna Fáil qui avait dominé trois gouvernements de centre droit successifs depuis 1997.

Dans un basculement spectaculaire et historique, quelque 40 pour cent des votants ont soutenu les partis globalement de gauche, ce qui représentait un doublement du nombre de votes qu'ils recueillaient habituellement dans le pays. Le Parti travailliste, le plus gros parti de gauche, a formé un gouvernement de coalition avec le parti Fine Gael (FG), qui a maintenant remplacé son adversaire de longue date, le désormais gravement affaibli Fianna Fáil, comme principal parti de droite. La politique menée par le gouvernement reflète le rapport de force d'environ 2 contre 1 entre le Fine Gael et le Parti travailliste, qui a réussi à établir dans le récent budget de décembre un ratio des réductions des dépenses publiques par rapport à l'impôt de 56 contre 44, à comparer au ratio de 75 contre 25 qui était envisagé dans le programme du FG.

Un impressionnant défi pour la gauche

De grandes batailles se poursuivent au sein du gouvernement sur des questions concernant les mécanismes qui protègent les travailleurs faiblement rémunérés, sur le droit de négocier collectivement qui n'est pas encore inscrit dans la législation irlandaise, ce à quoi s'est engagé le Parti travailliste, et sur l'avenir des programmes d'emploi local et autres programmes sociaux financés sur des fonds publics qui fournissent une assistance et des revenus aux individus les plus vulnérables et aux communautés dans lesquelles ils vivent.

Les budgets de la santé et de l'éducation sont aussi soumis à des tensions, tandis qu'un accord qui protège la rémunération et les emplois des travailleurs de la fonction publique en échange d'une profonde restructuration et d'importantes économies dans l'administration des services fournis par l'État subit les pressions des groupes d'employeurs et des forces de droite, encouragés par des médias complaisants, qui cherchent à faire peser le fardeau de l'effondrement économique et financier sur ceux qui en sont le moins responsables. Entre-temps, aucun effort cohérent ou sérieux n'est déployé pour imposer le nombre considérable d'individus dans la société irlandaise qui ont accumulé de la richesse dans le pays et à l'étranger. Le fossé entre ceux qui sont en haut de l'échelle et ceux qui sont en bas continue de se creuser, avec, selon les calculs de certains rapports, 5 pour cent de la population qui contrôle environ 48 pour cent de la richesse du pays. Pour illustrer l'ampleur de l'inégalité, il est judicieux de noter que l'Irlande est le pays qui avait les plus faibles recettes fiscales par rapport au PIB

parmi les 27 nations de l'UE en 2009 et était classé au 27^e rang sur 34 parmi les pays de l'OCDE cette même année (source: Eurostat et OCDE).

De modestes propositions faites par le syndicat Services Industrial Professional and Technical Union (SIPTU) en vue d'inciter les fonds de pension irlandais richement dotés à lever environ 4 milliards d'euros – à peu près 5 pour cent du solde des bilans actuels de ces fonds – à des fins d'investissement n'ont toujours pas été adoptées, bien que le gouvernement soit en train de les examiner. Jointe aux 2 milliards d'euros tirés du solde du Fonds national de réserve pour les pensions, cette somme permettrait de créer des dizaines de milliers d'emplois qui ouvriraient la voie à la croissance.

À l'évidence, le défi auquel est confronté le mouvement syndical progressiste en Irlande, et au niveau mondial, est véritablement impressionnant. Si l'UE insiste pour imposer une cure d'austérité encore plus sévère sans prescrire quoi que ce soit pour le redressement du pays, il est très possible que le peuple irlandais s'oppose à toute demande de modification des traités existants par référendum. Il faut absolument trouver une autre voie à suivre, plus équitable.

Frank Connolly est responsable des communications avec le SIPTU (Services Industrial Professional and Technical Union). Le SIPTU est le plus gros syndicat d'Irlande, avec presque 200 000 membres sur une main-d'œuvre syndiquée de 800 000 individus et une main-d'œuvre totale de 1,8 million de travailleurs.

Journées d'été sur Utøya

Dan Gallin

Je n'oublierai jamais les journées d'été que je passai en 1955 sur Utøya, la petite île près d'Oslo que les syndicats norvégiens avaient donnée à la Ligue des jeunes travailleurs comme centre d'étude et de loisirs.

J'étais arrivé en Europe en mars 1953, de retour des États-Unis où, alors que j'étais étudiant, j'avais découvert le socialisme sous la forme d'une dissidence trotskyste. La brillante explication du monde, l'histoire héroïque et tragique du «patron» et de son mouvement avaient capturé mon imagination et mes émotions. À tel point que j'attirai l'attention des autorités qui m'accordèrent un mois pour quitter le pays.

C'est ainsi que nous nous retrouvâmes en Europe, ma compagne et moi, où il nous fallait trouver nos repères. Elle faisait partie du même groupe. À l'été de 1955, nous étions prêts à découvrir la Scandinavie, le bastion d'une social-démocratie que nous considérions avec suspicion.

À Oslo, nous trouvâmes la Ligue des jeunes travailleurs dans l'annuaire téléphonique. Nous nous présentâmes à l'improviste au bureau du responsable, qui était le secrétaire général, et nous lui annonçâmes que nous étions membres de la Ligue des jeunes socialistes américains et que nous cherchions des socialistes norvégiens pour des discussions sur le socialisme. Le camarade norvégien nous observa assez longuement, c'est du moins ce qu'il nous sembla, puis dit: «Vous arrivez au bon moment. Notre stage d'été vient de commencer. Nous allons pouvoir vous emmener là-bas tout à l'heure. Vous pourrez passer une semaine avec nous. C'est sur Utøya, une petite île près d'Oslo. Vous verrez».

Sur Utøya, il y avait un bâtiment central pour la logistique (repas, douches, salles de cours) et les participants vivaient sous des tentes plantées sur toute la surface de l'île, mais principalement dans un pré situé devant le bâtiment. On nous attribua une tente, mais nous passâmes la plupart de notre temps avec les jeunes Norvégiens. Je passai une nuit entière à discuter avec Reiulf Steen, qui allait devenir par la suite ministre des Affaires étrangères et premier ministre, et qui était très impliqué dans l'aide aux mouvements de résistance aux dictatures d'Amérique latine. Nous discutâmes de l'URSS, de sa nature sociale et politique et du stalinisme. Une nuit ne fut pas suffisante.

Nous rencontrâmes bon nombre des centaines de jeunes socialistes qui étaient pleins d'énergie, de joie, d'humour et de détermination, fils et filles du soleil de minuit qui, durant l'été norvégien, ne se couche jamais. C'étaient des jeunes ordinaires,

Nous avons découvert quelque chose que nous ne connaissions pas: un mouvement de masse de jeunes socialistes

citoyens comme les autres d'une social-démocratie. Ce n'étaient pas des révolutionnaires professionnels, mais ils étaient déterminés à changer le monde. Ils étaient aussi nombreux sur cette petite île, et peut-être même plus nombreux, que la totalité de notre petit groupe américain. Les camarades américains que nous avons

laissés derrière nous n'étaient pas moins déterminés et courageux, mais nous avons découvert quelque chose que nous ne connaissions pas: un mouvement de masse de jeunes socialistes.

C'était le mouvement qu'Anders Behring Breivik, un militant fasciste, attaqua le 22 juillet 2011. Après avoir fait sauter une bombe dans le quartier administratif d'Oslo, tuant huit personnes, il aborda l'île déguisé en policier, appela les jeunes – sans défense et qui n'avaient pas la moindre idée de ce qui allait leur arriver – à se rassembler et commença à les abattre. Sur Utøya, Breivik tua 69 personnes en l'espace d'une heure et demie.

Le Premier ministre norvégien, Jens Stoltenberg, qui est aussi le chef du Parti travailliste, déclara que ce massacre était une attaque visant la démocratie et la liberté, et il jura que la Norvège n'y céderait pas. Mais, plus précisément, c'était une attaque

[Ce massacre] était une attaque contre le mouvement travailliste norvégien

contre le mouvement travailliste norvégien. Breivik fut très explicite: le mouvement travailliste, coupable de «marxisme culturel», devait être pris pour cible – et ce qui devait être frappé, c'était le bien le plus précieux du parti, ses jeunes, pour les punir de trahir la nation en

encourageant l'«islamisation». Si la fusillade s'était produite seulement quelques heures plus tôt, Stoltenberg lui-même et l'ancien Premier ministre Gro Harlem Brundtland auraient très bien pu faire partie des victimes. Ils s'étaient rendus sur Utøya ce jour-là, pour participer aux débats.

Nous, les socialistes, devrions nous inquiéter davantage de ce qui nous arrive en Europe du Nord. Le 28 février 1986, le Premier ministre suédois, Olof Palme, fut assassiné. Il était allé au cinéma avec sa femme Lisbet et, comme d'habitude, ils n'avaient pas de gardes du corps. À 23 h 20, alors qu'ils rentraient chez eux à pied, un homme surgit par derrière et tira deux coups de pistolet. Le premier blessa mortellement Palme. Le second blessa Lisbet, qui survécut. L'assassin s'enfuit et ne fut jamais retrouvé. Un homme fut arrêté et condamné, mais ultérieurement libéré en appel. Les motifs de l'assassinat, et de ceux qui l'avaient commandité, ne furent jamais identifiés. L'enquête de police, qui dura des années, n'aboutit nulle part.

Issu de la haute bourgeoisie, Palme était un «traître à sa classe», et la droite suédoise lui vouait une haine tenace. Au gouvernement depuis 1965, deux fois premier ministre (1969-76 et 1982-86), et président du Parti social-démocrate (SAP) de 1969 à 1986, il renforça encore plus l'État social, ainsi que le pouvoir des syndicats vis-à-vis des employeurs. En ce qui concerne la politique étrangère, il fut le seul dirigeant d'un gouvernement d'un pays de l'Ouest à s'opposer à la guerre du Viet Nam. Il s'opposa aussi à l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968, au coup d'État de Pinochet en 1973, et plus généralement, durant toute sa carrière, aux dictatures militaires d'Amérique latine, aux dictatures fascistes d'Europe et au régime de l'apartheid d'Afrique du Sud. Bien qu'il n'ait jamais été véritablement à la gauche du parti, il a souvent été qualifié de «réformiste révolutionnaire».

L'assassinat de Palme marqua un tournant dans l'histoire de notre mouvement. Aucun de ses successeurs n'a eu son charisme, son intelligence et son audace politiques. Le SAP a fait profil bas. En fait, c'est probablement son attitude modérée qui l'a mis sur la touche. Il a perdu deux élections parlementaires d'affilée depuis 2006. Sa présence au niveau international est moindre aujourd'hui, avec pour conséquence que l'Internationale socialiste (IS) a encore vu diminuer le peu d'influence qu'elle conserve. Si Palme avait vécu, la capitulation de la social-démocratie face au néolibéralisme et cette farce qu'a été la «troisième voie» de Blair et Schröder auraient été plus difficiles à mettre en œuvre. Si jamais l'assassinat de Palme a été le résultat d'un complot de la droite, ce complot aura atteint ses objectifs.

Tout aurait pu évoluer différemment. En 1998, la social-démocratie suédoise avait plus ou moins retrouvé ses couleurs. Elle avait une étoile montante: née en 1957, Anna Lindh fut la brillante présidente de la Ligue des jeunes sociaux-démocrates de 1984 à 1990, membre du Parlement dès 1982, ministre de l'Environnement en 1994 et ministre des Affaires étrangères en 1998. Elle était de la trempe de Palme, et il était prévu qu'elle succède au terne bureaucrate Göran Persson à la tête du gouvernement et du parti.

Mais l'assassin guettait. L'après-midi du 10 septembre 2003, Anna Lindh faisait des courses dans un grand magasin de Stockholm, sans gardes du corps, bien entendu, quand un homme lui poignarda la poitrine, l'estomac et le bras. En dépit des efforts des médecins, elle décéda le lendemain matin à 5 h 29.

L'assassin fut arrêté le 24 septembre. Il s'appelait Mihailo Mihailovič, né en Suède de parents serbes, en colère contre le gouvernement suédois parce qu'il avait soutenu l'Otan au Kosovo. À la suite de diverses péripéties judiciaires, et jugé atteint de troubles psychologiques par les experts, il fut condamné à la prison à vie.

Après la Suède, ce bastion historique du socialisme nordique, c'est à présent au tour de la Norvège, le seul pays nordique à conserver un gouvernement social-démocrate qui défend des causes progressistes au niveau international et partisan de l'État social. Mais, une fois de plus, un fou solitaire a frappé.

Un fou solitaire? C'est principalement l'extrême-droite qui avance cette allégation. Parce que, bien entendu, si l'on veut que les idées de l'extrême-droite soient protégées, il est capital de mettre autant de distance que possible entre l'idéologie véhiculée par ses partis et les actes criminels que cette idéologie inspire. Il faut encourager la croyance que le fascisme est une opinion, et non pas un crime, et que les organisations d'extrême-droite sont constituées de citoyens normaux et ordinaires. Alors qu'en fait ce sont des pépinières de Breiviks qui peuvent surgir à tout moment, n'importe où, armés jusqu'aux dents et prêts à semer la mort.

Peu après le drame norvégien, Oskar Freysinger, un politicien suisse d'extrême-droite, qui s'est fait connaître pour son opposition à la construction de minarets et pour avoir affirmé que l'avortement avait causé un «génocide invisible», a donné la réponse suivante à un journaliste qui avait souligné qu'un certain nombre des positions de Breivik correspondaient aux siennes et à celles de son parti, le Parti populaire suisse: «Pensez-vous qu'il y aura moins d'attaques et de fous terroristes si je suis contraint au silence? Ce sera pire!». Cette réponse devrait être considérée comme une menace.

Dan Gallin est actuellement président du Global Labour Institute (GLI). Auparavant, Dan a travaillé pour l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation (UITA) d'août 1960 à avril 1997 et, à partir de 1968, comme secrétaire général. Il mène actuellement des travaux de recherche sur la syndicalisation des travailleuses dans l'économie informelle, sur l'historique du mouvement syndical et sur des questions de politique et d'organisation dans le mouvement syndical international.

L'intégration européenne à la croisée des chemins: renforcement ou désintégration?

Elmar Altvater et Birgit Mahnkopf

Les États membres de la zone euro qui ont du mal à assurer le service de leur dette sont-ils ceux qui sont responsables de la crise de l'euro? C'est ce que pensent la majorité des gens en Europe. Par conséquent, les pays endettés comme la Grèce, l'Irlande et le Portugal doivent se soumettre à un brutal programme d'austérité fait de réductions drastiques des dépenses sociales, de réductions des traitements dans la fonction publique et de mesures renforçant la privatisation dans les secteurs de l'éducation et des soins de santé et dans le régime des pensions de retraite. En bref, les droits sociaux et culturels des syndicats et des citoyens sont piétinés, ce qui déclenche à la fois des mouvements de protestation et des applaudissements.

L'austérité imposée est motivée par une tentative de prélever des fonds sur le budget primaire pour les inscrire au budget secondaire et les affecter ensuite au service de la dette et au renflouement des établissements financiers au bord de la faillite qui sont qualifiés de «systémiquement pertinents». Cependant, le système, c'est-à-dire le projet d'intégration monétaire européenne, ne pourra être sauvé que si l'on inverse fondamentalement l'orientation politique. Aujourd'hui, deux voies seulement s'offrent à nous, et elles vont dans des directions opposées: l'une mène à la désintégration de la zone euro, l'autre au renforcement de la construction étatique européenne. Les économistes et les politiciens conservateurs et néolibéraux flirtent avec l'idée de diviser l'union monétaire en deux étages (ou plus). D'un côté, une «Europe fondamentale» intégrée au plan monétaire et financier; de l'autre, les pays qui seraient exclus de la zone euro, avec leurs propres monnaies nationales. Ainsi, ce seraient l'Allemagne, la France et quelques autres qui continueraient d'utiliser l'euro, mais la Grèce pourrait être obligée de revenir à la drachme, le Portugal à l'escudo, l'Espagne à la peseta et l'Italie à la lire.

Scinder la zone euro créerait d'autres zones de chaos économique et d'agitation sociale et politique. Les nouvelles monnaies qui remplaceraient l'euro subiraient très probablement une baisse de valeur immédiate. La dévaluation entraînerait une augmentation de la valeur des dettes libellées en euros (dont le service doit donc être assuré en euros). Les agences de notation abaisseraient les notes de crédit des pays. La

dévaluation améliorerait certes la compétitivité monétaire, mais cet avantage ne serait probablement pas très utile si la compétitivité réelle n'augmentait pas de son côté. Pour cela, il faudrait des industries d'exportation, qui sont absentes. Parallèlement à la dévaluation des nouvelles monnaies, l'euro de son côté s'apprécierait. Une telle réévaluation limiterait la compétitivité de ce qu'on appelle l'«économie réelle» dans les États membres de la zone euro et encouragerait le capital financier à spéculer. Quant à savoir quel type d'équilibre serait réalisé après une période de turbulences économiques, il est impossible de le prédire.

L'autre voie mène à une intégration politique plus poussée. Les règles applicables à l'endettement des États établies par le Traité de Maastricht sont manifestement inefficaces pour empêcher des déséquilibres et des crises de se former dans toute

Le système actuel de gestion de crise exige des pays endettés qu'ils procèdent à des ajustements, mais pas les pays qui présentent un excédent budgétaire

l'Europe. Ces déséquilibres sont inévitables si des pays comme l'Allemagne abaissent les coûts unitaires de main-d'œuvre en même temps que ceux-ci augmentent dans les autres pays européens. Le système actuel de gestion de crise exige des pays endettés qu'ils procèdent à des ajustements, mais pas les pays qui présentent un excédent budgétaire. Le vice structurel qui a déjà contribué à

l'effondrement du système de Bretton Woods dans les années 1970 est reproduit dans la zone euro. Les dispositions requises pour corriger ce vice seraient les suivantes: du côté des recettes des budgets des États, élaborer des règles régissant la politique budgétaire et la concurrence fiscale, ainsi que des mécanismes de rééquilibrage entre les pays dont les comptes sont déficitaires et ceux dont les comptes sont excédentaires. Si l'on veut préserver l'avenir de la zone euro, c'est la construction étatique européenne qu'il faut renforcer, pas le marché.

Aujourd'hui, la distribution inégale du revenu et de la richesse en Europe ainsi que les notes attribuées par les agences de notation engendrent d'importants écarts de taux d'intérêt entre les pays endettés et les pays «riches». À l'intérieur des pays, cela

L'obligation de générer un solde positif du compte courant est instrumentalisée pour justifier des mesures d'austérité

s'applique uniquement aux propriétaires de la richesse monétaire, pas aux travailleurs salariés. Dans les pays débiteurs, il en résulte des soldes négatifs de la balance du compte de capital; tant que le compte courant ne génère aucun excédent ou de simples petits excédents, ces soldes négatifs ne peuvent être résorbés que par des apports de

capital frais. L'obligation de générer un solde positif du compte courant est instrumentalisée pour justifier des mesures d'austérité, c'est-à-dire des réductions des salaires et des dépenses sociales. Les personnes visées par ces politiques n'acceptent pas cette justification et descendent dans la rue pour protester bruyamment et vigoureusement.

Cependant, il faut comprendre que les relations monétaires sont toujours réciproques et contradictoires – il en va aussi de même sur les marchés financiers européens et mondiaux. Là où il y a des débiteurs, il y a aussi des créanciers et, si les déficits doivent être réduits, les excédents ne peuvent augmenter. Par conséquent, il n'est pas possible d'accuser uniquement les politiques fiscales et budgétaires «laxistes» des pays de la zone euro aujourd'hui en crise pour expliquer les niveaux actuels de la dette publique. La politique de redistribution qui encourage la formation d'importants avoirs privés porte aussi sa part de responsabilité. Par ailleurs, nous ne pouvons pas ignorer le fait que si les dettes publiques dans la zone euro sont aussi élevées, c'est parce qu'elles sont en grande partie dues aux opérations gigantesques de renflouement de banques et de fonds privés. L'obligation pour les États de consacrer des sommes toujours plus élevées au service de leurs dettes a un pendant: les acteurs privés des marchés financiers ont moins à payer. La Banque centrale européenne (BCE) l'a clairement montré dans son rapport au titre éloquent – *«The Janus-headed salvation»* (Le renflouement à double face) – publié après la faillite de Lehman Brothers en septembre 2008. Les banques mises en danger ont pu se débarrasser d'une grande partie de leurs actifs sans valeur en les cédant à de «mauvaises banques» financées par les États. En outre, leur capital social a reçu l'injection de fonds publics, notamment sans que les États n'exercent le moindre contrôle sur les opérations commerciales des banques à présent financées par le contribuable. Les États ont garanti les dettes des banques en accordant à ces dernières un accès presque illimité aux prêts à faibles taux d'intérêt des banques centrales. Le sauvetage des banques par des fonds publics entraîne entre autres une diminution du risque de défaillance des établissements financiers, tandis que celui du secteur public s'aggrave. Le rapport de la BCE susmentionné mentionne un «transfert du risque de crédit du secteur bancaire à l'État».

Chaque fois que des dettes sont rééchelonnées, les gouvernements doivent payer des primes de risques correspondantes plus élevées, mais à qui? À ces mêmes banques qui ont été renflouées par les gouvernements et, indirectement, aux propriétaires de capitaux qui ont investi dans ces banques et ces fonds. En cela, les banques sont aidées par les agences de notation qui abaissent la «qualité» des obligations des États en raison de l'augmentation des niveaux d'endettement de ces derniers. Il s'agit d'un empiétement conséquent sur les prérogatives démocratiques. L'abaissement d'une note rend plus onéreux les emprunts et le rééchelonnement de la dette et permet aux créanciers privés d'appliquer des taux d'intérêt plus élevés. Nous voici en fait face à une prédiction autoréalisatrice: l'anticipation d'une défaillance du débiteur entraîne un service de la dette plus onéreux, ce qui augmente la probabilité de défaillance. Il faut que les agences de notation soient soumises à un contrôle démocratique. Dans ce contexte, des doutes sérieux s'expriment au sujet de la légitimité de la dette publique dans des pays comme la Grèce.

Il est certain que la réduction des dettes et de la richesse monétaire peut aussi être obtenue par l'inflation. L'inflation redoutée par beaucoup a déjà commencé de poindre sous la forme d'une hausse des prix des produits de base et de l'or. Les causes sont complexes et ne sont pas exclusivement liées aux marchés financiers et monétaires, mais aussi aux marchés des produits de base et de l'énergie, qui subissent les effets de catastrophes comme l'explosion de la plateforme pétrolière Deepwater Horizon dans le Golfe du Mexique, la fusion du réacteur nucléaire de Fukushima et les conflits du monde arabe. L'inflation accentuerait énormément l'inégalité de distribution. Les banques centrales luttent contre les effets dits secondaires des hausses des prix. Comment? En empêchant les hausses de salaires par l'application d'une politique monétaire stricte. Cette stratégie ne vise pas les causes premières de l'inflation et c'est pourquoi elle est inacceptable pour les syndicats.

L'exigence raisonnable d'une réduction de la dette publique doit être complétée par l'exigence d'une réduction correspondante de la richesse monétaire, en procédant à une décote, régie par des règles en matière d'insolvabilité, c'est-à-dire en faisant en sorte que les créanciers apportent leur contribution à la réduction de la dette, ou en taxant efficacement la fortune, ou bien par une combinaison des deux. Il faut réintroduire un impôt sur la fortune dans tous les pays européens, tout comme il faudra aussi généralement augmenter le montant des impôts acquittés par les entreprises (en particulier les impôts sur le revenu): en harmonisant l'assiette fiscale et les taux d'imposition au niveau européen, et en luttant plus efficacement contre les paradis fiscaux, la fraude fiscale et le blanchiment d'argent. Les règles en matière d'insolvabilité sont aussi importantes pour pouvoir procéder à une remise de dette sans heurt. C'est particulièrement vrai dans le cas des dettes souveraines et nécessaire pour garantir la paix sociale et politique.

Elmar Altvater et Birgit Mahnkopf

La présente communication est fondée sur une déclaration faite par le Conseil scientifique de la branche allemande d'Attac en mars 2011, Manifeste sur la crise de l'euro, qui évalue les conséquences politiques, économiques et sociales de la crise de l'euro. Les auteurs ont participé à la rédaction de cette déclaration; ils sont à l'origine des modifications qui ont été apportées. La version intégrale de la déclaration figure en allemand et en anglais sur le site Web de la branche allemande d'Attac (<http://www.attac-netzwerk.de/das-netzwerk/wissenschaftlicher-beirat>).

La zone euro est-elle vouée à l'échec?

Jacques Sapir

La zone euro traverse actuellement une crise d'une ampleur historique, qui a entraîné l'accumulation d'une dette souveraine et révèle ses vices internes.

Depuis le début de 2010, la crise qui frappe plusieurs pays de l'UE a provoqué une hausse des taux d'intérêt par rapport à ceux qu'on trouve en Allemagne. C'est ce qu'on appelle l'écart de taux d'intérêt, qui a remis en cause la seule réalisation de la zone euro: la convergence relative entre les pays sur le marché de la dette qui a commencé en 2000. Ce mouvement a été alimenté par l'énorme croissance des dettes souveraines qui s'est produite à la suite de la crise de 2007. Mais, même en ce qui concerne cette évolution, il serait possible d'établir un lien avec l'euro car, avant la crise, elle a permis une baisse des taux d'intérêt, ce qui a ensuite facilité l'accumulation de l'important endettement, tant privé que public, dans la plupart des pays de la zone euro.

Lorsque l'écart entre les taux d'intérêt pratiqués pour un pays donné et ceux observés en Allemagne a dépassé 300 points, il était clair que la situation de la zone euro était

Tableau 1 Situation au début de la crise (31 décembre 2009)

	Espagne	Portugal	Grèce
Dette totale (milliards d'euros)	5 315	783	703
Dette totale (% du PIB)	506	479	296
Montant (%) de la dette totale détenu par des non-résidents	33	49	51
Dette par émetteur (milliards d'euros)			
Gouvernement	676	121	293
Sociétés financières	1 669	238	120
Sociétés non financières	2 053	246	165
Ménages	918	178	123

Source: C. Lapavistas et coll.: «The Eurozone between austerity and default», in *RMF – Research on Money and Finance*, occasional report (2010, peut être consulté à l'adresse: <http://www.researchonmoneyandfinance.org/>).

devenue difficile. L'augmentation de l'écart était en fait provoquée par la dégradation des conditions d'endettement de la Grèce, suivie par l'Irlande, le Portugal et l'Espagne¹.

Au-delà des pays «à risque», nous observons une progression supplémentaire du processus de divergence des taux d'intérêt. Par exemple, l'Italie a recommencé d'émettre des instruments à terme sur les obligations d'État en septembre 2009 (une pratique qui avait été suspendue en 1999 lorsque l'euro a été mis en place). Cela montre que les opérateurs cherchent à empêcher que de nouveaux problèmes surgissent dans ce segment du marché des titres d'État². Le fait que l'Italie est revenue à ce type d'émission indique que l'euro est rapidement en train de perdre son rôle protecteur. La même chose peut être dite au sujet des inquiétudes désormais ouvertement formulées en Belgique.

Pourtant, les partisans de l'euro ont insisté sur ce rôle durant la crise. Ils ont fait valoir que l'euro aidait les pays membres à éviter les conséquences de brutales fluctuations de leurs monnaies les unes par rapport aux autres. Néanmoins, ces fluctuations ont été rendues possibles par la décision prise de longue date de passer à la convertibilité complète (convertibilité du compte de capital). Il est à noter également que la spéculation sur les taux de change a été remplacée par la spéculation sur les taux d'intérêt. On se demande ce qu'il serait advenu si l'on avait mis en place des restrictions des mouvements de capitaux. Mais de telles restrictions sont strictement interdites par la disposition de l'article 63 du Traité de Lisbonne.

Cependant, il importe de noter que la mise en place de restrictions des mouvements de capitaux est recommandée par le FMI³ pour combattre la spéculation. Elles auraient pu aider à éviter les fluctuations monétaires tout en ménageant aux pays de la zone euro la possibilité d'ajuster leur taux de change en fonction de l'écart très important des coûts réels de main-d'œuvre que connaît l'Europe depuis 2002.

**L'ouverture a rendu les pays
totalement dépendants de
la zone euro**

Cette ouverture a rendu les pays totalement dépendants de la zone euro. L'adoption d'un taux de change unique et la surévaluation qui a caractérisé l'euro depuis 2003 ont aussi accru les pressions économiques sur certains membres.

La pression rigide de ce «nœud coulant» que forme la monnaie unique force certains pays de la zone euro à recourir à l'augmentation continue de leurs déficits budgétaires⁴, ce qui soulève des questions au sujet de la politique de déflation compétitive du Pacte de stabilité et de croissance dans le cadre du Traité de Maastricht (1992) et pourrait avoir de graves effets de récession pour l'Europe. Nous ne pouvons pas exclure la possibilité que certains pays quittent la zone euro⁵. Le retrait ne serait-ce que d'un seul pays provoquerait un important mouvement de spéculation, ce qui rendrait la participation des autres encore plus onéreuse, et finalement impossible.

Lorsque la crise de l'euro a éclaté en avril 2010⁶, elle avait deux dimensions: une dimension passagère (la crise de la dette en Grèce, au Portugal, en Espagne et en Italie)

et une dimension structurelle plus importante. La crise a été déclenchée par le fait que les marchés financiers doutaient de plus en plus de la capacité de remboursement des pays très endettés. La crise a commencé en Grèce, puis a touché l'Irlande, le Portugal et l'Espagne. Il est maintenant évident que le tour de l'Italie viendra ensuite, puisqu'elle a déjà été la cible d'attaques spéculatives en juillet 2011.

Le plan adopté les 9 et 10 mai 2010 était censé mettre fin à la crise. Toutefois, la réponse des marchés montre que la crise de confiance s'est aggravée. Le plan a été révisé plusieurs fois, mais chaque modification n'a servi qu'à repousser les problèmes d'un ou deux mois. La spéculation sur les marchés révèle les points suivants:

- Ce plan ne fait pas apparaître un engagement ferme de la part des pays donateurs car une bonne partie des fonds ne constituent qu'une garantie de crédit.
- La somme totale ne suffit pas à couvrir les besoins financiers estimés qui se situent entre 900 et 1 000 milliards d'euros pour les trois pays déjà visés par le plan (Grèce, Irlande et Portugal). Ce montant ne correspond manifestement pas à ce qui serait nécessaire s'il fallait sauver aussi l'Espagne. Le taux de non-remboursement des crédits bancaires a déjà atteint 6,2 pour cent du montant des crédits. L'ensemble d'allocations de chômage arrivant à expiration en décembre 2011, selon ce qui est prévu, le taux de non-remboursement augmentera probablement encore, peut-être jusqu'à 10 pour cent.
- Certains pays, comme l'Allemagne, ne sont pas disposés à prendre des engagements.

Ce plan a clairement été conçu comme une tentative pour gagner du temps. La seule action pertinente a été la décision de la Banque centrale européenne (BCE) de racheter de la dette publique et de la dette privée, mais même cela n'est pas totalement satisfaisant: seule une monétisation d'une partie de la dette pourrait donner une réelle marge de manœuvre. Au début de mai, la Grèce a demandé plus d'argent, et le Portugal et l'Irlande demandent une renégociation de leurs taux d'intérêt.

Quelles options reste-t-il?

Les plans d'austérité budgétaire sont en train de pousser certains pays jusqu'à leurs limites. Pour beaucoup d'entre eux, l'ajustement budgétaire nécessaire pour stabiliser la dette souveraine est trop important pour être socialement accepté. Qui plus est, les retombées déflationnistes n'ont pas été calculées ni introduites dans diverses prévisions présentées par les gouvernements ou par des centres de recherche indépendants. Les effets de l'austérité s'avéreront contre-productifs. L'effet cumulé de ces différents plans d'ajustement budgétaire est à présent en train de plonger la zone euro dans une dépression inconnue jusque-là. La seule compétitivité économique de certains pays ne pourra être rétablie sans une importante dévaluation. En revanche, l'expérience qu'a

Tableau 2 Ajustement budgétaire nécessaire pour maintenir la dette souveraine à son niveau de 2010 (en % du PIB)

	Dette souveraine à la fin de 2010	Montant du déficit budgétaire	Déficit (-) ou excédent (+) budgétaire nécessaire pour maintenir la dette souveraine à son niveau de la fin de 2010	Résultats révisés tirés des chiffres de la croissance publiés par des centres de recherche indépendants	Ajustement budgétaire minimal	Ajustement budgétaire maximal
Allemagne	77,0	-4,2	-1,9	-1,6	-2,3	-26,0
Belgique	102,0	-4,9	-1,6	-0,9	-3,3	-4,0
France	82,7	-7,6	-1,1	-0,6	-6,5	-7,5
Italie	118,0	-5,1	-0,1	1,9	-5,0	-7,0
Espagne	66,0	-9,3	1,1	2,6	-10,4	-11,9
Portugal	86,0	-7,3	2,7	5,0	-10,0	-12,3
Irlande	78,0	-17,7	2,2	4,7	-19,9	-22,4
Grèce	142,5	-7,9	12,0	15,1	-19,9	-23,0
Grèce avec financement du FMI	142,5	-7,9	6,3	9,3	-14,2	-17,2

Source: Calculs de l'auteur et base de données CEMI-EHESS.

connue la Russie en 1998 montre que les avantages sur le long terme peuvent l'emporter sur les souffrances de courte durée.

Cependant, une telle dévaluation ne pourrait pas être obtenue à l'intérieur de la zone euro: ces pays seront alors obligés de la quitter, peut-être momentanément. Les problèmes ne s'arrêteront pas à la Grèce et au Portugal. S'il est vrai que certains pays ne tireraient pas profit d'une éventuelle dévaluation (Allemagne, Pays-Bas, Finlande), d'autres y trouveraient leur avantage, comme l'Irlande, la France et l'Italie.

**Comme la monnaie unique
a empêché les ajustements
du taux de change,
l'ajustement budgétaire est
resté la seule voie offerte**

D'importants transferts budgétaires ne sont pas venus appuyer le système de la monnaie unique adopté pour l'euro. L'Allemagne continue de s'opposer fermement à ce que l'on fasse de la monnaie unique une zone de transfert. Mais, comme la monnaie unique a empêché les ajustements du taux de change, l'ajustement budgétaire

est resté la seule voie offerte. Les ajustements budgétaires ne pourront pas être maintenus sur la durée.

Le plan de sauvetage assorti d'une décote adopté pour la Grèce à la fin de février 2012 ne fournira qu'un simple répit. Déjà, l'instabilité des taux relatifs à la dette portugaise dépasse nettement celle concernant la Grèce, et l'Espagne est très loin des limites qu'elle s'est engagée à tenir pour son déficit budgétaire. Le mécanisme de

stabilité européen adopté trop tardivement en février reste aussi bien en deçà de ce qui est nécessaire.

La crise à venir pourrait bien signifier le commencement de la fin de l'euro.

Notes

- ¹ Ross Thomas: «Spain downgraded by S&P as slump swells budget gap» (Bloomberg, 19 janvier 2009).
- ² A. Worrachate: «Italian bond futures offer proxy to hedge Greek, Irish debt» (Bloomberg, 11 septembre 2009).
- ³ Ostry et coll.: «Capital inflows: The role of controls», *International Monetary Fund Staff Position Note* (Washington, DC, FMI, 2010).
- ⁴ Au sujet des effets de dépression de l'euro, voir J. Bibow: «Global imbalances, Bretton Woods II and Euroland's role in all this», dans J. Bibow et A. Terzi (dir. de publication): *Euroland and the world economy: Global player or global drag?* (New York, Palgrave Macmillan, 2007).
- ⁵ S. Kennedy et T.R. Keene: «Feldstein says Greece will default and Portugal may be next», *Business Week* (30 juin 2010).
- ⁶ A. Moses et D.S. Harrington: «Bank swaps, Libor spreads show doubts over Europe bailout: Credit markets» (Bloomberg, 11 mai 2010).

Références

- F. Cachia: «Les effets de l'appréciation de l'euro sur l'économie française», *Note de synthèse de l'INSEE* (Paris, INSEE, 2008).
- P. Dobson: «European yield spreads widen on concern debt crisis deepening», *Business Week* (30 juin 2010).

Jacques Sapir est professeur d'économie et directeur du Centre d'études des modes d'industrialisation à l'École des hautes études en sciences sociales (Paris), qui s'intéresse plus particulièrement à la Fédération de Russie et aux pays de la CEI ainsi qu'à l'évolution internationale. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'économie de la Russie, la finance internationale et la théorie économique, notamment *Les trous noirs de la science économique. Essai sur l'impossibilité de penser le temps et l'argent* (Paris, Albin Michel, 2000) et *La Démondialisation* (Paris, Le Seuil, 2011).

PARTIE II

Où va le néolibéralisme?

Comment la fuite des capitaux rend l'Afrique exsangue: argent volé et vies perdues

James K. Boyce et Léonce Ndikumana

Il est fréquent que des travailleurs soient victimes d'escroqueries financières. Dans la plupart des cas, ils perdent simplement leur argent. En Afrique, certains perdent la vie.

L'Afrique subsaharienne a connu une fuite de capitaux de plus de 700 milliards de dollars EU depuis 1970, une somme bien supérieure à la dette extérieure exigible de la région, qui est d'environ 175 milliards de dollars EU. Une partie de cet argent s'est retrouvé sur des comptes privés dans les mêmes banques qui prêtaient aux gouvernements africains.

Les flux entrants des emprunts étrangers et les flux sortants de la fuite des capitaux sont étroitement liés. Comme nous le montrons, documents à l'appui, dans le livre intitulé *Africa's odious debts*¹, il existe une forte corrélation entre les deux. Pour chaque dollar d'emprunt étranger, en moyenne plus de 50 cents quittent le pays emprunteur la même année. Cette étroite relation donne à penser que les dettes extérieures publiques et les actifs extérieurs privés de l'Afrique sont liés par une porte à tambour financière.

Les flux entrants des emprunts étrangers et les flux sortants de la fuite des capitaux sont étroitement liés

Comment cela fonctionne-t-il? Les mécanismes courants comprennent des marchés de marchandises et de services artificiellement gonflés, des commissions illicites versées à des fonctionnaires et le détournement de fonds publics vers les comptes bancaires d'individus politiquement influents. Une partie de la fuite des capitaux en Afrique provient d'autres sources également, comme les recettes tirées des exportations de pétrole et de minéraux. Mais les prêts étrangers constituent une cible exceptionnellement facile dans la mesure où il n'est pas nécessaire de se donner la peine d'extraire des ressources naturelles pour les transformer en espèces.

La relation étroite entre les dettes extérieures et la fuite des capitaux donne à penser que la légitimité de certaines parties des dettes de l'Afrique peut être contestée, car elles n'ont pas été utilisées dans les buts pour lesquels elles ont été contractées et n'ont pas servi les intérêts du peuple.

Mandants et mandataires

L'histoire de la finance regorge d'exemples de risques liés au fait de prêter l'argent d'autres personnes et d'emprunter au nom d'autres personnes. En théorie, les banquiers sont censés servir les intérêts de leurs déposants et de leurs actionnaires en accordant des prêts prudents qui seront remboursés avec intérêt. Mais, dans la pratique, ils sont souvent rémunérés avant tout pour «faire bouger l'argent», faire sortir des prêts par la porte en question. À la suite de la crise financière aux États-Unis, cette question a tardivement commencé d'attirer l'attention de la United States Federal Reserve Bank².

Un problème mandant-mandataire analogue se pose du côté de l'emprunteur, lorsque des fonctionnaires négocient et utilisent des prêts au nom des citoyens de leur pays. Certains empruntent au nom de leur gouvernement, se remplissent les poches et celles de leurs acolytes, et chargent le public du fardeau de la dette.

Lorsqu'une partie des emprunts extérieurs est détournée à l'étranger, l'Afrique reçoit tout de même un flux d'argent, mais moindre que la valeur nominale de la dette. La ponction nette se forme dans les années qui suivent, lorsque les créanciers sont remboursés avec intérêt.

En nous fondant sur des données de la Banque mondiale³, nous estimons que chaque dollar supplémentaire consacré au service de la dette extérieure signifie un manque à gagner de 29 cents pour la santé publique, et que chaque réduction des dépenses de santé publique de 40 000 dollars EU se traduit par un décès de nourrisson supplémentaire. En additionnant tout cela, nous calculons que les versements consacrés au service de la dette liés aux prêts qui ont alimenté la fuite des capitaux se traduisent par plus de 77 000 décès de nourrissons supplémentaires chaque année. Ce n'est pas seulement de l'argent qui est volé en Afrique, ce sont des vies humaines.

Que faut-il faire?

L'hémorragie de ressources rares prélevées sur l'Afrique peut être jugulée. Les efforts déployés par certains gouvernements africains pour récupérer la fortune volée par les responsables précédents ont reçu un soutien international au titre de l'Initiative pour la restitution des avoirs volés lancée par la Banque mondiale et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. Il est possible et nécessaire de faire davantage pour identifier les pillards et leurs complices et rapatrier les fonds volés.

Il faut des lois et des sanctions plus strictes en matière de lutte contre le blanchiment de l'argent afin d'étancher les flux financiers illicites qui quittent l'Afrique en direction de «paradis»⁴ situés à l'étranger. Aux États-Unis, les fonctionnaires du Treasury Department concèdent⁵ que les banques acceptent régulièrement des dépôts de fonds qui pénètrent dans le pays en violation de la législation en vigueur. En outre, il n'est actuellement pas interdit aux banques de manipuler les produits de nombreuses

activités, comme la fraude fiscale, qui seraient considérées comme des crimes si elles étaient menées sur le territoire des États-Unis.

Une information plus transparente au sujet des flux financiers à destination des gouvernements africains serait aussi utile. Tout comme la campagne Publiez ce que vous payez⁶ lancée par des ONG internationales encourage la divulgation des sommes versées par les entreprises pour l'extraction des ressources naturelles, une campagne Publiez ce que vous prêtez pourrait améliorer la transparence et renforcer l'obligation de rendre des comptes sur les marchés financiers.

Pour stopper l'hémorragie financière en Afrique, il faudra aussi dissiper les zones d'ombre de la finance internationale pour faire respecter la transparence et l'obligation de rendre des comptes dans les transactions de la dette. Les pays africains peuvent et devraient répudier sélectivement les dettes dites «odieuses»⁷ contractées par les régimes antérieurs. Il s'agit de dettes qui ont été contractées sans le consentement du peuple, pour lesquelles les fonds empruntés n'ont pas été utilisés au bénéfice du public et où les créanciers savaient, ou auraient dû savoir, que c'était le cas.

Les pays africains peuvent et devraient répudier sélectivement les dettes dites «odieuses» contractées par les régimes antérieurs

La stratégie de répudiation sélective des dettes est étayée par le principe de la «domestic agency»⁸ énoncé dans le droit du Royaume-Uni et celui des États-Unis, qui prescrit aux mandataires d'agir de bonne foi dans l'intérêt des mandants. Ce principe a été fréquemment violé lorsque des dirigeants africains corrompus chargés d'emprunter au nom de leur pays ont utilisé les sommes reçues au titre des prêts pour se remplir les poches et accumuler des biens luxueux à l'étranger. Les prêteurs ont pareillement enfreint ce principe lorsqu'ils ont continué d'accorder des fonds en dépit des éléments qui prouvaient que l'argent était systématiquement gaspillé. En pareils cas, il est injuste de demander aux peuples africains de rembourser ces prêts.

Les pays africains devraient procéder à des audits systématiques des dettes nationales pour établir la légitimité ou l'illégitimité de chaque contrat de prêt. Ces audits montreraient comment les prêts ont été négociés, à quelles conditions, quelles dettes sont dues à qui, et selon quelles modalités. Nous pouvons nous attendre à ce qu'au moins certaines des dettes contractées dans le passé soient jugées illégitimes et donc aptes à être répudiées. Dans la mesure où les audits seront menés avec compétence et dans la transparence, cela confèrera une objectivité et une crédibilité au processus de répudiation sélective des dettes. Le mouvement travailliste et la société civile peuvent jouer un rôle capital en militant pour de tels audits et en aidant à assurer leur transparence.

En 2007, le Président de l'Équateur, Rafael Correa, a établi une commission de vérification de la dette nationale pour tenter de mettre en lumière la nature de la dette du pays. L'année suivante, la commission⁹ a annoncé qu'une portion substantielle de

la dette était illégitime et que cela avait gravement lésé le peuple, l'économie du pays et son environnement. La dépréciation de la valeur de la dette du pays qui a suivi cette annonce a considérablement allégé le fardeau du remboursement. À la surprise de ceux qui avaient prédit une catastrophe dans la mesure où les organismes de prêt refuseraient tout nouveau financement au pays, l'économie équatorienne non seulement a survécu, mais a connu une croissance plus rapide que celle des États-Unis.

Ceux qui critiquent la répudiation sélective font valoir qu'elle mettrait le pays débiteur en situation difficile car il serait sanctionné par les marchés financiers et privé de tout nouveau financement. Mais cette menace n'est qu'un «tigre de papier». Premièrement, avec la répudiation sélective des dettes, les créanciers légitimes n'auraient rien à craindre puisque toutes les dettes jugées légitimes seraient dûment honorées. Deuxièmement, la répudiation sera certainement avantageuse pour les pays qui payent actuellement plus pour le service de la dette que ce qu'ils reçoivent sous forme de nouveaux prêts. Pour ces pays, la répudiation de dettes est une décision financière avisée. Troisièmement, la répudiation de dettes servira effectivement la cause de l'efficacité de l'aide puisque les dons et les prêts financeront désormais de véritables initiatives de développement, au lieu d'être utilisés pour rembourser les dettes «odieuses» contractées auprès de prêteurs irresponsables.

Ces mesures ne bénéficieraient pas uniquement aux peuples africains aujourd'hui. Elles contribueraient aussi à corriger les dysfonctionnements de notre architecture financière internationale en incitant davantage les créanciers à exercer leur obligation de vigilance et les gouvernements à emprunter d'une manière responsable. Faute de tels changements dans l'environnement institutionnel, l'allègement de la dette ne pourra offrir au mieux qu'un palliatif. Dans le monde de la finance internationale, ce dont l'Afrique a le plus besoin, c'est de justice, et non pas simplement de charité.

Notes

¹ J.K. Boyce et L. Ndikumana: *Africa's odious debts: How foreign loans and capital flight bled a continent* (Londres, Zed Books, 2011).

² United States Federal Reserve Bank: *Incentive compensation practices: A report on the horizontal review of practices at large banking organizations* (Washington, DC, Federal Reserve Board, 2011, <http://www.federalreserve.gov/publications/other-reports/files/incentive-compensation-practices-report-201110.pdf>, consulté en mars 2012).

³ Données de la Banque mondiale: disponibles à l'adresse: <http://databank.worldbank.org/data/home.aspx> (consulté en mars 2012).

⁴ Shaxson: *Treasure islands: Tax havens and the men who stole the world* (London, The Bodley Head, 2011).

⁵ R. Baker et E. Joly: *Illicit money: Can it be stopped?* (*The New York Review of Books*, 2009, http://www.gfiip.org/index.php?option=com_content&task=view&id=277&Itemid=72 (consulté en mars 2012).

⁶ <http://www.publishwhatyoupay.org/> (consulté en mars 2012).

⁷ CNUCED: *The concept of odious debt in public international law* (Genève, 2007, http://www.unctad.org/en/docs/osgdp20074_en.pdf (consulté en mars 2012)).

⁸ Centre de droit international du développement durable (CDIDD): *Advancing the odious debt doctrine* (Montréal, 2003, http://www.odiousdebts.org/odiousdebts/publications/Advancing_the_Odious_Debt_Doctrine.pdf, consulté en mars 2012).

⁹ D. Cancel et L. Pimentel: *Ecuador's audit commission finds "illegality" in debt* (Bloomberg, 2008, <http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=newsarchive&sid=a8suBA8I.3ik>, consulté en mars 2012).

James K. Boyce et Léonce Ndikumana sont les auteurs de l'ouvrage intitulé *Africa's odious debts: How foreign loans and capital flight bled a continent*, publié par Zed Books en association avec la Royal African Society, l'Institut international africain et le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales. Léonce Ndikumana est titulaire de la chaire de professeur d'économie Andrew Glyn et Directeur du programme sur la politique africaine de développement du Political Economy Research Institute (PERI) de l'Université du Massachusetts, Amherst. Ses centres d'intérêt en matière de recherche sont notamment les questions relatives à la dette extérieure et à la fuite des capitaux, aux marchés financiers et à la croissance en Afrique. James K. Boyce est professeur d'économie à l'Université du Massachusetts, Amherst, où il dirige le programme sur le développement, la construction de la paix et l'environnement du PERI.

L'illusion de la microfinance

Milford Bateman

Il y a trente ans, on s'accordait très largement à penser que la solution parfaite au chômage et à la pauvreté dans les pays en développement avait été trouvée dans la microfinance, l'octroi de microprêts utilisés par les pauvres pour établir une activité source de revenu. La microfinance est très étroitement associée à l'économiste bangladaise formé aux États-Unis, lauréat du prix Nobel de la paix en 2006, Muhammad Yunus. Parce qu'elle prônait l'effort individuel et l'entrepreneuriat individuel et parce que, implicitement, elle discréditait toutes formes d'action collective, comme les syndicats, les mouvements sociaux, les coopératives, les dépenses publiques, un «État axé sur le développement» favorable aux pauvres et – surtout – les initiatives collectives visant à garantir une redistribution plus équitable de la richesse et du pouvoir, les responsables de l'élaboration des politiques néolibérales dans la communauté internationale spécialisée dans le développement se sont entichés de la microfinance. La Banque mondiale, la US Agency for International Development (Agence des États-Unis pour le développement international – USAID) et d'autres organismes ont commencé de faire une promotion agressive du concept et, pour réduire le besoin de subventions, ont aussi insisté pour que la microfinance soit transformée en activité à but lucratif. Rapidement, la microfinance est devenue, dans la communauté internationale spécialisée dans le développement, la politique de développement économique et social la plus en vue, celle qui recevait les financements les plus généreux, et officiellement la plus efficace.

La réalité finit par se dévoiler

Malheureusement, il est clair à présent que M. Yunus avait tort. Les trente dernières années ont effectivement montré que la microfinance faisait partie du problème qui empêchait une réduction durable de la pauvreté dans les pays en développement, et n'en était pas la solution¹. Non seulement il n'y a pas d'éléments de preuve convaincants qui montrent que la microfinance a eu une incidence positive sur le bien-être des pauvres² mais, depuis 1990, le secteur de la microfinance s'est de plus en plus caractérisé par des niveaux spectaculaires de cupidité, de mercantilisme, de tromperie et de

Le secteur de la microfinance s'est de plus en plus caractérisé par des niveaux spectaculaires de cupidité, [...] de tromperie et de chaos sur le marché dignes de Wall Street

chaos sur le marché dignes de Wall Street³. Il s'avère que la microfinance a été principalement propulsée sur le devant de la scène par rien d'autre qu'une publicité tapageuse, des campagnes de relations publiques, le soutien de célébrités et d'incessantes déclarations incantatoires de Yunus et de ses acolytes.

Les problèmes posés par la microfinance sont vastes et multidimensionnels. Tout d'abord, dès le départ, on a supposé que, quel que soit le nombre d'entreprises créées grâce à la microfinance, une demande locale suffisante se formerait automatiquement pour absorber cette offre locale supplémentaire d'articles et de services simples. Yunus l'a clairement dit. Toutefois, cette hypothèse est fondamentalement erronée: il existe bel et bien une contrainte du côté de la demande locale. Même dans les années 1970, les collectivités locales dans la plupart des pays en développement étaient constituées de nombreuses activités informelles, la plupart des articles et services simples étant suffisamment fournis par les habitants pauvres de chaque collectivité. Une augmentation de l'offre artificiellement provoquée était donc toujours susceptible de procurer très peu d'avantages en termes d'emplois et de revenus additionnels. Entasser de plus en plus de microentreprises informelles dans le même espace économique local entraîne habituellement des pertes d'emploi, les nouvelles microentreprises ne survivant qu'en puisant dans la demande locale qui jusque-là soutenait les microentreprises déjà en place. Confrontés à un grand nombre de nouvelles microentreprises, la plupart des malheureux (et également pauvres) individus qui luttaient déjà pour survivre dans le secteur des microentreprises sont confrontés à une baisse du chiffre d'affaires, et donc des marges, des salaires et des bénéfices. Il faudra peut-être licencier des employés. L'offre supplémentaire tend aussi à faire baisser les prix des marchandises et des services locaux en question, ce qui a des conséquences négatives pour toutes les microentreprises (les nouvelles et celles qui étaient en place). En bref, trop souvent, la microfinance se traduit par la promotion d'un simple processus improductif de «brassage d'emplois» local, sans que de réelles améliorations de l'emploi, du revenu ou de la productivité nets ne soient enregistrées. Une autre façon de considérer la question consiste à dire que c'est à la communauté existante de microentrepreneurs qu'on fait payer le prix – sous la forme d'une baisse des revenus – des nouveaux emplois nets créés dans la collectivité locale grâce à la microfinance⁴. Cela est loin d'être juste et équitable.

Le problème des pertes d'emplois se trouve aggravé par le problème connexe de la faillite des microentreprises. Plus encore que les petites ou moyennes entreprises, les microentreprises, par leur nature même, subissent les effets de la pauvreté, et c'est pourquoi le taux de faillite de ces entreprises est habituellement très élevé. Cela veut dire que, sur le long terme, la microfinance crée beaucoup moins d'emplois durables que ce qu'on croit

habituellement. Les faillites signifient aussi que les pauvres subissent souvent la perte dangereuse d'actifs importants. Les ménages commencent par épuiser l'épargne familiale, puis détournent la part de leur revenu provenant des envois de fonds pour essayer de rembourser leur microprêt. Si cela ne suffit pas, il faut alors vendre d'importants actifs (souvent à très bas prix) tels que matériel, machines, véhicules à moteur, logement et terres. Lorsqu'ils perdent ces actifs, les ménages pauvres plongent bien souvent dans une pauvreté plus terrible et dont il est souvent impossible de s'extirper. Le discours de ceux qui soutiennent le mouvement de la microfinance (notamment le programme «Doing Business» d'inspiration néolibérale de la Banque mondiale) met en relief le souci de développer au maximum la «liberté» et les «possibilités» de mener des activités entrepreneuriales, mais les conséquences négatives des faillites, qui constituent en réalité la principale expérience pour la majorité des entrepreneurs pauvres, sont délibérément passées sous silence.

La microfinance crée beaucoup moins d'emplois durables que ce qu'on croit habituellement

En outre, la majeure partie de la microfinance n'est pas utilisée pour alimenter le développement de microentreprises, mais sert en fait à soutenir de simples dépenses de consommation. En raison de la facilité d'obtention des prêts, mais qui sont assortis de taux d'intérêt habituellement très élevés – une banque mexicaine spécialisée dans la microfinance, Compartamos, fait payer à ses clients pauvres un taux d'intérêt annuel de 195 pour cent –, nous constatons de plus en plus souvent que les pauvres finissent trop facilement par dépenser une bonne partie de leurs revenus pour le remboursement des intérêts. Cet état d'esprit explique aussi en partie l'apparition spectaculaire d'une dynamique de type Ponzi dans un nombre croissant de pays en développement, caractérisée par le fait que les pauvres se retrouvent progressivement piégés dans une situation qui les oblige à solliciter plus de nouveaux microprêts simplement pour rembourser les microprêts existants. L'exemple le plus spectaculaire illustrant cette tendance destructrice est celui de l'État d'Andhra Pradesh en Inde, où l'évolution a finalement précipité l'effondrement de presque tout le secteur de la microfinance.

Mais la plus grande faiblesse du modèle de la microfinance est simple: le produit programmé de la microfinance – les microentreprises informelles – n'est manifestement pas le fondement adéquat sur lequel un pays peut s'appuyer pour tenter d'échapper à la pauvreté et au dénuement. Un pays a besoin d'un secteur de l'entrepreneuriat florissant fondé sur une masse critique d'entreprises capables de réaliser un minimum d'économies d'échelles, d'exploiter certaines technologies de pointe, de développer une certaine capacité d'innover, d'établir des liens productifs avec d'autres entreprises verticalement (sous-traitance) et horizontalement (regroupements), et susceptibles dans une certaine mesure d'exploiter des marchés non locaux. Lorsque ces conditions préalables sont réunies, il est possible d'avoir une croissance de la productivité à long terme et aussi une réduction durable de la pauvreté. Comme Chang le montre⁵, c'est l'expérience que font les économies

développées riches aujourd'hui, ainsi que les économies plus récentes à l'origine du «miracle» de l'Asie de l'Est. Or, du fait de leur exposition de plus en plus nette à la microfinance, les pays en développement aujourd'hui vont dans la direction opposée.

L'expérience de l'Afrique et de l'Amérique latine illustre l'énorme ampleur du problème. L'Afrique a déjà plus de microentrepreneurs par rapport à sa population que n'importe où ailleurs, et le développement rapide de l'offre de microfinance pousse ce chiffre à la hausse. Et, pourtant, l'Afrique demeure piégée dans sa pauvreté précisément parce qu'elle n'a développé qu'une maigre structure d'entreprises, incapable par nature de donner lieu à une croissance durable de la productivité. La Banque interaméricaine de développement (BID) souligne aussi l'existence de cette même dynamique négative pour expliquer pourquoi l'histoire récente de l'Amérique latine est marquée par des niveaux de pauvreté et de chômage très élevés⁶. Depuis bien trop longtemps, l'Amérique latine oriente une trop grosse part de ses rares ressources financières vers des microentreprises informelles à faible productivité et vers le travail indépendant, et une trop petite part vers des petites et moyennes entreprises formelles plus productives. La BID a balayé la croyance selon laquelle l'Amérique latine avait bénéficié de l'expansion programmée de la microfinance.

Les responsables politiques n'ont toujours pas compris

De mauvais choix politiques continuent d'être faits en ce qui concerne la microfinance. Comme on aura pu le voir en jetant ne serait-ce qu'un simple coup d'œil à CNN ou à Al Jazeera, les courageux jeunes individus à l'origine des soulèvements du printemps arabe en Afrique du Nord n'appellent pas seulement à renverser les dictateurs, mais aussi à créer de «vrais emplois» – c'est-à-dire des emplois dignes de ce nom, respectables, assortis d'une certaine sécurité et qui permettent d'utiliser leurs qualifications professionnelles élevées (souvent acquises à grands frais à l'étranger). Comme l'a dit l'un des manifestants, les jeunes d'Afrique du Nord exigent maintenant une vie active décente, et «non pas simplement de vendre des falafels dans la rue». Cependant, la Banque mondiale, l'USAID, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et d'autres organismes prévoient actuellement d'aider ces jeunes principalement avec des programmes de microfinance, dont le but est essentiellement de soutenir précisément le type d'emplois qui vient d'être aussi catégoriquement rejeté. En fait, il se pourrait bien que la microfinance enflamme la situation en Afrique du Nord.

Une réflexion erronée similaire imprègne la Commission européenne. Au moyen d'un nouveau fonds de microfinance de 100 millions d'euros, la CE espère promouvoir tout un tas de nouvelles microentreprises dans les régions les plus durement touchées par la récession, et créer ainsi de nouveaux emplois. Mais, comme quasiment tous les pays de l'UE connaissent une contraction spectaculaire de leur secteur des microentreprises existant en raison d'une baisse de la demande locale, la plupart des nouveaux

microentrepreneurs vont s'apercevoir qu'il est impossible de trouver de nouvelles sources de demande locale pour commencer leurs activités et croître. En Grèce, par exemple, la baisse spectaculaire de la demande locale a eu pour conséquence que plus de la moitié de ses microentreprises et petites entreprises existantes – cafés, petits détaillants, bars, établissements de restauration rapide, etc. – sont aujourd'hui dans l'incapacité de rémunérer leurs employés, et procèdent à des licenciements ou ferment. La même spirale négative se retrouve dans la plupart des pays de l'UE. C'est nourrir une cruelle illusion que de s'attendre à ce que les nouvelles microentreprises puissent s'ancrer dans les mêmes collectivités.

Pendant longtemps, la microfinance a été considérée comme une intervention efficace axée sur le marché, qui réduisait massivement la pauvreté et favorisait un développement durable «à partir de la base». Même ceux qui l'ont longtemps soutenue admettent aujourd'hui que cette allégation était fausse⁷. Même à ce stade tardif, il nous faut d'urgence prendre conscience des faiblesses de la microfinance et commencer de réorienter nos maigres ressources vers de bien meilleures utilisations, notamment les caisses de crédit mutuel, les coopératives financières, les banques de développement local etc. C'est seulement de cette façon que nous éviterons aux collectivités locales de subir encore plus de dommages provoqués par le secteur financier que ceux qui leur ont déjà été infligés, parce que nous avons cru pendant longtemps, mais totalement à tort, au pouvoir de la microfinance.

Notes

¹ M. Bateman: *Why doesn't microfinance work? The destructive rise of local neoliberalism* (Londres, Zed Books, 2010).

² M. Duvendack, R. Palmer-Jones, J.G. Copestake, L. Hooper, Y. Loke et N. Rao: *What is the evidence of the impact of microfinance on the well-being of poor people?* (Londres, EPPI-Centre, Social Science Research Unit, Institute of Education, University of London, 2011).

³ H. Sinclair: *Confessions of a microfinance heretic: How microlending lost its way and betrayed the poor* (San Francisco, Berrett-Koehler, 2012).

⁴ En 2009, l'OIT a avancé des arguments *contre* une stimulation supplémentaire du secteur des microentreprises informelles car, «Comme cela a été le cas lors des crises précédentes, cette situation pourrait engendrer une forte pression à la baisse sur les salaires dans l'économie informelle, lesquels avaient commencé à baisser avant la crise actuelle», voir BIT: *Lutter contre la crise financière et économique par le travail décent*, Réunion tripartite de haut niveau sur la crise financière et économique mondiale actuelle (Genève, 23 mars 2009, p. 16).

⁵ H.-J. Chang: *Kicking away the ladder – Development strategy in historical perspective* (Londres, Anthem Press, 2002).

⁶ BID: *The age of productivity: Transforming economies from the bottom up* (Washington, DC, BID, 2010).

⁷ M. Harper: «The commercialisation of microfinance: Resolution or extension of poverty?», dans M. Bateman (dir. de publication.): *Confronting microfinance: Undermining sustainable development* (Sterling, VA, Kumarian Press, 2011).

Milford Bateman est consultant indépendant en matière de développement économique local et, depuis 2006, professeur invité à l'Université de Juraj Dobrila Pula en Croatie.

Le véritable coût de l'exploitation d'une entreprise

Conor Cradden

Les responsables de l'élaboration des politiques sont très nombreux à penser que, si des arguments en faveur d'une proposition ou d'une décision sont appuyés par des statistiques couchées sur une feuille de papier, alors bizarrement cela rend ce choix moins politique. Cela permet de prétendre que ce qui est proposé n'est pas véritablement un choix, mais quelque chose que les «données probantes» exigent. Cette importance accordée aux indicateurs quantitatifs a eu pour conséquence qu'une bonne part de l'argumentation politique a été déplacée et intégrée à la conception des indicateurs eux-mêmes. Au lieu de reposer sur des critères purement techniques, la conception des indicateurs statistiques est un processus très politisé dans lequel différentes parties prenantes luttent pour faire en sorte que les statistiques obtenues soient plus compatibles avec les arguments en faveur de leurs préférences stratégiques qu'avec ceux de l'opposition.

La conception des indicateurs statistiques est un processus très politisé

Les indicateurs «Doing Business»

Les indicateurs «Doing Business» (DB) de la Banque mondiale sont un parfait exemple de statistiques qui véhiculent ce type de jugement de valeur incorporé. Les indicateurs DB constituent prétendument un guide comparatif de la facilité d'établir et d'exploiter une entreprise dans différents pays. Cette facilité relative est «mesurée» sous plusieurs aspects, y compris l'établissement, le paiement des taxes et impôts, l'obtention de permis de construire et l'exécution des contrats. Les indicateurs permettent d'établir des classements, y compris un classement mondial général qui place Singapour en première position – ce qui en fait le lieu dans le monde où il est le plus facile d'exploiter une entreprise – et le Tchad en dernière position.

Cela pourrait sembler être une initiative tout à fait innocente. Si, manifestement, les États ont le droit de mettre en place une certaine surveillance de l'activité économique d'un point de vue social et politique, il est aussi évident que les procédures de surveillance peuvent être plus compliquées et plus coûteuses qu'il n'est nécessaire. Cependant, même si la Banque mondiale nie que les indicateurs DB encouragent la

déréglementation, les informations qu'ils fournissent ne donnent aucun moyen de juger si le coût qu'entraîne le fait de se conformer à la réglementation est raisonnable au regard des avantages sociaux, économiques et environnementaux qu'elle procure. Ils n'ont rien à dire au sujet de la question de savoir si un pays pourrait être globalement mieux loti grâce à la réglementation. Comme les coûts sociaux qui vont de pair avec la déréglementation sont invisibles pour les indicateurs DB, les gouvernements préoccupés d'améliorer leur position dans le classement DB – et dans certains cas, c'est même là une condition pour recevoir une aide financière de la Banque mondiale – n'ont aucun élément à leur disposition qui les inciterait à tenir compte des effets potentiellement négatifs de la déréglementation.

L'indicateur «Embauche des travailleurs»

C'est dans le cas du sous-indicateur «Embauche des travailleurs» (ET) que l'hypothèse voulant que la réglementation ne soit rien d'autre qu'un coût apparaît le plus clairement. La note ET qu'obtient un pays dépend du coût du licenciement des employés et d'une mesure appelée «rigidité de l'emploi», qui est un indice composite pour lequel la note la plus élevée possible correspond à un salaire minimum bas pour les employés qui débutent, à la facilité de conclure des contrats de durée déterminée plutôt que des contrats de durée indéterminée, à des restrictions minimales pour ce qui est du travail de nuit et du travail le week-end, à un nombre d'heures maximal élevé pour la durée du travail hebdomadaire autorisée, à un nombre de jours de congé rémunérés peu élevé et à des prescriptions minimales en ce qui concerne les préavis et la consultation dans les procédures de licenciement.

Comme on pouvait s'y attendre, l'indicateur ET a fait l'objet de critiques provenant de nombreux horizons, mais en particulier du mouvement syndical mondial. La Confédération internationale des syndicats libres (CISL) a critiqué les indicateurs DB quelques semaines après leur première publication en 2003. Depuis, la confédération, et ultérieurement la Confédération internationale des syndicats (CSI), a formulé des objections à plusieurs occasions, aussi bien par des communications directement adressées à la Banque mondiale que dans des articles destinés au public. En 2007, l'OIT s'est jointe au débat, en produisant un document officiel¹ qui critiquait l'indicateur ET pour des raisons techniques, mais aussi en raison de ce qui était qualifié de problèmes concernant la «cohérence des politiques» – autrement dit, l'indicateur ET empiète directement sur les propres politiques de l'OIT, dont on peut faire valoir qu'elles sont plus légitimes. L'OIT a affirmé que l'opinion selon laquelle «réduire la protection à un niveau minimum et ménager la plus grande flexibilité possible est toujours la meilleure option» était une grave erreur et que l'indicateur ET était «un mauvais indicateur de l'environnement de l'investissement et de la performance du marché du travail».

Le Groupe consultatif OIT-BM

Ce document a déclenché une série d'échanges entre l'OIT et la Banque mondiale (BM) qui ont débouché sur l'établissement d'un groupe consultatif destiné à servir de «source de conseils» pour réviser l'indicateur ET. À la même époque – au début de 2009 –, sous la pression des syndicats mondiaux, la Banque mondiale a accepté que, au moins jusqu'à ce que le groupe rende son rapport, l'indicateur ET ne soit pas inclus dans le calcul du classement DB général ni utilisé comme base pour la formulation de conseils stratégiques. Le groupe consultatif comprenait des fonctionnaires de haut rang de la Banque mondiale et de l'OIT ainsi que des représentants des syndicats mondiaux, des employeurs et de l'OCDE. Il y avait aussi trois membres indépendants, un expert du droit du travail, un entrepreneur social et un fonctionnaire.

La décision de l'OIT de participer au groupe consultatif n'aura pas été prise à la légère – même si en principe tous les membres agissaient à titre personnel. Ne pas participer aurait signifié manquer une rare occasion d'avoir un impact sur un indicateur influent, mais on pouvait considérer que la participation était un pari. Le risque était que le groupe présente des conclusions qui ne répondraient pas correctement aux critiques de l'OIT, mais que la Banque mondiale mette en œuvre ses recommandations malgré tout. À supposer que l'OIT veuille s'y opposer, elle serait forcée de se lancer dans une controverse publique avec la Banque mondiale au sujet de l'adéquation d'un indicateur à la révision duquel deux de ses hauts fonctionnaires auraient participé peu de temps auparavant.

Maintenant que le Groupe consultatif a produit son rapport final², il n'est pas évident que le pari ait été gagné. La solution proposée au problème principal – le fait que les normes de protection du travail inférieures reçoivent une note plus élevée – n'est guère adaptée. Trois éléments de l'indicateur – les périodes de repos hebdomadaires minimales, le droit à des congés payés ainsi que le niveau et les modalités de fixation du salaire minimum – ont été modifiés, c'est-à-dire que d'une simple relation inversée avec la note correspondant à l'indicateur (plus le niveau est bas, meilleure elle est), ils sont passés à une sorte de système de «fixation de fourchettes» dans lequel l'objectif de politique est de faire en sorte que ces protections se situent entre une limite inférieure et une limite supérieure. Pas assez de congés, et un pays ne recevra pas la note maximale possible, mais il en va de même pour ce qui est considéré comme trop de congés. Une modification similaire est proposée pour la durée du travail hebdomadaire maximale. Le classement des pays au regard de l'indicateur relatif au salaire minimum, pour ceux qui en ont établi un, demeure inversement proportionnel au ratio du salaire par rapport à la valeur ajoutée moyenne par travailleur, mais les pays qui n'ont pas fixé de salaire minimum ne reçoivent plus la meilleure note possible. Celle-ci est réservée aux systèmes dans lesquels le salaire minimum est fixé par voie de négociation collective – du moment qu'il s'applique à moins de la moitié du secteur

manufacturier ou ne s'applique pas aux entreprises qui n'en font pas partie – et aux systèmes dans lesquels les stagiaires ou les apprentis sont exclus.

Le rapport du Groupe consultatif indique clairement que les avis de ses membres étaient partagés quant à la question de savoir si les modifications apportées à l'indicateur ET sont adéquates. Selon «un point de vue», les modifications ont réglé les problèmes de fond, et l'indicateur ET devrait être réintégré dans les indicateurs DB généraux. Un «deuxième point de vue», en revanche, a «fait observer que l'indicateur ET ne tenait pas suffisamment compte des protections accordées aux travailleurs même après les modifications apportées, et que le rapport Doing Business devrait tenir compte des réglementations du travail dans leur ensemble, ou pas du tout». Selon ce deuxième point de vue, par ailleurs, si l'on voulait continuer d'utiliser l'indicateur ET, il fallait qu'il y ait aussi un indicateur quantitatif distinct relatif aux «mesures de protection des travailleurs» publié parallèlement aux indicateurs DB. Cependant, même si cette idée a été débattue au Groupe consultatif³, ce dernier n'a pas pu convenir d'une recommandation sur cette question.

Que se passe-t-il maintenant?

À présent, l'OIT doit décider si elle poursuit ses travaux avec la Banque mondiale. Dans la négative, la Banque mondiale réintégrera probablement l'indicateur modifié, et recommencera peut-être aussi à fonder ses conseils de politique sur l'indicateur ET. Assurément, l'OIT n'est pas obligée d'avaliser l'indicateur révisé mais, si elle veut éviter une controverse publique, le mieux qu'elle puisse faire est de maintenir une neutralité

L'indicateur DB [fait] obstacle à l'amélioration des conditions de travail

étudiée sur cette question. Cependant, il n'en demeure pas moins que l'indicateur DB continue de faire obstacle à l'amélioration des conditions de travail, et le fait d'admettre discrètement son existence serait, au mieux, faire preuve de couardise. La question évidente est de savoir pourquoi l'OIT n'essaie pas de pousser un peu plus loin la collaboration qu'implique le Groupe consultatif pour s'employer à persuader la Banque mondiale qu'il devrait effectivement y avoir un indicateur officiel de la protection des travailleurs, élaboré conjointement. Les enjeux ne sont pas si grands ici puisque l'OIT a manifestement une autorité morale et technique sur la question, dont la Banque mondiale ne peut pas se prévaloir.

Alors pourquoi ce silence assourdissant de l'OIT? Il n'y a eu aucun commentaire sur le rapport du Groupe consultatif, pas plus que d'indications concernant le point de savoir si l'OIT veut continuer de travailler avec la Banque mondiale. En fait, le problème pour l'OIT se pose moins vis-à-vis du monde extérieur qu'à l'égard de ses propres mandants. La possibilité de produire un indicateur relatif au «travail décent» est évoquée depuis plus de dix ans. Le fait qu'un tel indicateur n'ait pas (encore) été élaboré reflète en partie la réticence habituelle des employeurs et des gouvernements

à se laisser classer, et en partie un désaccord au sujet de la question de savoir si un tel indicateur devrait être axé sur des mesures des résultats – la mesure dans laquelle le travail décent est une réalité pour les travailleurs sur le terrain – ou sur la réglementation – la mesure dans laquelle les règles formelles sont conformes aux politiques de l'OIT. Il s'agit là de questions difficiles, mais s'atteler avec détermination à les résoudre sera probablement moins onéreux pour l'OIT que de permettre à la Banque mondiale de continuer d'utiliser et de promouvoir son indicateur ET.

Notes

¹ http://www.ilo.org/gb/WCMS_085125/lang--en/index.htm.

² <http://www.doingbusiness.org/methodology/-/media/FDPKM/Doing%20Business/Documents/Methodology/EWI/Final-EWICG-April-2011.doc>.

³ <http://www.doingbusiness.org/methodology/-/media/FDPKM/Doing%20Business/Documents/Methodology/EWI/Annexes-EWICG-April-2011.doc>.

Conor Cradden est chercheur, rattaché au Département de sociologie de l'Université de Genève, et partenaire de Public World, un cabinet d'études et de conseils stratégiques établi à Londres.

Les coûts de la crise financière de 2008-09: les gouvernements payent l'addition

Sebastian Dullien

On pourrait presque avoir l'impression que le déroulement de la crise économique et financière mondiale de 2008-09 est oublié. Les questions relatives à la réglementation bancaire et à la surveillance du secteur financier ne sont plus guère débattues en public, et les initiatives législatives visant à encadrer les activités spéculatives à haut risque semblent avoir tourné court. Au lieu de cela, c'est la crise de la dette publique qui est sous les feux de la rampe. Dans le monde entier, les discussions portent sur la réduction des déficits publics, en premier lieu sur les diminutions des dépenses publiques et accessoirement sur le relèvement des impôts généraux directs et indirects. Le thème des débats n'est plus tant les échecs patents des marchés, et en particulier des marchés financiers, que le prétendu échec des gouvernements. À savoir, le fait que les gouvernements dépensent bien plus que ce qu'ils perçoivent comme recettes et accumulent donc des dettes publiques de plus en plus insupportables.

Cependant, si l'on examine de près le développement de la dette publique dans bon nombre des pays aujourd'hui en crise, il apparaît clairement que c'est précisément la crise économique et financière de 2008-09 qui a placé les niveaux d'endettement sur une trajectoire qui n'est pas viable. Avant la crise, des pays comme l'Espagne et l'Irlande et probablement même les États-Unis étaient sur la voie de la pérennité budgétaire (ou du moins s'en approchaient). Après la crise, les marchés remettent maintenant en question la viabilité des finances publiques même dans des pays comme la France.

C'est précisément la crise économique et financière de 2008-09 qui a placé les niveaux d'endettement sur une trajectoire qui n'est pas viable

Dans une étude commandée par la Fondation Friedrich Ebert, les coûts de la crise économique et financière mondiale pour l'Allemagne, un pays qui ne fait pas partie des pays les plus durement touchés mais est souvent loué pour la manière dont il a bien résisté à la crise et s'est rapidement redressé par la suite, ont été calculés. L'étude s'est efforcée de déterminer les coûts de la crise pour l'économie dans son ensemble ainsi que pour différents groupes dans le pays comme les détenteurs de capitaux, les salariés et l'État. L'Allemagne est une importante étude de cas en l'espèce car elle n'a pas connu

de bulle spéculative dans le secteur immobilier avant la crise. Il est donc possible de faire valoir que les coûts de la crise peuvent être considérés comme entièrement exogènes par rapport à la crise.

Comment calculer les coûts pour les différents secteurs

Calculer les coûts de la crise n'est pas une opération aussi simple qu'on pourrait le penser. Cela commence par le secteur public. On ne peut pas se contenter d'utiliser les chiffres publiés à la une des principaux médias concernant les plans de sauvetage des banques et les plans de relance et de les additionner. Premièrement, d'importantes portions des plans de sauvetage des banques n'ont pas été des coûts réels pour les pouvoirs publics. Si l'État accorde une garantie à une banque et que celle-ci continue ses activités sans que l'État n'ait à intervenir, cela ne constitue pas un coût réel en définitive. Si l'État injecte des capitaux dans des banques privées et revend ultérieurement ses parts, seule la perte nette peut être comptabilisée comme coût. Si l'État vend les parts pour une somme supérieure à celle qu'il a injectée auparavant (ce qui a été le cas pour les mesures suisses de soutien aux grandes banques du pays), il n'y a pas de coûts, mais plutôt des bénéfices. Ce n'est que si l'État est forcé d'injecter des fonds dans le système financier de telle façon qu'il ne peut pas les récupérer par la suite que cette injection doit être comptabilisée comme un coût. De même, si un établissement financier public a subi des pertes, il s'agit clairement de pertes nettes pour l'État. S'agissant des coûts provenant soit de pertes directes de banques publiques, soit d'injections de fonds publics non récupérables, l'expression «coûts directs» de la crise est employée.

Deuxièmement, les plans de relance ne peuvent pas être considérés complètement comme des coûts nets. Si l'État opte pour la construction de nouvelles autoroutes ou la restauration de bâtiments publics durant la crise comme mesure de relance, cela entraîne des dépenses mais, parallèlement, la valeur des actifs publics augmente. Là encore, tant que l'État ne débourse pas des sommes excessives et ne décide pas de constructions inutiles, par exemple des pyramides, ces dépenses ne constituent pas un coût net.

En revanche, les réductions d'impôt utilisées pour stimuler les dépenses des ménages pourraient au moins être des coûts nets pour l'État; cependant, si nous nous intéressons aux coûts macroéconomiques, nous ne devons pas oublier que ces réductions d'impôt augmentent le revenu disponible des ménages et ne sont donc pas des coûts nets pour l'économie dans son ensemble.

Les pertes de recettes publiques – un facteur de coût important

Quoi qu'il en soit, ne considérer que les dépenses engagées pour les plans de relance et les plans de sauvetage des banques revient à faire abstraction d'une part importante des coûts: la baisse automatique des recettes fiscales provoquée par la récession et

les augmentations automatiques des dépenses dues à la crise, à savoir pour l'indemnisation du chômage. Les coûts induits par la perte de production sous forme de pertes de recettes pour l'État ou d'augmentation des allocations sont appelés «coûts indirects».

De même, le calcul des coûts pour le secteur privé n'est pas tout à fait simple. Si quelqu'un ne rembourse pas un prêt hypothécaire et que la valeur des titres adossés à des hypothèques baisse, ce n'est pas nécessairement un coût pour l'économie. La banque subit une perte, mais il se peut que la personne qui ne rembourse pas le prêt hypothécaire accroisse sa fortune nette. Tant que le débiteur et le créancier sont des ressortissants du même pays, cela ne change pas la richesse nette de l'économie. C'est seulement si le débiteur est étranger que le défaut de remboursement change la richesse nette du pays en question. Cependant, si l'on se contente de prendre en considération les pertes des marchés financiers, là encore on néglige des éléments importants des coûts de la crise: la perte de production et donc de revenu des salaires et des bénéfices du secteur privé en raison de la crise. À l'instar des termes employés à propos du secteur public, on peut dire que le secteur privé a subi des coûts directs et des coûts indirects de la crise. Les coûts directs sont causés par une baisse de la valeur nette des actifs. Les coûts indirects sont le manque à gagner en termes de flux de revenu en raison de la crise.

Trois scénarios ont été calculés: un scénario optimiste de retour rapide à la courbe de croissance connue dans le passé; un scénario intermédiaire de retour plus lent à cette courbe de croissance; et un scénario pessimiste dans lequel la production ne retrouve jamais la courbe de croissance passée, mais demeure nettement au-dessous.

Des coûts élevés en dépit d'un redressement rapide

Au moment où nous écrivons (début de 2012), l'économie allemande a évolué plus ou moins conformément à notre scénario le plus optimiste. Celui-ci suppose un taux de croissance du PIB de 3,5 pour cent en 2010 et de 2,8 pour cent en 2011. La croissance du PIB en réalité a été même légèrement supérieure à cette hypothèse. Cependant, comme le redressement semble avoir marqué le pas à la fin de 2011 avec le PIB qui s'est contracté au quatrième trimestre, l'ajustement à partir de 2012 sera très certainement au-dessous de la courbe supposée dans ce scénario optimiste. Ainsi, on peut dire que l'évolution la plus probable dans la réalité se situera entre notre scénario le plus optimiste et le scénario intermédiaire.

Le tableau ci-après présente les résultats de notre calcul.

- Le premier résultat très intéressant est que les coûts indirects de la crise sont très nettement supérieurs aux coûts directs. Les coûts totaux, même dans le scénario le plus optimiste, s'élèvent à environ 700 milliards d'euros, dont un peu moins de 100 milliards d'euros seulement représentent les coûts directs. Dans le scénario moins optimiste, le ratio est de 2 154 milliards pour 100 milliards d'euros.

Tableau Coûts (en milliards d'euros) de la crise pour les salariés et les allocataires, les détenteurs de capitaux et l'État en Allemagne

Scénario optimiste

	Salariés et allocataires	Détenteurs de capitaux	État	Total
Coûts directs	0	73	22	95
Coûts indirects	177	188	248	613
Total	177	261	270	708

Scénario moins optimiste

	Salariés et allocataires	Détenteurs de capitaux	État	Total
Coûts directs	0	73	22	95
Coûts indirects	755	527	777	2 059
Total	755	600	799	2 154

- Le deuxième résultat important est que l'État supporte la majeure partie des coûts dus à la crise. Les recettes publiques, même dans le scénario le plus optimiste (qui peut maintenant être considéré comme la limite inférieure), ont subi une perte totale de 270 milliards d'euros, soit plus de 10 pour cent du PIB. Dans le scénario moins optimiste (qui peut maintenant être considéré comme la limite supérieure), les coûts pour l'État s'élèvent au total à 800 milliards d'euros, soit plus de 30 pour cent du PIB actuel.
- Le troisième élément intéressant est qu'il se pourrait que les salariés et les bénéficiaires d'allocations en Allemagne ne soient pas aussi durement touchés qu'on le craint parfois. Dans le scénario plus optimiste, leurs revenus ne sont réduits que de 177 milliards d'euros, mais, dans le scénario moins optimiste, cette réduction est de 755 milliards d'euros. La valeur basse dans le scénario optimiste est probablement une caractéristique propre à l'Allemagne qui pourrait s'expliquer par les politiques relatives au marché du travail appliquées durant la crise, lorsque l'État payait les entreprises pour qu'elles gardent les travailleurs avec des horaires réduits au lieu de les licencier (*Kurzarbeit*), ce qui a permis d'avoir une très faible hausse du chômage en Allemagne durant la crise.

Dans les comparaisons internationales, les coûts en Allemagne peuvent probablement être jugés plutôt modestes. L'Allemagne a connu l'une des reprises les plus vigoureuses après la crise. Pourtant, déjà en Allemagne, on peut dire que la crise a provoqué une importante dégradation des finances publiques. Les détenteurs de

capitaux, qui peuvent être considérés comme les principaux bénéficiaires de la déréglementation du secteur financier qui a fait des ravages dans les économies des pays les plus avancés, n'ont en revanche supporté qu'une part relativement modeste des coûts de la crise.

Les détenteurs de capitaux [...] n'ont [...] supporté qu'une part relativement modeste des coûts de la crise

Suivre le principe de l'utilisateur-payeur: imposer les riches

Il convient de ne pas perdre de vue ce déséquilibre dans la répartition du fardeau de la crise lorsqu'on débat des mesures destinées à rééquilibrer les comptes publics dans les pays de l'OCDE. À cet égard, les détenteurs de capitaux devraient au moins supporter une part équitable du fardeau. Concrètement, cela veut dire que l'équilibre entre les réductions des dépenses et les hausses des impôts et les modifications spécifiques apportées aux codes des impôts qui ont fait partie de nombreux trains de mesures d'austérité doivent être repensés. Le premier point que l'on fait valoir ici est que les budgets devraient être équilibrés par des augmentations des impôts plutôt que par des réductions des dépenses de sécurité sociale.

Deuxièmement, lorsqu'on augmente les impôts, il faut choisir en priorité ceux qui frappent les personnes qui durant les décennies écoulées ont le plus bénéficié de la déréglementation des marchés financiers. Cela veut dire s'attacher à augmenter les impôts sur les intérêts et les dividendes, les plus-values et la fortune. En outre, il faudrait aussi augmenter les taux de l'impôt sur le revenu dans les tranches supérieures car ces personnes bénéficient d'une manière disproportionnée des possibilités d'investissement sur les marchés financiers déréglementés. Dernier point, et non des moindres, ces chiffres viennent à l'appui de la création d'une taxe sur les transactions financières et d'une taxe sur les activités financières. Ces deux taxes rendront les transactions financières et l'intermédiation financière légèrement plus onéreuses et garantiront que la société sera remboursée d'au moins une petite part des coûts que les marchés et établissements financiers irresponsables ont générés.

Sebastian Dullien est professeur d'économie internationale à HTW – Université des sciences appliquées, Berlin. Ses nombreux travaux sur la crise financière ont récemment été résumés dans son livre intitulé Decent capitalism (publié par Pluto Press en 2011, écrit avec Hansjörg Herr et Christian Kellermann).

PARTIE III

Défendre les travailleurs: nouvelles idées, nouveaux thèmes de mobilisation

La manifestation pour protéger les droits des travailleurs et la classe moyenne

Cathy Feingold

En 2011, des milliers de travailleurs ont défilé dans les rues et occupé les capitales des États du Wisconsin, de l'Ohio et de l'Indiana. Sous l'impulsion des manifestations qui se sont déroulées en mars 2011 à Madison, Wisconsin, les travailleurs et les syndicalistes dans l'ensemble des États-Unis se sont rassemblés devant les chambres des représentants des États pour soutenir les droits des travailleurs de la fonction publique en matière de négociation collective. Ils ont protesté contre les attaques lancées par leurs gouverneurs républicains visant à éliminer les droits en matière de négociation collective, à faire voter une législation antisyndicale et à accuser les fonctionnaires et leurs syndicats d'être responsables des multiples crises budgétaires.

Ces attaques traduisent certains des plus grands défis lancés à la protection des travailleurs de la fonction publique depuis la grève lancée par la PATCO (Organisation des contrôleurs aériens professionnels) quand le Président Reagan a licencié des contrôleurs aériens et a entrepris de faciliter l'autorisation d'embaucher des travailleurs pour les remplacer. Les Américains comprennent que ce qui est en jeu, ce ne sont pas seulement les salaires et les avantages des travailleurs de la fonction publique, mais leur droit de négocier collectivement. Les gouverneurs républicains allèguent que c'est le déficit budgétaire qui motive leurs décisions, mais leur véritable intention est d'attaquer les droits en matière de négociation collective et d'affaiblir les syndicats.

Les manifestants ont défilé dans les capitales d'États qui sont aussi des lieux où le redressement de l'économie est difficile. Étant donné qu'aux États-Unis le chômage s'est établi à un niveau proche de 8,3 pour cent, que celui du sous-emploi est proche de 16 pour cent, et que le secteur des emplois peu qualifiés ou au contraire celui des emplois très qualifiés sont les seuls à connaître une lente croissance de l'emploi, la plupart des travailleurs au chômage ont beaucoup de mal à obtenir un poste de niveau intermédiaire. Avec la perte des emplois bien rémunérés dans le secteur manufacturier syndiqué, beaucoup de travailleurs se tournent vers le secteur public pour intégrer la classe moyenne. Or les budgets des États souffrent des conséquences négatives du chômage élevé et de la baisse des prix de l'immobilier sur leurs recettes. Le projet d'éliminer la négociation collective, en faisant en sorte que les travailleurs de la fonction

publique aient encore plus de mal à maintenir leur niveau de vie (consommer, acheter un logement, etc.), ne fera que grever un peu plus les budgets des États et nuire à l'économie en général.

Les Américains comprennent que le chemin du redressement économique demeure semé d'embûches et que la persistance du chômage, du sous-emploi et de la hausse des prix du pétrole et des produits alimentaires continue de menacer un redressement complet. Cependant, malgré cette insécurité économique permanente, les Américains

Les Américains s'opposent à toute tentative d'utiliser les débats sur les déficits budgétaires comme prétexte pour les dépouiller [de leurs] droits en matière de négociation collective

s'opposent à toute tentative d'utiliser les débats sur les déficits budgétaires comme prétexte pour les dépouiller des droits en matière de négociation collective qu'ils ont obtenus après de si dures luttes. Plus de deux millions de personnes ont signé des pétitions en vue de révoquer le gouverneur du Wisconsin, et les électeurs voteront plus tard en 2011 pour tenter de le révoquer. Selon un sondage effectué durant les manifestations qui se sont

déroulées dans le Wisconsin pour défendre la négociation collective, 64 pour cent¹ des Américains interrogés étaient favorables au droit de négocier collectivement pour les travailleurs de la fonction publique; 63 pour cent, y compris 55 pour cent de républicains, ont dit que les États en déficit budgétaire qui alléguaient qu'ils ne pouvaient pas payer l'intégralité des pensions de retraite promises aux retraités actuels ne devraient pas être autorisés à s'affranchir de leurs engagements. Même après que les travailleurs de la fonction publique ont accepté des concessions concernant les salaires et les avantages, les gouverneurs républicains ont continué d'attaquer les droits en matière de négociation collective.

Pourquoi ces attaques continuent-elles quand la plupart des Américains soutiennent le droit des fonctionnaires de négocier collectivement? C'est simple. Les élections de 2010 ont amené un nouveau groupe de gouverneurs et de parlementaires républicains dans l'ensemble du pays qui veulent faire voter une législation visant à éliminer ou à affaiblir les syndicats – une base électorale et un soutien essentiels pour les démocrates. Le véritable objectif des républicains aujourd'hui est de réduire les syndicats de la fonction publique (qui représentent actuellement 37 pour cent de la main-d'œuvre dans le secteur public) pour les ramener au même misérable niveau que les syndicats du secteur privé, qui représentent actuellement 6,97 pour cent seulement de la main-d'œuvre de ce secteur. En 2011, sur les 14,8 millions de travailleurs syndiqués aux États-Unis, 7,6 millions travaillaient dans le secteur public². En affaiblissant le pouvoir des syndicats, c'est le Parti démocrate que les gouverneurs républicains affaiblissent. Bien entendu, il ne s'agit pas d'une simple attaque contre les syndicats, qui ont toujours été un soutien essentiel du Parti démocrate, c'est la classe moyenne qui est visée. Aux États-Unis, la protection sociale que reçoivent la majorité des travailleurs de leur

employeur est minimale. Les régimes de retraite à prestations définies ont été remplacés par des régimes privatisés, appelés régimes 401k, et les travailleurs paient des primes plus élevées pour l'assurance-santé. Les entreprises, alors qu'elles ont accumulé à ce jour 1 800 milliards de dollars EU de bénéfices, allèguent que, pour demeurer compétitives, elles ne peuvent pas augmenter les salaires ou octroyer plus d'avantages. Ce modèle ne fait que contribuer à l'aggravation de l'inégalité dans le pays, où les 5 pour cent du haut de l'échelle détiennent 63,5 pour cent de la richesse du pays³. L'économie des États-Unis est aujourd'hui lancée dans une course vers le bas dans laquelle les travailleurs sont forcés de participer à la concurrence pour des emplois de plus en plus mal rémunérés, dépourvus de toute sécurité et d'avantages.

Le débat en cours sur la négociation collective et les syndicats repose sur l'hypothèse erronée selon laquelle les travailleurs de la fonction publique sont la cause des crises budgétaires et doivent donc en payer maintenant les conséquences, en renonçant à leurs droits, traitements et avantages. Tandis qu'on fait porter la responsabilité des déficits budgétaires sur les travailleurs et les syndicats de la fonction publique, les représentants élus ne se risqueront pas à préconiser une hausse des impôts pour les riches et les entreprises comme autre solution sensée à la place des attaques visant la classe moyenne et les travailleurs ordinaires. La plupart savent que s'ils agissaient ainsi ils compromettraient leur accès au financement de leurs campagnes électorales futures.

Alors que les syndicats dans le Wisconsin se préparent à des élections visant à révoquer les républicains qui ont voté le projet de loi antisyndical pour les remplacer par des démocrates qui lutteraient pour l'abroger, les syndicats dans l'Ohio célèbrent leur victoire après avoir fait abroger la législation extrêmement antisyndicale qui aurait limité la négociation collective pour 350 000 travailleurs et éliminé l'arbitrage contraignant et le droit de grève. Même après cette victoire, les attaques continuent de se répandre dans tout le pays avec des législations défavorables aux travailleurs.

En 2012, la législation dite au titre du «droit de travailler» représentera un défi essentiel pour les syndicats du pays. En dépit de son nom, cette législation ne crée pas une plus grande sécurité de l'emploi, mais au contraire affaiblit le pouvoir de négociation des syndicats en faisant en sorte qu'il leur soit plus difficile de prélever les cotisations et de maintenir leur équilibre financier. Les partisans de la législation au titre du «droit de travailler» allèguent que, en affaiblissant les syndicats et en abaissant les coûts de main-d'œuvre, ils contribueront à attirer l'investissement, surtout dans le secteur manufacturier, dans les États dont ils ont la charge. Ils allèguent que l'État est «gagnant» avec cette législation, mais des études montrent que, dans les États où la législation est en vigueur et où les syndicats sont affaiblis, les travailleurs ont vu leur salaire abaissé de 1 500 dollars EU par an, tant pour les travailleurs syndiqués que pour ceux qui ne le sont pas, et se réduire la probabilité d'une couverture des soins de santé ou de caisses de retraite à prestations définies gérées par les employeurs⁴. En février

2012, l'Indiana est devenu le vingt-troisième État à adopter la législation au titre du «droit de travailler» aux États-Unis et on s'attend à ce que 13 autres États lui emboîtent le pas.

Les attaques visant les travailleurs ciblent non seulement les droits des travailleurs et des syndicats du secteur public, mais aussi les droits des immigrants et des électeurs. En juin 2011, l'Alabama a voté la loi anti-immigration la plus stricte du pays, qui autorise la police à détenir les immigrants «soupçonnés» de ne pas avoir de papiers et prescrit aux administrations de vérifier le domicile légal pour les transactions quotidiennes, y compris l'obtention d'un emploi, l'inscription des enfants à l'école et le renouvellement des licences pour les entreprises. L'Alabama a aussi voté une loi relative à l'identification des électeurs qui sera promulguée en 2014. Aux États-Unis, les citoyens ne reçoivent pas automatiquement de papiers d'identité légaux, de sorte que, pour obtenir une preuve d'identité, les travailleurs doivent prendre sur leur temps de travail et payer pour cela. La loi vise à créer un autre obstacle au vote dans les communautés qui soutiennent traditionnellement le Parti démocrate, y compris les Hispaniques, les personnes âgées et les jeunes Afro-Américains. Environ 62 pour cent des électeurs hispaniques enregistrés disent qu'ils se retrouvent dans le Parti démocrate ou qu'ils en sont proches⁵, de sorte que la loi anti-immigration et la loi relative à l'identification des électeurs sont considérées comme des tentatives directes de suppression de leur vote. Des lois anti-immigration et des lois en matière d'identification des électeurs similaires sont introduites sur tout le territoire des États-Unis.

En 2012, les attaques visant les travailleurs, les syndicats et les immigrants se poursuivront. Tandis qu'on continue de critiquer les travailleurs de la fonction publique en raison des rémunérations élevées et des avantages, les politiciens conservateurs s'efforcent de créer un soutien à des réductions drastiques des dépenses sociales, aux taxes qui favorisent les riches et à une réduction conséquente du secteur public.

**L'élimination de la
négociation collective [...] ne servir[a] qu'à déprimer
la demande
dans l'économie**

En réalité, les déficits budgétaires du pays n'ont pas été provoqués par la rémunération excessive des enseignants, des pompiers et autres agents de la fonction publique. Les difficultés budgétaires sont plus liées aux récentes crises économiques et financières sur le marché immobilier et aux codes des impôts qui sont injustes. Ce sont

les pratiques financières imprudentes de Wall Street, et non pas la cupidité de nos instituteurs et institutrices, qui ont provoqué la récession et ses effets négatifs sur l'emploi et les budgets des États. L'appel en faveur de l'élimination de la négociation collective et de l'application de l'austérité économique ainsi que les attaques visant les travailleurs immigrants et les électeurs ne corrigeront pas ces causes premières et ne serviront qu'à déprimer la demande dans l'économie. L'utilisation que font les politiciens de la crise budgétaire actuelle pour dépouiller les travailleurs de leurs droits

et imposer de fortes baisses des salaires et des avantages sera la cause de souffrances plus grandes pour les travailleurs et les familles de la classe moyenne qui luttent pour retrouver leur statut.

Notes

¹ Sondage national Bloomberg, 4-7 mars 2011.

² US Bureau of Labor Statistics: <http://www.bls.gov/news.release/pdf/union2.pdf> (consulté en mars 2012).

³ Economic Policy Institute: http://www.epi.org/publication/top_5_holds_more_than_half_of_the_countrys_wealth/ (consulté en mars 2012).

⁴ H. Shierholz et E. Gould: *The compensation penalty of "right-to-work" laws*, 17 février 2011, Washington, DC, Economic Policy Institute, <http://www.epi.org/publication/bp299/> (consulté en mars 2012).

⁵ <http://www.pewhispanic.org/files/2010/10/127.pdf> (consulté en mars 2012).

Cathy Feingold est directrice du département international de l'American Federation of Labor and Congress of Industrial Organizations (AFL-CIO). Auparavant, elle a dirigé les travaux du Centre de solidarité de l'AFL-CIO en République dominicaine et en Haïti, notamment la formation des travailleurs et la formation au militantisme ainsi que des méthodes appréciées pour les études et observations concernant les problèmes des femmes et des travailleurs migrants. Elle a piloté l'action humanitaire menée par l'organisation à la suite du tremblement de terre qui a frappé Haïti en janvier 2010.

Soutenir l'opposition ou être dans l'opposition?

Steven Toff et Jamie McCallum

Lorsque le mouvement des «indignés» («Occupy Wall Street») a commencé en septembre 2011, peu nombreux étaient ceux qui prévoyaient la série d'occupations qui se propageraient dans le pays et frapperaient les imaginations dans le monde entier, dans ce qui a été qualifié d'«automne américain». ¹ S'il reste à voir comment évoluera ce mouvement tout juste naissant, il a jusqu'à présent dépassé les prévisions de tout le monde – c'est la première fois depuis les manifestations contre l'Organisation mondiale du commerce qui se sont déroulées à Seattle en 1999 que des dizaines de milliers de personnes aux États-Unis descendent dans la rue pour des raisons d'ordre économique. Les Américains moyens, dont beaucoup ont compris depuis longtemps la turpitude morale et économique qui est au cœur de Wall Street, développent à présent ce point de vue pour se lancer dans une critique globale du néolibéralisme et contestent les principes les plus fondamentaux du capitalisme. Malgré son penchant occasionnel pour les manifestations et les actions militantes, et sa position qui fait de lui la seule organisation composée de membres de la classe laborieuse des États-Unis, le mouvement syndical a été incapable de se mobiliser ou de recruter d'autres personnes pour lutter contre l'aggravation de l'inégalité de revenu et l'érosion des protections démocratiques des travailleurs. Maintenant que le mouvement des indignés a soulevé la question, construit une base et établi des contacts avec les syndicats, il reste une question préoccupante: comment ces derniers vont-ils répondre à cet appel?

C'est la première fois depuis [...] 1999 que des dizaines de milliers de personnes aux États-Unis descendent dans la rue pour des raisons d'ordre économique

Négociations d'entreprise et mobilisation du mouvement syndical

Pour beaucoup de nos camarades étrangers, la question a été «Pourquoi avez-vous mis si longtemps?». En dépit des meilleurs objectifs et intentions du mouvement syndical, ni les syndicats ni les organisations de gauche traditionnelles n'ont piloté ce mouvement. Pour ceux qui connaissent bien les particularités des syndicats des États-Unis, leur rôle secondaire dans le mouvement des indignés n'est pas surprenant. Dans beaucoup de pays, les syndicats sont considérés – et surtout, se considèrent eux-mêmes – comme les

représentants des intérêts de tous les travailleurs. En revanche, par suite de la législation qui a légitimé l'activité syndicale dans ce pays durant la Grande Dépression, presque tous les syndicats se sont retrouvés cantonnés dans le rôle de représentants des intérêts de leurs seuls membres, une activité qui a régulièrement diminué et est en voie d'extinction et d'apathie politique depuis les cinq dernières décennies.

Avançons en accéléré jusqu'en septembre 2011 et nous assistons au soulèvement de travailleurs et de pauvres pour la plupart non syndiqués, de jeunes chômeurs et d'étudiants, qui portent directement au cœur du pouvoir le message que précisément les syndicats auraient dû faire passer. Ces événements ont été un choc pour le mouvement syndical autant qu'ils l'ont été pour tout un chacun mais, pour les syndicats, la surprise s'est accompagnée d'un certain embarras. Comme l'a fait remarquer un militant syndical, «on a le sentiment qu'ils [les indignés] nous ont battus sur notre propre terrain».

Les syndicats et le mouvement des indignés

Le 5 octobre 2011, Richard Trumka, président de l'AFL-CIO, a annoncé que les syndicats des États-Unis «[soutenaient] les manifestants», faisant observer qu'il était «fier qu'aujourd'hui à Wall Street des conducteurs de bus, des peintres, des infirmières et des travailleurs des services collectifs se joignent aux étudiants et aux propriétaires de logements, aux chômeurs et aux personnes sous-employées pour réclamer un changement fondamental». L'Union internationale des employés des services (Service

**Nous joignons nos voix
à celles, de plus en plus
nombreuses au sein
du mouvement syndical,
qui estiment que le
mouvement des indignés
est aussi le mouvement
des syndicats**

Employees International Union), le plus gros syndicat au sein de la Fédération Change to Win, a pareillement déclaré: «Occupez Wall Street: nous sommes derrière vous».² Ce sont des déclarations de soutien à l'action directe qui sont les bienvenues, mais elles ne constituent pas une réponse globale. Il existe une différence entre soutenir l'opposition et être dans l'opposition. Les syndicats n'ont pas eu récemment de moment plus opportun pour élaborer une nouvelle orientation; en tant

que militants syndicalistes, nous joignons nos voix à celles, de plus en plus nombreuses au sein du mouvement syndical, qui estiment que le mouvement des indignés est aussi le mouvement des syndicats.

Il y a des exemples isolés qui illustrent ce point. Les syndicats ont rassemblé à certaines occasions des milliers de personnes à New York ainsi que dans l'ensemble du pays pour différents défilés et journées d'action. Cela ajoute une mesure substantielle de légitimité aux manifestations dans les médias nationaux. Le syndicat d'infirmières National Nurses United (NNU) s'est joint aux occupations effectives dans un certain nombre de villes, en établissant des «postes d'infirmières» dans les campements,

dormant dans les camps et se faisant même arrêter avec les occupants. À de nombreuses occasions dans les États de New York, du Massachusetts, de Californie, de l'Ohio, de la Pennsylvanie, du Vermont et ailleurs, les syndicats se sont joints aux défilés et aux rassemblements. Ils ont travaillé aux côtés du mouvement des indignés pour appeler l'attention sur certaines de leurs luttes, normalement isolées, pour décrocher des conventions, comme par exemple dans le cas de Verizon et Sotheby's Auction House³. Globalement, les syndicats ont donné suite à l'engagement pris par Trumka d'«ouvrir nos salles de conférence et nos centres sociaux ainsi que nos bras et nos cœurs à ceux qui ont le courage de se lever pour exiger une Amérique meilleure». Mais la perspective d'une coalition entre les syndicats et les communautés n'a jamais été autant évoquée que sur la côte ouest.

Occupons le front de mer

Dans un effort pour intensifier le mouvement des indignés, et pour établir des liens plus étroits avec les syndicats, les organisateurs à Oakland ont fermé le port d'Oakland le 2 novembre 2011 dans ce qui a été qualifié de première grève générale depuis 1946. Bien que plusieurs syndicats aient avalisé cette action, et que les syndicalistes aient constitué une bonne part de la foule ce jour-là, aucun syndicat n'a réellement mobilisé ses membres pour qu'ils fassent grève. Là aussi, cela tient entre autres à la structure juridique qui a pris au piège le mouvement syndical. Aux États-Unis, les syndicats ont presque tous renoncé à leur droit de grève ou l'ont perdu pour toute la durée d'une convention collective conclue avec le management. Le grand paradoxe du syndicalisme aux États-Unis, c'est que les quelques grèves qui se produisent effectivement aujourd'hui visent habituellement à décrocher une convention collective, le même mécanisme qui oblige les syndicats à rester tranquilles. Mais les syndicats ont déjà enfreint la loi dans le passé; et ils peuvent recommencer.

Cette action a certes été de moindre envergure que les grèves générales du passé, et elle n'a pas duré longtemps, mais elle a manifestement été un succès. Le port d'Oakland a fermé, les entreprises qui avaient fait part de leur hostilité au mouvement des indignés ont été menacées de blocus pour la journée, et les médias – aussi bien ceux qui appartiennent au courant dominant que les indépendants – se sont pour la plupart montrés compréhensifs. Même si les syndicats étaient des participants accessoires, à l'exception notable de l'International Longshore and Warehouse Union (ILWU), les syndicalistes de base, à titre individuel, sont descendus dans la rue aux côtés de larges groupes d'activistes dans ce qui a été l'une des plus puissantes manifestations de solidarité de la classe laborieuse que le mouvement des indignés ait jamais produite.

En décembre, le mouvement des indignés de la côte ouest et ses alliés syndicalistes ont menacé d'organiser un blocus terrestre et maritime d'un navire transportant des grains à Longview (Washington), forçant la compagnie à conclure une convention

collective avec l'ILWU au port. Les indignés ont été inspirés dans leur action par un blocus similaire qui avait été organisé l'été précédent par les dockers à Portland (Oregon). Un dirigeant de l'ILWU de Californie a été clair au sujet du rôle qu'a joué le mouvement des indignés pour forcer la compagnie grainetière à négocier: «il n'y a aucun doute – c'est la solidarité et l'organisation entre le mouvement des indignés et les militants de Longshore qui ont permis d'obtenir cette convention», a-t-il dit⁴.

Les syndicats et les actions d'occupation: le passé, le présent et l'avenir

Ce sont les syndicats qui ont été les premiers à utiliser l'occupation comme tactique dans les mouvements sociaux américains. Les travailleurs qui se sont emparés des usines automobiles dans le Midwest dans les années 1930 ont transformé le mouvement ouvrier et le tissu social de la vie industrielle. Récemment, cette tactique est brièvement mais vivement revenue sur le devant de la scène durant le sit-in organisé à l'usine Republic Windows and Doors à Chicago, qui visait la Bank of America autant que l'employeur local, ainsi que l'occupation de la capitale à Madison (Wisconsin) par un groupe d'étudiants, de travailleurs, de syndicalistes et de militants communistes. Aujourd'hui, outre les cas de collaboration entre les syndicats et le mouvement des indignés, nous assistons à une réorientation de l'idéologie et du discours de certains grands syndicats, qui remplacent le thème «sauvons la classe moyenne» par le nouveau slogan des 99 pour cent. Ce serait donc une erreur de laisser croire que le statut de «petit intervenant» du mouvement syndical au sein du mouvement des indignés est structurellement prédestiné ou déterminé par des précédents historiques.

Dans le passé, il s'est instauré une paix délicate entre les syndicats et les mouvements de plus large envergure. Les manœuvres politiques des élites, une déception pure et simple et la perception d'un conflit d'intérêts ont souvent divisé les coalitions entre les syndicats et les mouvements sociaux, et certaines informations annoncent déjà une dynamique semblable au sein du mouvement des indignés⁵. Mais le fait que celui-ci se focalise avec insistance sur autant de thèmes qui sont au cœur de ceux que les syndicats reprennent à leur compte est une raison d'espérer. Le mouvement syndical a beaucoup d'éléments à prendre en considération avant de faire du mouvement des indignés un véritable partenaire – sa considérable trésorerie, l'orientation politique de ses membres et de ses dirigeants, ses relations politiques fondées sur des décennies de négociation. Pour ces raisons, nous comprenons que les syndicats nourrissent des sentiments ambivalents à l'égard des indignés, non pas qu'ils leur soient opposés, mais plutôt qu'ils rechignent à prendre les risques nécessaires. Bien entendu, l'inverse est également vrai – il y a un risque lié au fait de ne pas participer, qui, selon nous, a des conséquences bien plus graves.

Écrivant durant les violentes manifestations qui se déroulèrent à Paris en 1968, Henri Lefebvre a dit: «Les événements démentent les prévisions. Dans la mesure où les événements bouleversent les calculs, ils sont historiques»⁶. À cet égard, le mouvement

des indignés est déjà historique car il a démenti les prédictions des pessimistes qui le considéraient sans aucune sympathie aussi bien à gauche qu'à droite. Mais la question la plus importante aujourd'hui est celle de son avenir. Les expulsions dans les campements du mouvement presque partout donnent à penser que les gouvernements démocratiques ne sont pas des alliés et que le mouvement devra faire preuve d'innovation pour demeurer digne d'intérêt. De fait, c'est dans cette position que les syndicats se sont retrouvés pendant longtemps. C'est pourquoi notre onzième thèse devrait être: les dirigeants syndicaux et les travailleurs reconnaissent depuis longtemps que, pour bâtir un nouvel avenir, il faut que l'occasion se présente; l'important maintenant est de la saisir.

Notes

¹ A. Mohyeldin: «From the Arab Spring to the American Fall?», *Time* (12 octobre 2011, <http://ideas.time.com/2011/10/12/from-the-arab-spring-to-the-american-fall/>, consulté en mars 2012).

² Service Employees International Union: 5 octobre 2011, <http://www.seiu.org/2011/10/seiu-supports-occupywallstreet.php> (consulté en mars 2012).

³ K. Nash et M. Rosenberg (producteurs): «Occupy Wall St. protest – Sotheby's Stop & Frisk, Verizon», Building Bridges Radio, (23 octobre 2011, <http://www.buildingbridgesradio.blogspot.com/>, consulté en mars 2012).

⁴ West Coast Occupy: <http://www.occupytheegt.org/>, (consulté en mars 2012).

⁵ J. Elliot: «Keystone XL splits unions and Occupy Wall Street», *Salon.com* (7 novembre 2011, http://www.salon.com/2011/11/07/keystone_xlits_unions_and_occupy_wall_street/, consulté en mars 2012).

⁶ H. Lefebvre: «The explosion: Marxism and the French upheaval», *Monthly Review Press* (1969).

Les deux auteurs sont membres et organisateurs chevronnés du mouvement syndical aux États-Unis. Steven Toff, ancien élève de la GLU, étudie actuellement le droit comme boursier à la Northeastern University à Boston et Jamie McCallum est professeur de sociologie et d'anthropologie au Middlebury College dans le Vermont.

Travail décent 2.0

Frank Hoffer

Juan Somavia, le Directeur général du Bureau international du Travail en poste depuis longtemps, a annoncé qu'il se retirerait en septembre 2012. Il a établi l'Agenda du travail décent en 1999 afin de réorienter l'OIT et de l'adapter au XXI^e siècle. Douze ans plus tard, le concept de travail décent est fermement établi dans le débat mondial de même qu'en tant qu'objectif de politique nationale. Il apparaît dans de nombreux documents du système multilatéral, du G20 et de forums sur les politiques nationales. Il génère des millions de résultats de recherche avec Google. Il fait l'objet d'un grand nombre de travaux de recherche et débats universitaires. Il est incorporé dans plusieurs conventions et déclarations de l'OIT, et le mouvement syndical international a établi la Journée mondiale pour le travail décent pour faire campagne en faveur des droits des travailleurs. Le travail décent est si omniprésent dans les documents du BIT que certains cyniques disent: «Le travail décent est la réponse, quelle que soit la question!».

Le travail décent survivra-t-il au départ du Directeur général qui a inventé l'expression et l'a si bien vendue? Sa survie est-elle une nécessité? La réponse à la première question fait partie des inconnues de la realpolitik. La réponse à la seconde dépend de l'évaluation de ce que signifie le travail décent et de la manière dont il devrait évoluer.

Le concept de travail décent rappelle, en deux mots, les valeurs et les engagements énoncés dans la Constitution de l'OIT et la Déclaration de Philadelphie. Cette brièveté a un prix. Ce concept exprime une vision du monde du travail sans expliquer comment la réaliser, ce qui permet à beaucoup de l'appuyer et explique donc son succès comme déclaration de principe, et sa faiblesse pour orienter les politiques concrètes.

Le concept de travail décent rappelle, en deux mots, les valeurs et les engagements énoncés dans la Constitution de l'OIT et la Déclaration de Philadelphie

Un concept vague véhiculant un message clair

Malgré sa généralité, le travail décent n'est pas une banalité. Il souligne l'importance du travail dans la vie des individus, pour leur indépendance et leur dignité. Il met tous

les travailleurs sur un pied d'égalité et souligne que le travail est une source de création de valeur, en rejetant les concepts de classe idéologiques comme l'esprit d'entreprise, par lesquels les riches sélectionnent une forme spécifique de travail jugée supérieure aux autres, et diminuent implicitement la contribution des enseignants, maçons,

**Le travail décent inclut
les millions de travailleurs
qui sont en dehors
de l'économie formelle**

médecins, éboueurs, designers ou prestataires de soins à la création de richesses. Le travail décent inclut les millions de travailleurs qui sont en dehors de l'économie formelle et exige des conditions de vie décentes pour tous ceux qui travaillent, ainsi que pour ceux qui ne devraient

pas travailler ou ceux qui ne peuvent pas trouver un travail adéquat. Il incorpore les concepts de droits des travailleurs, de sécurité sociale, de qualité de l'emploi et de représentation collective des travailleurs.

Le caractère initialement vague du concept peut se justifier à trois titres. Premièrement, il faut du temps pour élaborer un concept global. Deuxièmement, il devrait être élaboré en suivant un large processus délibératif. Enfin, la fin des années 1990 a été la période de l'apogée du néolibéralisme, quand tout scepticisme à l'égard du libre-échange, de l'ouverture des marchés et des vertus de l'entrepreneuriat était qualifié de «gauchisme loufoque» ou de désespérément dépassé. Le mieux que le monde pouvait espérer était un néolibéralisme de la troisième voie «à la Blair».

Quelles que soient les raisons, il ne fait guère de doute que l'OIT a accordé la priorité à la promotion du travail décent sur l'échiquier politique, mais ne s'est pas assez investie dans l'élaboration de politiques concrètes pour promouvoir sa vision des choses. Il faut que «Travail décent 2.0» donne des résultats sur ce plan, si l'on veut que le concept perdure.

Les temps ont changé! L'entrepreneuriat effréné a ruiné nos économies, les marchés de capitaux mondiaux non réglementés ne sont plus un aspect de la solution, mais bien du problème, et le mouvement des indignés (Occupy Wall Street) montre que les peuples en ont assez d'un système qui exige que 99 pour cent de la population travaille plus pour en enrichir 1 pour cent. Encadrer les marchés financiers, bâtir un système commercial équitable, restaurer la capacité des États d'établir des impôts et de fournir des services publics de qualité, de même que limiter les formes de pouvoir des marchés et les formes de concurrence qui ont des conséquences sociales dommageables doivent être des éléments essentiels de la résurrection de la gouvernance démocratique.

Limiter la puissance économique – une condition préalable de la démocratie

La démocratie ne survivra que si les responsables élus peuvent arrêter les grandes orientations de leurs politiques sans soumettre tout simplement les peuples à la logique darwinienne d'une course mondiale vers le bas. Au lieu de renforcer le contrôle démocratique des marchés, les dirigeants européens ont semblé être commandés par

ces derniers et n'ont pas vu d'autre solution que de forcer le Premier ministre grec à abandonner l'idée d'offrir à son peuple la possibilité de décider du destin de son pays par un référendum démocratique. S'il n'y a «véritablement pas d'autres solutions», à quoi sert de voter? C'est le peuple, et non pas le pouvoir des marchés, qui doit déterminer la politique et les choix du gouvernement. Il faut pour cela un cadre réglementaire mondial qui limite la liberté des capitaux et favorise le développement durable, la justice sociale et une plus grande égalité, en respectant et en élargissant la marge de manœuvre pour la prise de décisions démocratiques au niveau national. Les normes internationales du travail qui répondent aux besoins de tous les travailleurs et qui fournissent un seuil minimal de droits sociaux et de droits au travail concrets garantis constituent la contribution la plus importante de l'OIT à ce processus.

L'accent récemment mis sur les normes fondamentales du travail, telles qu'elles sont définies dans la Déclaration de 1998 relative aux principes et droits fondamentaux au travail, a donné un plus grand retentissement et conféré un statut de droits de l'homme à l'élimination du travail des enfants, du travail forcé et de la discrimination, à la liberté syndicale et au droit de négocier collectivement. Mais, même augmenté des normes fondamentales du travail, le néolibéralisme est très loin de répondre à l'aspiration initiale de l'OIT, à savoir que les normes du travail devraient garantir des niveaux de protection minimaux et concrets au plan international afin de soutenir les efforts déployés par les mouvements et organismes syndicaux nationaux en vue d'un relèvement des salaires, d'une réduction de la durée du travail, d'une plus grande sécurité sur les lieux de travail, et de la réalisation du plein emploi, de la démocratie et de l'égalité dans les relations professionnelles. Et, ce qui est encore plus urgent, il ne correspond pas à ce qui est nécessaire pour prévenir une dégradation continue des conditions de travail susceptible d'entraîner des effets déflationnistes dans la crise actuelle.

À ce jour, le cadre existant pour l'adoption, la ratification, la mise en œuvre et la surveillance des normes du travail n'a pas donné les résultats attendus. Une discussion générale devrait porter en premier lieu sur la manière de surmonter le dilemme du prisonnier caractéristique du mécanisme actuel de fixation des normes internationales du travail, qui a fortement limité son efficacité: tous les gouvernements se retrouveraient en situation plus favorable s'ils acceptaient de coopérer, mais chaque pays craint de subir un désavantage concurrentiel s'il ratifie en premier.

Normes internationales du travail – quelques suggestions pour en améliorer l'efficacité

L'OIT fait valoir depuis des décennies que cette crainte est injustifiée et que les normes contribuent à garantir la paix sociale et à réduire les coûts des transactions et de l'information dans les sociétés. Les normes du travail contribuent à l'efficacité et au dynamisme de l'économie; la violation des droits des travailleurs n'entraîne pas une

meilleure performance du commerce, il n'y a pas de compromis entre la hausse des dépenses pour la protection sociale et la croissance économique, et les pays dont le marché du travail est libéralisé comme les États-Unis et le Royaume-Uni sont battus sur le terrain de la concurrence par des pays où les normes du travail sont plus élevées comme l'Allemagne, la Suède, les Pays-Bas ou l'Autriche. Le coefficient de Gini est plus bas dans les pays qui garantissent les droits des travailleurs, et les institutions du marché du travail jouent un rôle essentiel pour réduire les inégalités et assurer un partage des gains de productivité entre le capital et le travail. En bref, l'OIT a présenté les normes comme des instruments grâce auxquels tout le monde est gagnant.

En dépit des éléments qui prouvent que les normes du travail bien conçues ont un impact économique positif ou neutre, l'OIT n'a pas réussi à obtenir que ses conventions soient très largement ratifiées. Elle a échoué dans cette entreprise parce qu'elle a répondu à la mauvaise question. Les normes du travail, en définitive, ne sont pas contestées au titre de la performance économique globale, mais plutôt pour les résultats qu'elles permettent d'atteindre en termes de distribution et pour leur capacité de donner un plus grand pouvoir de décision aux travailleurs. Les normes du travail contribuent au bien commun que constituent la justice sociale, l'égalité et la démocratie dans la vie professionnelle en ne permettant pas le recours aux politiques du chacun pour soi, en procurant une sécurité du revenu de base et en offrant des services sociaux à tous, en limitant la liberté des employeurs sans scrupules et en les privant du plaisir de jouir d'un pouvoir illimité sur leurs subordonnés. Les normes du travail modifient aussi l'équilibre du pouvoir dans les sociétés. Inévitablement, certains perdent du pouvoir. Il est commode de parler d'efficacité économique sans parler de pouvoir pour formuler des déclarations de principe consensuelles, mais cela ne permet pas de prendre en compte le facteur essentiel qui détermine l'application des normes du travail: ce n'est pas l'économie, bêta, c'est le pouvoir.

Un débat véritable sur l'avenir des normes ne peut pas se limiter aux droits de l'homme fondamentaux, d'une part, et à l'efficacité économique, d'autre part. Il faut qu'il définisse initialement ce qu'implique essentiellement la réglementation du marché du travail: bâtir des sociétés inclusives et démocratiques en faisant contrepoids au pouvoir économique du capital par les droits légaux des travailleurs. À cette fin, il faut que les normes fondamentales du travail soient complétées par des droits positifs concrets tels que le salaire minimum, la durée du travail, la protection de la maternité et la sécurité sociale.

L'OIT ne dirige pas le débat intellectuel et conceptuel sur l'avenir des normes du travail. Elle ne fournit pas non plus suffisamment d'idées innovantes pour faire en sorte que les normes du travail atteignent leur but. Certes, il importe de maintenir le mécanisme de surveillance existant, mais cela ne suffit pas. Il est possible de prendre certaines dispositions simples pour améliorer l'efficacité, par exemple:

- Des auditions publiques obligatoires et régulières, dans les pays n'ayant pas ratifié les normes en question, de parlementaires de pays les ayant ratifiées pour promouvoir la ratification.
- Le regroupement et la modernisation des normes du travail existantes sans porter atteinte aux niveaux de protection existants.
- Des obligations financières pour les gouvernements qui n'envisagent pas de ratifier les conventions ou de les mettre en œuvre.
- Un fonds mondial pour aider les gouvernements à ratifier et mettre en œuvre les normes du travail.
- Évaluer les conseils stratégiques des autres organisations internationales et les politiques gouvernementales au regard de l'objectif de justice sociale tel qu'il est défini par les normes du travail.
- Mesurer le travail décent et fournir des données par pays, comparables au niveau international, sur les progrès accomplis s'agissant des niveaux de protection sociale et des droits au travail.
- Un label «Travail décent» pour les pays qui ont ratifié et mis en œuvre un ensemble de normes du travail pertinentes, reconnu au niveau international.

Il faut que les marchés soient gouvernés, sans quoi ce sont eux qui nous gouvernent. Le besoin de règles et de sauvegardes internationales est plus clair que jamais après le désastre bien visible qu'a entraîné la croyance en l'efficacité de la main invisible. Réaliser le potentiel des normes internationales du travail est la mission stimulante de Travail décent 2.0, et sa chance. Pour transcrire cette vision des choses dans la réalité, il faut des règles et des normes universelles efficaces. Les «réalistes prudents» soutiennent que ce rêve, dans le monde d'aujourd'hui, est irréaliste. Avec les utopistes conservateurs partisans du statu quo permanent, ce n'est jamais le moment pour le changement. Mais si la question, c'est l'avenir du travail décent, dans ce cas, la réponse, ce n'est pas le réalisme prudent.

Frank Hoffer est chercheur principal au Bureau des activités pour les travailleurs du BIT. Il s'exprime à titre personnel.

Vers l'établissement d'un socle de protection sociale

Andreas Bodemer et Ellen Ehmke

Dans le monde entier, 75 pour cent de la population n'a aucun accès, ou bien un accès insuffisant, à une offre de sécurité sociale. Bien que la sécurité sociale, inscrite dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (articles 22 et 25) et dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (article 9), fasse depuis longtemps partie des droits humains, sa mise en œuvre a été largement négligée. De nombreux prétextes ont été invoqués pour excuser cette grave injustice. Il a notamment été allégué que le caractère concurrentiel d'une économie mondialisée avait provoqué une raréfaction des ressources financières disponibles pour les politiques sociales. D'un côté, les effets négatifs supposés de la sécurité sociale sur la croissance économique ont servi de motif pour la réduire partout dans le monde, de l'autre, durant et après la crise économique de 2009-10, beaucoup d'observateurs ont confirmé les avantages que procurait l'utilisation très répandue des structures existantes en matière de sécurité sociale.

La nécessité de la sécurité sociale est de plus en plus reconnue

Parmi ces contestations, la nécessité d'étendre la sécurité sociale est de plus en plus admise par certains gouvernements nationaux et dans certaines instances internationales¹. On a pu le voir durant la Conférence internationale du Travail (CIT) de 2011, quand les délégués de presque tous les pays – représentants des travailleurs, des employeurs et des gouvernements – ont réaffirmé que la sécurité sociale était un droit humain fondamental et une condition préalable du développement social et économique. Pour faciliter cette extension, les délégués ont engagé un processus qui devrait conduire à l'élaboration d'une recommandation de l'OIT sur des socles de protection sociale qui devrait faire l'objet d'un débat à la prochaine CIT en 2012.

D'après les délégués présents à la CIT de 2011, la recommandation devrait fournir des orientations aux États Membres en vue d'élaborer des stratégies pour l'extension de la sécurité sociale qui permettraient d'élargir le nombre de personnes couvertes (extension horizontale) et d'établir ainsi des socles de protection sociale nationaux. Il faudrait parallèlement encourager le relèvement progressif des niveaux de protection

(extension verticale) sur la base des normes actualisées de l'OIT sur la sécurité sociale, surtout la convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952. Les quatre éléments clés des socles de protection sociale devraient être des niveaux de protection minimaux définis à l'échelle nationale avant, pendant et après la vie active, y compris les allocations familiales, les indemnités de chômage et les pensions de retraite, ainsi que l'accès aux soins de santé essentiels. La CIT a par ailleurs renforcé le mandat de l'OIT en tant qu'organisation internationale dans le cadre de laquelle cette question devrait être débattue et tranchée.

Le contenu contesté de la nouvelle recommandation de l'OIT

Certes, la procédure formelle est arrêtée et un accord pourrait être conclu sur les éléments des seuils envisagés, mais beaucoup d'autres questions demeurent en suspens. Au cours des débats de la CIT, les représentants des travailleurs ont soulevé un certain nombre de points qui devraient être inclus dans la recommandation, par exemple les «définitions des principes généraux de la sécurité sociale, notamment une approche fondée sur des droits, des prestations suffisantes, l'universalité, la mutualisation des ressources, le financement collectif, la bonne gouvernance financière ... des lignes directrices relatives au contenu du socle de protection sociale ... qui reconnaît les principes de l'ONU concernant l'accès aux services essentiels (eau, assainissement, santé, éducation), et un ensemble élémentaire de transferts sociaux de base»². Or, beaucoup de questions soulevées par les travailleurs – par exemple l'adéquation des niveaux des prestations, le point de savoir si les prestations devraient être universelles ou non, le degré de participation des partenaires sociaux, la définition des objectifs pour progresser (les délais fixés et la hausse du pourcentage de la population couverte) – sont contestées, au niveau tant national qu'international.

Les difficultés auxquelles se heurtent les organisations de travailleurs

Les organisations de travailleurs peuvent jouer un rôle clé dans la définition, la mise en œuvre, la surveillance et l'exécution des politiques de protection sociale. Il sera donc très important qu'elles s'activent et se mobilisent à tous les niveaux sur la période précédant la CIT de juin 2012, pour veiller à ce que la recommandation donne des orientations claires concernant la conception, le financement, la gouvernance et un calendrier pour la mise en œuvre des socles de protection sociale. Dans cette entreprise, ces organisations se heurtent à un certain nombre de difficultés, mais des ouvertures se présentent également.

**Les organisations de
travailleurs peuvent
jouer un rôle clé dans [...]
[l]es politiques de
protection sociale**

Une première difficulté est liée au financement de la protection sociale. En dépit de ce que certains prétendent, les travaux de recherche menés par le BIT ont joué un

rôle essentiel pour établir qu'«aucune société n'est trop pauvre pour partager»³. Et, de fait, des études montrent que des pays dont les niveaux de dépenses publiques sont similaires (en proportion du PIB) consacrent des parts nettement différentes de leurs budgets (souvent faibles) à la sécurité sociale. Selon les études du BIT, des ensembles de prestations sociales de base (à l'exclusion des soins de santé) peuvent être fournis à un niveau se situant entre 2 et 5 pour cent du PIB. Même dans le cas des pays les plus pauvres comme le Burkina Faso, l'Éthiopie et le Népal, il a été démontré qu'il était possible de fournir des éléments de ces ensembles de prestations, par exemple des régimes de pensions de retraite (modestes) universels de base pour un coût se situant entre 1 et 1,5 pour cent du PIB⁴. Au Brésil, le programme de prestations monétaires sous conditions Bolsa Família couvre 46 millions de personnes pour un coût de 0,4 pour cent du PIB seulement. Les investissements dans la protection sociale relèvent donc de choix politiques et de la capacité de les mettre en œuvre au regard des différentes configurations du pouvoir, plutôt qu'ils ne sont déterminés par le manque de ressources budgétaires. Le mouvement syndical joue un rôle essentiel pour ce qui est de mettre ces choix en évidence et donc de les inverser lorsqu'ils ne permettent pas de faire de la sécurité sociale une réalité pour tous.

Les investissements dans la protection sociale sont [...] une question de choix politiques

Une deuxième difficulté a trait à la représentation des travailleurs non organisés. Mais voir plus loin que le socle de travailleurs syndiqués pour développer une conception de la sécurité sociale qui englobe tout le monde représente pour les syndicalistes une chance de surmonter le problème du clivage entre ceux qui sont dans le système officiel et ceux qui sont en dehors. Les débats liés à la convention (n° 189) de l'OIT sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011, a montré que, moyennant des efforts considérables de la part de toutes les parties, il était possible de combler un clivage éventuel entre les travailleurs informels et les travailleurs formels et de créer un groupe des travailleurs unis. Dans le cadre du processus d'élaboration du projet de recommandation sur des socles de protection sociale, il faudra que les travailleurs du secteur formel établissent un dialogue avec ceux du secteur informel afin de comprendre leurs besoins en matière de sécurité sociale et d'en tenir compte. Les organisations de travailleurs établies devraient utiliser leur position dans les organes consultatifs et décisionnels pour faire campagne en faveur de la protection sociale des travailleurs jusqu'ici non couverts et non organisés, et de concert avec ces derniers. Il importera de surmonter le clivage entre les deux types de travailleurs pour former des coalitions civiles solides susceptibles de s'opposer aux tentatives de groupes de pression privés visant à contrôler les politiques publiques ou à empêcher une évolution nécessaire à ce niveau. Pour les coalitions de ce type, il sera important que les syndicats eux-mêmes ne soient pas perçus comme un groupe de nature clientéliste. Même si certains

travailleurs craignent qu'un socle de protection sociale n'entraîne un abaissement des niveaux de protection sociale existants, l'attitude consistant à défendre les avantages de ceux qui sont dans le système au détriment de ceux qui n'y sont pas n'est pas viable à long terme. Aller au-delà des besoins des membres actuels est certes une entreprise difficile, mais elle peut être payante lorsqu'elle ouvre la porte à de nouveaux membres et débouche sur une plus forte représentation globale des travailleurs.

La protection sociale est plus que l'atténuation de la pauvreté

Au plan mondial, les travailleurs sont confrontés à une troisième difficulté. Le débat relatif à l'atténuation des effets négatifs de l'ordre économique mondialisé actuel a été principalement axé sur l'éradication de l'extrême pauvreté. Ce point de vue peut paraître pragmatique, mais il est réducteur. Il lui manque habituellement l'analyse du caractère multidimensionnel de la pauvreté et il est focalisé sur le fait de «tirer» les individus vers le haut pour les amener au-dessus d'un seuil de pauvreté défini au niveau international.

Mais le concept de sécurité sociale tel qu'il a été exposé par les représentants des travailleurs à la CIT et ailleurs va au-delà de l'atténuation de la pauvreté ou de l'investissement dans les ressources humaines. La Confédération syndicale internationale a déjà préconisé l'adoption de «socle[s] de protection sociale pour tous, au-dessus du seuil de pauvreté et suffisant[s] pour procurer un niveau de vie raisonnable»⁵. La sécurité sociale est une nécessité pour tous ceux qui ne peuvent pas ou ne devraient pas travailler, c'est-à-dire les enfants, les femmes venant d'accoucher, les malades, les personnes âgées et les handicapés. Et il en va de même pour les personnes en âge et capables de travailler, qui sont touchées par le chômage ou le sous-emploi, la faible productivité ou l'emploi à risque, ce qui les empêche de vivre une vie décente. Qui dit sécurité sociale dit création d'un environnement dans lequel chaque individu peut développer tout son potentiel, en étant en fin de compte libéré de la faim, du besoin et de la maladie. Il s'agit pour chacun de pouvoir vivre et travailler dans la dignité. Les organisations de travailleurs peuvent exploiter le débat concernant la nouvelle recommandation de l'OIT pour contester l'approche minimaliste dominante.

Globalement, les discussions en cours aux plans mondial et national concernant les socles de protection sociale offrent au mouvement syndical l'occasion de jouer un rôle de premier plan dans un vaste mouvement populaire en vue d'exercer des pressions sur les gouvernements afin qu'ils incorporent une offre de protection sociale ainsi que des politiques de l'emploi et des politiques économiques équitables correspondantes dans leurs politiques nationales.

Notes

¹ BIT: *Socle de protection sociale pour une mondialisation juste et inclusive*. Rapport du Groupe consultatif présidé par Michelle Bachelet (Genève, 2011).

² On trouvera de plus amples renseignements sur les débats relatifs à la recommandation dans le Rapport de la Commission pour la discussion récurrente sur la protection sociale (Genève, Conférence internationale du Travail, 2011, CRP no°24, disponible à l'adresse: http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---relconf/documents/meetingdocument/wcms_157828.pdf).

³ BIT: *La sécurité sociale pour tous: un investissement dans la justice sociale et le développement économique* (Genève, 2011, page 15).

⁴ BIT: *Can low-income countries afford basic social security?* (Genève, 2008).

⁵ Confédération syndicale internationale: Deuxième congrès mondial, *Résolution sur l'élargissement de la protection sociale et la garantie d'une bonne santé et sécurité au travail* (Vancouver, juin 2010).

Andreas Bodemer est un ancien chercheur de la Fondation Hans Böckler; il est titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'Université libre de Berlin. Il a travaillé au bureau de la DGB à Bruxelles avant de rejoindre le Bureau des activités pour les travailleurs du BIT à Genève. Ses principaux travaux de recherche portent sur la politique sociale mondiale, les normes internationales du travail et les syndicats.

Ellen Ehmke est maître de conférences au Centre international pour le développement et le travail décent (ICDD), un projet de coopération Nord-Sud hébergé par l'Université de Kassel. Ses travaux de recherche sont axés sur les politiques de protection sociale dans les pays ne faisant pas partie de l'OCDE. Elle a travaillé comme consultante pour le Département de la sécurité sociale du BIT et enseigné la politique sociale à Kassel et à Berlin.

La réforme syndicale et la législation du travail en Chine: entretien avec deux militants ouvriers

Elaine Sio-ieng Hui

Un front de résistance des travailleurs s'est développé dans toute la Chine en 2010, avec le suicide de quelques travailleurs de Foxconn (fabricant multinational de matériel électronique) et une vaste grève des travailleurs de Honda qui a fait beaucoup parler d'elle, au niveau tant local que mondial. Ces événements ont forcé le gouvernement chinois à élaborer de nouvelles initiatives de politique pour contenir les troubles sociaux, y compris une réforme syndicale et une législation sur la négociation collective. Compte tenu de ces réformes du travail, quelques questions se posent:

- Sur quoi cette réforme débouche-t-elle?
- Quels sont les facteurs importants susceptibles de faire en sorte que les travailleurs bénéficient de cette réforme?
- Les syndicats d'État dirigés par le Parti peuvent-ils être transformés de façon à servir les intérêts des travailleurs?

Dans un entretien qui s'est déroulé en 2011, Monina Wong, directrice du Bureau de liaison de Hong-kong de la Confédération syndicale internationale/la Global Union Federation¹ (IHLO), et Parry Leung, président de l'Association des étudiants et universitaires opposés aux actes répréhensibles des entreprises² (SACOM), ont fait part de leur point de vue sur ces questions en fonction de leurs conversations avec les travailleurs.

Elaine Sio-ieng Hui [E]: *Quels types de questions liées travail la série des suicides de travailleurs survenus à Foxconn en 2010 a-t-elle soulevées?*

Parry Leung [P]: Même si la société Foxconn, qui est le fournisseur de nombreuses marques mondiales de matériel électronique, n'enfreint pas la législation, elle a un régime de production très oppressif qui ne ménage aux travailleurs aucun moyen de manifester leur mécontentement. Ils se sont sentis si désespérés qu'ils ont eu recours au suicide comme expression silencieuse de leur méfiance. Selon moi, quel que soit le nombre de travailleurs migrants de l'intérieur issus des zones rurales qui sont exploités

dans les usines urbaines, en général ils ont toujours une possibilité, si petite soit-elle, de manifester leur résistance, par exemple au moyen de grèves, de blocage de routes, etc. Mais à Foxconn, cela n'est pas possible. L'entreprise exerce un contrôle strict non seulement sur le processus de production dans les usines, mais aussi sur la vie privée des travailleurs. Par exemple, tous les travailleurs doivent résider dans le dortoir fourni par l'entreprise, mais ceux qui viennent de la même province ou qui travaillent sur la même chaîne de production ne sont pas autorisés à partager la même chambre; il s'agit d'une tactique visant à empêcher que les travailleurs n'établissent des relations et se soutiennent mutuellement. Comme autre exemple de l'ingérence de Foxconn dans la vie privée des travailleurs, on peut mentionner le fait que tout appel passé à la permanence téléphonique de la police municipale depuis le dortoir sera automatiquement détourné vers le poste de la sécurité du dortoir; Foxconn a bâti son propre petit royaume qui, pour l'essentiel, n'est soumis à aucune ingérence étrangère.

E: *La grève des travailleurs de Honda en 2010, qui a duré dix-sept jours et à laquelle ont participé plus de 1 800 travailleurs pour exiger une augmentation de salaire, est considérée comme le début d'une nouvelle étape de la résistance des travailleurs en Chine. Quelles sont les conséquences pour les relations professionnelles en Chine?*

Monina Wong [M]: Cette grève a pris fin avec une augmentation de salaire de 32,4 pour cent pour les travailleurs de Honda, qui ont fait preuve d'un niveau de conscience élevé concernant leur position dans la production et connaissent l'incidence importante de leur grève sur la production globale de l'entreprise. Ils ont aussi montré qu'ils avaient clairement conscience du fonctionnement approprié des syndicats; ils ont été exaspérés quand ils ont constaté que le syndicat d'entreprise était du côté de la direction, au lieu de soutenir les grévistes. Au cours des décennies écoulées, nous traitons les travailleurs migrants chinois comme des sujets exploités qui avaient besoin d'une aide extérieure pour se protéger. Mais, aujourd'hui, nous voyons que ce sont des agents actifs qui sont suffisamment conscients des questions de travail pour défendre leurs intérêts par des moyens collectifs. Et, jusqu'ici, la grève des travailleurs de Honda est la grève la plus efficace et la plus puissante jamais lancée par des travailleurs migrants, capables de perturber la production régionale d'une entreprise transnationale.

La confrontation physique entre les responsables syndicaux (qui étaient du côté de la direction) et les travailleurs durant la grève a déclenché un vaste débat social sur le rôle approprié des syndicats chinois. Après la grève, la Fédération nationale des syndicats de Chine (ACFTU), dirigée par le parti officiel, et le gouvernement ont tenté d'atténuer le mécontentement des ouvriers en accélérant le rythme de la réforme

syndicale et en établissant une législation sur la négociation collective. C'est une bonne chose que ces deux questions fassent désormais partie du programme d'action de l'ACFTU. Cependant, actuellement, la majeure partie de la formation syndicale, si tant est qu'il y en ait une, est exclusivement menée par l'ACFTU tandis que les autres acteurs relativement indépendants (par ex., les syndicats internationaux, les ONG spécialisées dans les questions de travail) n'ont aucun rôle à jouer dans le processus. Le niveau de démocratie et de responsabilisation en ce qui concerne les membres des syndicats et de l'ACFTU pour le moment est encore très bas. Nous avons donc besoin d'une formation syndicale relativement indépendante pour les responsables syndicaux, de façon à garantir la mise en œuvre effective et réelle de la réforme syndicale et du mécanisme de négociation collective.

E: *Récemment, le gouvernement chinois et l'ACFTU faisaient la promotion d'une législation sur la négociation collective. À votre avis, quelles sont les éléments moteurs de cette action?*

M: En 2004, le gouvernement a essayé d'établir un mécanisme de négociation collective sur les lieux de travail par voie de règlements ministériels arrêtés par le Bureau du travail et de la sécurité sociale, mais cela n'a pas été très efficace car les entreprises n'ont pas été nombreuses à suivre ces instructions. En 2005, l'AFCTU a entrepris d'établir un syndicat dans chacune des 500 sociétés les plus riches en Chine. Par la suite, des syndicats ont été établis à Wal-Mart et dans beaucoup d'autres entreprises étrangères, mais nombreux sont ceux qui savent qu'il ne s'agit que de syndicats symboliques et que les conventions collectives qu'ils ont signées avec les entreprises demeurent une formalité.

Après que la crise économique mondiale a éclaté en 2008, beaucoup d'entreprises situées dans le delta de la rivière des Perles ont été fermées. Le gouvernement central et beaucoup d'autorités locales ont réalisé que l'économie du pays ne pouvait plus dépendre entièrement des industries axées sur l'exportation et qu'il fallait développer une économie fondée sur la consommation. C'est dans ce contexte que l'ACFTU et le gouvernement ont relancé leur action en faveur d'une législation sur la négociation collective, dont ils espèrent qu'elle se traduira par de meilleurs salaires et donc par une hausse de la consommation chez les travailleurs. Ils espèrent aussi que ces mesures contribueront à réduire l'agitation sociale et à maintenir la stabilité politique.

P: La législation sur la négociation collective est liée aux mouvements de résistance des travailleurs qui se sont produits dans le pays, surtout dans le sud de la Chine, sur les dernières décennies. Le gouvernement est conscient que le mécontentement des travailleurs est de plus en plus fort, et il s'est efforcé de l'atténuer par une approche légale individualisée; cela explique pourquoi la Loi sur les contrats de travail et la Loi sur la médiation et l'arbitrage des conflits du travail, axées sur les droits légaux individuels, ont été adoptées en 2008. Cependant, après l'éclatement de la crise

économique mondiale en 2008, il est évident que cette approche légale individualisée ne fonctionne plus. D'une part, le nombre de conflits du travail a spectaculairement augmenté à cette époque, et les tribunaux se sont trouvés surchargés par le grand nombre de travailleurs qui ont engagé des procédures d'arbitrage; les travailleurs devaient attendre en moyenne neuf mois pour que leurs revendications soient examinées. D'autre part, un grand nombre de conflits du travail échappent au champ d'application des lois existantes et ne pouvaient donc pas être efficacement réglés par les tribunaux. Puisque l'approche légale individualisée ne permet pas de traiter correctement les doléances des travailleurs, beaucoup d'entre eux ont recours à des moyens collectifs, tels que les grèves et le blocage de routes, pour défendre leurs intérêts. Pour prévenir les troubles sociaux et faire en sorte qu'ils ne dégénèrent pas en rébellion, le gouvernement s'efforce d'absorber le mécontentement des travailleurs par la voie de la négociation collective.

La législation sur la négociation collective projetée a ménagé une certaine marge de manœuvre aux organisations collectives de travailleurs, mais elle demeure contraignante dans certains domaines. Par exemple, le projet de législation permet seulement aux travailleurs de négocier certaines questions (comme les salaires, la durée du travail et la protection sociale) avec les employeurs. En outre, la négociation collective ne peut être menée que par les syndicats, en dépit du fait que nombre de responsables syndicaux sont nommés par les entreprises ou par les syndicats de niveau supérieur; les travailleurs ne sont pas autorisés à élire leurs propres représentants pour négocier. Le gouvernement s'efforce de supprimer les facteurs susceptibles de provoquer des troubles sociaux en élaborant une législation sur la négociation collective; il essaie de dissuader les travailleurs mécontents de manifester publiquement leur résistance aux procédures de négociation. Et, surtout, il a délégué aux syndicats dirigés par le parti la tâche de mener les négociations de façon que tout demeure sous son contrôle.

E: *Quel est le rôle des syndicats dirigés par le parti dans la promotion du mécanisme de négociation collective?*

M: Un véritable système de négociation collective devrait inclure un processus de consultation des membres avant que les syndicats n'entreprennent de négocier avec les employeurs. Cependant, en Chine, l'AFCTU a suivi une approche privilégiant les dirigeants et non la base. Elle a pour pratique habituelle d'envoyer des invitations aux employeurs pour négocier collectivement et de conclure des accords sans informer ni consulter ses membres. La participation démocratique est un processus servant à former les travailleurs au syndicalisme véritable. Mais, en Chine, la «négociation» est habituellement axée sur des objectifs, et ces objectifs (par exemple, une hausse des salaires) ne doivent pas être contraires aux conditions du «contexte général». La priorité accordée au «contexte général», défini par le parti et le gouvernement, se traduit par

des «négociations» conduites par l'administration et non pas par les travailleurs. Compte tenu de ces circonstances, pour élaborer un véritable système de négociation collective en Chine, il faudrait que les syndicats commencent par engager une réforme appropriée, permettant une participation démocratique de la base, de façon qu'ils puissent vraiment représenter les intérêts des travailleurs. Actuellement, il y a beaucoup de syndicats «factices» au niveau des entreprises; pour s'attaquer à ce problème, il est capital de mener une action appropriée de sensibilisation des syndicats de travailleurs, de façon qu'ils comprennent l'importance de faire en sorte que leurs représentants puissent représenter les intérêts des travailleurs et leur rendre des comptes. Pour y parvenir, un facteur essentiel consiste à rendre les syndicats financièrement indépendants des entreprises ou du gouvernement. Dans le passé, la plupart des représentants des syndicats d'entreprise étaient rémunérés par les entreprises, tandis que la tendance actuelle est de faire en sorte que leur salaire soit payé par le gouvernement. Aucune de ces deux pratiques n'est idéale; elles auront pour résultat de faire des syndicats d'entreprise des syndicats dévoués à la direction des entreprises ou au parti.

Quelques remarques à propos de l'entretien

L'entretien s'est déroulé le 10 mars 2011. Au bout de presque une année, la Réglementation sur la gestion démocratique des entreprises et l'Ordonnance de Shenzhen sur la négociation collective ont été suspendues, car un grand nombre de chambres de commerce étrangères s'opposaient fortement à ces deux instruments législatifs. À Hong-kong (Chine), plus de 40 associations professionnelles ont fait paraître une pétition dans des journaux, et certains de leurs représentants se sont rendus officiellement à Guangdong et auprès du gouvernement central pour faire part de leurs préoccupations (*Sing Tao News*, 27 septembre 2010; *Ming Pao*, 10 septembre 2010). Et un juriste chinois, qui a été consulté par les autorités de Shenzhen au sujet d'un grand nombre de règlements en matière de travail, a révélé que de nombreux investisseurs étrangers étaient opposés à la législation sur la négociation collective dans le sud de la Chine.

Le 2 janvier 2012, 300 travailleurs de Foxconn à Wuhan ont essayé d'obliger le fabricant mondial taïwanais à relever les salaires en le menaçant de suicides collectifs (*HuffPost Tech*, 15 janvier 2012). Et, récemment, Apple a autorisé la Fair Labor Association (FLA) à procéder à un audit des usines de Foxconn en Chine. Toutefois, certaines ONG spécialisées dans les questions de travail, comme GoodElectronics Network et la SACOM, ont souligné que l'audit de la FLA n'était pas mené dans les règles, car Foxconn avait été informée de l'enquête à l'avance, ce qui est contraire à la pratique habituelle qui consiste à procéder à des audits sans avertissement préalable. De ce fait, Foxconn a pu masquer ses abus, par exemple en faisant en sorte que les

travailleurs en principe trop jeunes pour travailler ne soient pas là pendant l'enquête de la FLA (voir <http://goodelectronics.org/>).

**La réforme du travail
en Chine [...] a encore
beaucoup de progrès
à faire**

Il semble que les travailleurs chinois continuent de travailler dans de mauvaises conditions et que leurs droits fondamentaux ne soient toujours pas protégés. La réforme du travail en Chine, si tant est qu'il y en ait une, a encore beaucoup de progrès à faire.

Notes

¹ L'IHLO est le bureau de liaison de Hong-kong du mouvement syndical international; il a pour mandat de soutenir et de représenter le mouvement à Hong-kong (Chine) et de surveiller les droits des syndicats et des travailleurs ainsi que l'évolution politique et sociale en Chine. Le lecteur trouvera de plus amples renseignements sur ce bureau sur son site Web (<http://www.ihlo.org>).

² La SACOM vise à rassembler les étudiants, universitaires, militants syndicaux et consommateurs concernés pour surveiller le comportement des entreprises et militer en faveur des droits des travailleurs. Elle travaille de concert avec des ONG spécialisées dans les questions sociales pour offrir aux travailleurs une formation dans le cadre des usines dans le sud de la Chine. Le lecteur trouvera de plus amples renseignements sur ce bureau sur son site web (<http://sacom.hk/mission>).

Elaine Sio-ieng Hui est doctorante à l'Université de Kassel (Département des sciences sociales), en Allemagne.

Les campagnes syndicales mondiales en ligne: les dix prochaines années

Eric Lee

En novembre 2011, les militaires au pouvoir aux Fidji ont jeté en prison deux des plus importants dirigeants syndicaux du pays. À la suite du lancement d'une campagne en ligne à l'initiative de la Confédération syndicale internationale et affichée sur le site Web de LabourStart, environ 4 000 messages de protestation ont été envoyés en moins de vingt-quatre heures. Le gouvernement a reculé, les dirigeants syndicaux ont été libérés et la campagne a été suspendue. Un mois auparavant en Inde, les travailleurs de Suzuki, qui avaient organisé un lock-out, ont mené avec succès une campagne en ligne par l'intermédiaire de la Fédération internationale des organisations de travailleurs de la métallurgie (FIOM) et de LabourStart. Près de 7 000 messages ont saturé les boîtes mail de la compagnie et, au bout de quelques jours seulement, un compromis a été trouvé.

Le succès spectaculaire de ces campagnes est l'apogée d'un processus engagé il y a dix ans qui vise à renforcer la capacité du mouvement syndical international en matière d'organisation de campagnes, en particulier pour ce qui est de la CSI et des fédérations syndicales mondiales (comme la FIOM), et le rôle joué par LabourStart dans ce processus.

Le présent article est consacré au sujet très étroit des campagnes syndicales mondiales en ligne, en vue d'examiner la situation passée et actuelle et d'envisager ce qu'elle pourrait être à l'avenir.

Le mouvement syndical mondial organise des campagnes en ligne depuis maintenant un quart de siècle. Les premiers secrétariats syndicaux internationaux (qu'on appelle aujourd'hui fédérations syndicales mondiales) ont créé des sites Web dans les années 1980 et organisent des campagnes depuis cette époque. Depuis environ une décennie maintenant, nous menons des campagnes en utilisant une combinaison de messages électroniques envoyés en masse et d'outils faisant appel au Web, pour la plupart inspirés des sites Web qui véhiculent des campagnes efficaces comme Avaaz, MoveOn (États-Unis) et 38 Degrees (Royaume-Uni).

Aujourd'hui, la CSI et les fédérations syndicales mondiales font généralement campagne en utilisant soit LabourStart, soit un système semblable au logiciel et au

Le mouvement syndical mondial organise des campagnes en ligne depuis [...] un quart de siècle

modèle spécialement conçus de LabourStart, élaboré à partir de ces outils. De ce fait, les listes de destinataires de LabourStart se sont régulièrement étoffées, passant de quelques milliers de destinataires il y a dix ans à plus de 80 000 aujourd'hui. Ces listes de militants syndicaux sont au cœur des campagnes syndicales en ligne modernes. C'est grâce à elles que nous sommes en mesure d'envoyer 4 000 messages de protestation en vingt-quatre heures, comme ce qui a été fait pour les Fidji.

Cependant, le potentiel est bien plus grand que cela. La CSI, par exemple, revendique la représentation de 175 millions de travailleurs dans plus de 150 pays. Les 80 000 noms de militants figurant sur les listes de LabourStart ne représentent qu'une toute petite fraction de ce nombre – même pas un demi pour cent. D'autres organisations spécialisées dans les campagnes, qui sont parties de rien, sans disposer d'une base de militants comme les syndicats, ont des audiences beaucoup plus larges. Par exemple, Avaaz revendique plus de 10 300 000 soutiens dans le monde entier, le site Web de 38 Degrees au Royaume-Uni revendique 800 000 sympathisants. Les syndicats ont mis longtemps avant de réaliser l'importance des campagnes en ligne et c'est pourquoi ils sont à la traîne par rapport à des ONG comme celles-ci.

Les raisons pour lesquelles les syndicats sont à la traîne pour ce qui est d'adopter une technologie efficace pour les campagnes en ligne sont complexes, et varient d'un syndicat à l'autre et d'un pays à l'autre. Comme l'a montré l'utilisation généralisée de réseaux sociaux comme Facebook pendant le Printemps arabe, il n'y a pas de simple fraction Nord-Sud ici. Certains des syndicats les plus puissants quelques-uns des pays les plus riches utilisent très mal l'Internet. Et il y a eu des campagnes en ligne extrêmement efficaces menées par des syndicats dans des pays comme le Brésil et la République de Corée. Le mouvement syndical mondial connaît déjà des problèmes d'essoufflement des campagnes et de surcharge d'informations. Il est à craindre que le processus des campagnes, qui a bien fonctionné durant une décennie, ne soit en perte de vitesse. Et l'avenir suscite des questions.

Et ensuite?

Une tendance qui se dessine est l'augmentation du nombre de langues dans lesquelles nous menons les campagnes. Par exemple, dans le cadre d'une campagne lancée en novembre 2011 pour soutenir les travailleurs turcs de la métallurgie qui avaient organisé un lock-out, LabourStart a produit des versions en 13 langues (Avaaz fonctionne avec 14 langues). Nous sommes loin de l'époque où les syndicats ne publiaient en ligne qu'en anglais, français et espagnol. Presque toutes les campagnes de LabourStart sont maintenant diffusées en turc, arabe, russe, chinois et japonais – des langues extrêmement importantes pour le mouvement syndical international, mais qu'on ne voyait que rarement sur les sites Web des syndicats mondiaux il y a une décennie. Durant la prochaine décennie, nous pouvons nous attendre à ce qu'un nombre de langues encore

plus grand soient utilisées – en particulier les langues des pays où la classe laborieuse industrielle est en expansion comme l'indonésien, le coréen, le portugais, le thaï, le tagalog et le vietnamien. Dans une dizaine d'années, il ne sera pas inhabituel de voir des campagnes en ligne affichées dans des dizaines de langues.

Les organisateurs de campagnes de la société civile plus affûtés (et bien financés) ciblent de plus en plus leurs campagnes plutôt que de créer des modèles uniques applicables à tout le monde. Si vous avez montré un intérêt pour un sujet particuliers, ou si vous venez d'un pays particulier, ou parlez une certaine langue, vous pouvez être ciblé par les campagnes les plus susceptibles de vous intéresser. Vous pouvez être contacté pour des campagnes de suivi car nous savons par expérience qu'une campagne à elle seule résout rarement les questions difficiles qui se posent depuis longtemps. À tout le moins, nous assisterons à la création de bases de données très complètes qui montreront qui a soutenu quelles campagnes, et les syndicats mondiaux pourront les utiliser pour constituer des réseaux de militants axés sur des sujets ou des régions spécifiques.

La manière dont les campagnes sont créées évoluera aussi probablement durant les dix prochaines années. Même si c'est simplifier un peu trop les choses, on peut dire que nous avons connu deux phases sur la décennie écoulée. Durant la première période, LabourStart prenait contact avec la CSI (et l'organisation qui l'a précédée, la CISL) et les fédérations syndicales mondiales pour proposer un volet en ligne de leurs campagnes traditionnelles. Mais, ces dernières années, le processus s'est inversé; ce sont les fédérations syndicales mondiales en particulier qui prennent contact avec LabourStart pour proposer un nombre croissant de campagnes dont il faut faire la promotion en ligne. Comme le nombre de campagnes proposées augmente, l'établissement des priorités pose de plus en plus de problèmes – et il faut même décliner certaines demandes.

Une troisième phase pourrait consister à faire participer les sympathisants eux-mêmes au processus – ce que fait déjà 38 Degrees. Lorsque nous devons faire un choix entre certaines questions, nous pouvons ménager aux sympathisants la possibilité de voter en ligne en faveur des campagnes qui méritent qu'on en fasse la promotion. Il s'agit certes d'une idée assez radicale et étrangère aux traditions de la plupart des syndicats. Habituellement, les campagnes syndicales sont décidées par les dirigeants et non pas par un vote de la base. Néanmoins, il semble probable qu'il nous faudra évoluer vers un processus de prise de décisions démocratique, au niveau des militants de base – et pas seulement parce que cela offre une solution au problème de la hiérarchisation des priorités. Cela donne aussi aux participants aux campagnes le sentiment d'être partie prenante à l'initiative en question, ce qui est également important.

Le modèle des campagnes syndicales mondiales en ligne d'aujourd'hui demeure très axé sur les ordinateurs personnels. Nous imaginons des milliers de syndicalistes travaillant dans des bureaux, assis en train de lire leurs courriels, cliquant sur un lien,

ouvrant un site Web et remplissant un formulaire. Mais dans une dizaine d'années, et dans une certaine mesure dès maintenant, ce n'est pas ainsi que les gens travailleront. Un pourcentage important de ceux qui sont informés d'une campagne syndicale mondiale par courriel lisent ce courriel sur un téléphone portable. S'ils cliquent sur un lien inclus dans le message, le site Web qui apparaît doit s'afficher correctement sur un tout petit écran, et la saisie de données comme le nom et l'adresse électronique doit être aussi simple et facile que possible. Peu de syndicats ont pris cet élément en compte, mais il sera essentiel dans les années à venir.

La conséquence, c'est que nous verrons probablement apparaître des applications pour les campagnes spécifiquement adaptées aux petits écrans à l'intention des syndicats. Il faudra qu'elles soient indépendantes de toute plateforme, aptes à fonctionner sur tous types de téléphones et de tablettes. Et, bien entendu, le modèle du courriel qui renvoie à des sites Web est lui-même en voie de disparition, car de plus en plus de gens en viennent à utiliser les réseaux sociaux comme Twitter et Facebook pour la communication en ligne. Des études montrent que les jeunes utilisent de moins en moins les courriels au profit d'autres outils, notamment BlackBerry Messenger (BBM) et les SMS.

Il faut que les syndicats en tiennent compte quand ils décident de la manière de promouvoir leurs campagnes et il est probable que, dans une décennie, ils devront utiliser simultanément tout un éventail de médias – y compris les réseaux sociaux et les messageries instantanées – pour contacter leurs membres et les sympathisants. Les courriels en feront probablement encore partie, mais ils ne pourront plus être le seul moyen de faire passer les messages.

Dans une dizaine d'années, nous découvrirons probablement d'autres choses que les campagnes de protestation en ligne peuvent faire, hormis saturer les boîtes aux lettres électroniques des employeurs et des pouvoirs publics de messages de protestation. Il est probable que nous continuerons ce genre d'action, mais il nous faut trouver d'autres moyens de faire pression sur les gouvernements et les employeurs pour qu'ils respectent

Nous pouvons [...] envisager la possibilité d'utiliser les campagnes en ligne [...] pour faire descendre les gens dans la rue

les droits des travailleurs. L'un des outils traditionnels des syndicats qui a été insuffisamment utilisé ces dernières années est le boycott – et son contraire, les campagnes d'achats préconisés par les syndicats. Il est possible de mettre en œuvre efficacement ces deux types d'action en ligne et pour un coût bien moindre que selon les modalités classiques hors Internet. Sur un marché hyper-

concurrentiel, si les syndicats peuvent provoquer une baisse d'une petite part des ventes dans le cas d'une société, et une hausse de ces ventes pour une autre, cela peut nous procurer le moyen de pression que nous n'avons jamais eu dans le passé. Et, outre l'utilisation de notre pouvoir de récompenser ou punir les sociétés en tant que

consommateurs, nous pouvons nous inspirer de l'exemple du Printemps arabe et envisager la possibilité d'utiliser les campagnes en ligne non seulement comme moyen de pression, mais aussi comme outil pour faire descendre les gens dans la rue.

Dans une dizaine d'années, les syndicats mondiaux continueront de mener des campagnes en ligne, mais ils le feront très différemment de la façon dont nous procédons aujourd'hui – et il en résultera des syndicats plus forts et plus efficaces. Mais, pour y parvenir, nous devons être ouverts aux idées nouvelles et aux nouvelles façons de travailler.

Eric Lee est le fondateur et responsable de LabourStart, le site Web d'information et d'actions de sensibilisation du mouvement syndical international.

PARTIE IV

Se tourner vers l'avenir

Sept raisons d'établir un revenu universel dans les pays à revenu intermédiaire

Hein Marais

La création d'emplois est-elle la meilleure façon de rechercher le bien-être pour tous dans les pays qui connaissent un chômage élevé chronique? Non – et notamment pas dans un pays riche, à revenu intermédiaire, comme l'Afrique du Sud, où des taux de pauvreté élevés s'ajoutent au chômage, lui-même très élevé. Voici sept raisons pour lesquelles il serait plus judicieux d'octroyer un revenu universel.

1. Des millions de Sud-Africains n'ont aucun espoir de recevoir un salaire sûr et décent

Tandis que les bénéfices de la croissance économique modeste de l'Afrique du Sud ne reviennent qu'à de petites fractions de la société, près de la moitié de la population vit dans la pauvreté, et l'inégalité de revenu est plus forte que jamais.

La création d'emplois s'est légèrement améliorée avec l'accélération de la croissance économique au début des années 2000. Environ 3 millions de «possibilités d'emploi» ont été créées sur la période 2002-2008. Ces termes ont leur importance. Un grand nombre de ces «possibilités» ne méritaient pas d'être considérées comme des «emplois». Elles se répartissaient à peu près également entre le secteur formel et le secteur informel, et se présentaient principalement dans le cadre de programmes de travaux publics, de services aux entreprises, ainsi que du secteur du commerce de gros et de celui du commerce de détail. Un grand nombre de ces possibilités d'emploi étaient minables, sans aucune sécurité et mal payées.

Le taux de chômage moyen des pays à revenu intermédiaire se situe entre 5 et 10 pour cent; en Afrique du Sud, il est d'environ 25 pour cent. Si l'on y ajoute les travailleurs qui ont renoncé à chercher un emploi, le taux réel s'établit aux alentours de 35 pour cent. Depuis la fin de 2008, le secteur privé supprime des emplois, et le secteur public s'efforce d'en créer. Il s'agit d'une course sans fin.

2. Le fait d'avoir un emploi ne protège pas automatiquement de la pauvreté

Le fait d'avoir ou non un travail salarié est le facteur le plus important qui fera qu'un ménage sera ou ne sera pas pauvre. Mais ce n'est pas parce qu'on touche un salaire

Beaucoup de travailleurs gagnent un salaire si bas, dans de si mauvaises conditions, que leur emploi ne les protège pas de la pauvreté

qu'on est assuré de ne pas être pauvre. Beaucoup de travailleurs gagnent un salaire si bas, dans de si mauvaises conditions, que leur emploi ne les protège pas de la pauvreté. Cela vaut aussi de plus en plus pour les emplois du secteur formel. Presque un cinquième (environ 1,4 million) de travailleurs du secteur formel gagnaient moins de 1 000 rand (125 dollars EU) par mois au milieu des années 2000, selon les données de Statistics South Africa. Deux facteurs sont à l'origine de ces tendances: le fait que les employeurs ont désormais recours à la main-d'œuvre occasionnelle et à la sous-traitance, et la baisse connexe des salaires réels pour les travailleurs peu qualifiés.

Le salaire réel moyen est soutenu par l'amélioration du sort d'un nombre comparativement faible de travailleurs très qualifiés, bien rémunérés. Les travailleurs dépourvus de qualifications supérieures ont perdu environ 20 pour cent de leur salaire réel moyen. Et les femmes dans le secteur formel ont gagné moins en chiffres réels et en valeur relative en 2005, par rapport à 1995.

Depuis la fin des années 1970 jusque dans les années 1990, les sociétés sud-africaines se sont efforcées d'être compétitives et de maintenir leurs niveaux de bénéfices en modernisant leurs machines et en introduisant de nouvelles technologies pour améliorer la productivité et être moins dépendantes des travailleurs militants et organisés. Finalement, les dividendes se sont réduits et les effondrements monétaires qui se sont produits depuis le milieu des années 1990 ont provoqué une hausse du coût des technologies importées.

La course aux profits nécessitait une autre compression, et celle-ci a été appliquée aux salaires et aux conditions d'emploi des travailleurs qui ne sont pas suffisamment protégés par la législation du travail et dont la base n'est pas assez organisée. Les bénéfices des entreprises exprimés en part du revenu national sont passés de 26 pour cent en 1993 à 31 pour cent en 2004, tandis que les salaires des travailleurs ont baissé, passant de 57 pour cent à 52 pour cent.

À présent, les entreprises s'appuient sur un noyau de travailleurs qualifiés employés à plein temps qui se réduit progressivement et sur un stock plus important de main-d'œuvre occasionnelle ou en sous-traitance, moins qualifiée et mal rémunérée. Dès 2008, selon le ministère du Travail, environ la moitié de la main-d'œuvre était occasionnelle et engagée dans des emplois temporaires.

La création d'emplois est essentielle. Mais ce n'est plus un facteur de succès décisif – pas dans le type d'économie et sur le type de marché du travail qui définissent l'Afrique du Sud. Les initiatives en vue de créer plus d'emplois, et de meilleure qualité, doivent s'inscrire dans le cadre de la mise en œuvre générale des droits sociaux.

3. Les allocations sociales protègent des millions de personnes de la misère, mais elles sont mal adaptées aux réalités actuelles

L'incidence du système d'allocations sociales est incontestable. Selon Statistics South Africa, l'augmentation des revenus des 30 pour cent de Sud-Africains constituant la frange la plus pauvre de la population après 2001 est essentiellement à mettre au compte des allocations sociales (en particulier l'allocation pour charge de famille). Elles constituent actuellement le meilleur outil pour atténuer la pauvreté en Afrique du Sud.

Le nombre de bénéficiaires a fortement augmenté depuis 2000. De 2,6 millions de bénéficiaires de pensions et d'allocations sociales, on est passé à environ 14 millions en 2010. À peu près 43 pour cent des ménages en 2007 ont reçu au moins une allocation sociale; pour la moitié d'entre eux, les pensions ou les allocations étaient les principales sources de revenu. Une forte proportion de ces ménages à faible revenu ne pourraient probablement pas s'en sortir sans ces allocations.

Le système de protection sociale actuel repose sur l'hypothèse imaginaire que chaque travailleur, un jour ou l'autre, trouvera un emploi décent. Les allocations ont donc été conçues pour aider les personnes dont, en raison de leur âge ou de leur handicap, on ne peut raisonnablement pas attendre qu'elles subviennent à leurs propres besoins en vendant leur force de travail. Par ailleurs, les personnes employées ont accès à une protection financée par les employeurs et les travailleurs (liée à la situation dans l'emploi). Mais un grand nombre de travailleurs vulnérables ne peuvent pas prétendre au bénéfice de ces allocations octroyées par l'État et ne bénéficient pas des prestations liées à l'emploi.

4. La protection sociale ciblée et modulée en fonction des ressources est compliquée, coûteuse et sa mise en œuvre est humiliante

La plupart des États restreignent les allocations en espèces en les ciblant et en les subordonnant à certaines conditions. L'Afrique du Sud ne fait pas exception (même si jusqu'ici seule l'allocation pour charge de famille est officiellement assortie de conditions). Du point de vue administratif, ce système est coûteux et pose généralement des problèmes, surtout lorsqu'il est difficile de déterminer le revenu d'un individu et lorsque ce revenu est susceptible de fluctuer d'une manière significative. Le risque est de créer des clivages arbitraires entre ceux qui bénéficient d'allocations sociales et ceux qui n'en perçoivent pas. C'est pourquoi les opposants à ce système le considèrent comme onéreux, inefficace et «contraire aux principes égalitaires fondamentaux», comme dit Guy Standing, économiste et ancien fonctionnaire du BIT.

La plupart des allocations sociales modulées en fonction des ressources donnent lieu à des échanges compliqués et humiliants avec l'administration, qui consistent pour l'essentiel à «prouver» à un étranger qu'on est pauvre et incapable de subvenir à ses

propres moyens et de nourrir sa famille. C'est pourquoi elles ont habituellement un aspect stigmatisant et honteux.

Une allocation sous forme de revenu universel serait octroyée à tous les citoyens adultes et ne serait ni assortie de conditions, ni ciblée, ni modulée en fonction des ressources. Le régime fiscal serait utilisé pour récupérer les allocations versées aux personnes qui n'en ont pas besoin parce qu'elles ont un revenu suffisamment élevé (et contribuerait à financer ces allocations). Ces allocations constitueraient le pilier d'un régime de protection sociale plus général.

5. Un revenu universel est un facteur de développement et améliorerait le bien-être

Les allocations en espèces procurent des avantages considérables au plan de la lutte contre la pauvreté, du développement et de l'économie. Parmi les effets observés, il faut citer une diminution du nombre d'enfants chétifs et une amélioration des niveaux de nutrition, ainsi qu'une augmentation du nombre de jeunes enfants scolarisés. Dans le cadre d'un projet pilote de revenu universel localisé, mis en œuvre en Namibie, la malnutrition infantile a baissé et l'assiduité scolaire a nettement augmenté dans les six mois qui ont suivi la mise en œuvre du projet. Les bénéficiaires ont aussi développé leurs activités générant un revenu.

Les simulations financières ont montré qu'une allocation universelle très faible de 100 rand (12 dollars EU) par mois pourrait réduire de 74 pour cent l'écart de pauvreté

Une allocation universelle très faible de 100 rand (12 dollars EU) par mois pourrait réduire de 74 pour cent l'écart de pauvreté en Afrique du Sud

en Afrique du Sud¹, et placer environ six millions d'individus au-dessus d'un seuil de pauvreté fixé à 400 rand (50 dollars EU) par mois. Les allocations en espèces peuvent aussi contribuer à favoriser des modèles de croissance plus inclusifs. Le développement des allocations sociales au Brésil (surtout par l'intermédiaire du programme d'allocations assorties de conditions Bolsa Família) ainsi que l'extension

du salaire minimum ont stimulé la demande intérieure de produits et services locaux, et favorisé le développement d'emplois formels, comme Janine Berg le montre dans un document récent².

6. Un revenu universel peut être un moyen d'émancipation efficace, surtout pour les travailleurs

Les allocations en espèces ont un potentiel d'émancipation très important. Le point essentiel est de les déconnecter du marché du travail, ce que peut faire une allocation sous forme de revenu universel. Il s'agit en puissance d'un tournant radical et subversif qui va à l'encontre de la «double séparation» qui est habituellement imposée aux travailleurs: séparation des moyens de production et des moyens de subsistance.

Les conséquences sont susceptibles d'aller bien plus loin que les avantages au plan de la justice sociale. Un revenu universel peut améliorer le salaire et les conditions d'emploi des travailleurs peu qualifiés. S'il est possible d'avoir une autre source de revenu pour subvenir aux besoins élémentaires, le travail salarié qui avilit et exploite les travailleurs n'est plus la «seule option». Son effet le plus subversif est de doter les individus de la liberté de ne pas vendre leur force de travail et de se retirer, au moins périodiquement, de la «course vers le bas» entre les travailleurs peu qualifiés dans un contexte de chômage élevé.

Ainsi, un revenu universel peut conférer un pouvoir de négociation aux plus faibles. S'il est couplé à d'autres initiatives visant à renforcer le bien-être et à développer le contenu de la citoyenneté, il peut contribuer à une redistribution significative du pouvoir, du temps et de la liberté. Il remet aussi en question l'un des principes de base du capitalisme anglo-saxon, qui lie l'emploi à la citoyenneté.

7. Un revenu universel permet de traiter les femmes comme des citoyennes à part entière, et pas seulement comme des mères de famille

Des millions de femmes en Afrique du Sud ont accédé au marché du travail depuis les années 1980, en dépit des perspectives d'emploi et de salaire exceptionnellement mauvaises qui s'offraient à elles. Les trois quarts des femmes africaines de moins de 30 ans sont sans travail. La plupart de celles qui trouvent un travail ont habituellement une activité à temps partiel, pour un maigre salaire et dans des conditions telles qu'elles sont très exploitées. Et pourtant, c'est principalement à elles qu'incombe la responsabilité de la reproduction sociale, et ce sont elles qui tiennent le rôle de chef de famille dans 40 pour cent des ménages, pour la plupart des ménages monoparentaux pauvres.

Globalement, la division du travail selon le sexe tant dans la sphère domestique que sur le marché du travail demeure organisée de telle façon que les hommes peuvent monopoliser les emplois à plein temps mieux payés, tandis que les femmes accomplissent l'essentiel des tâches domestiques. Les hommes, qu'ils soient employés ou non, continuent de profiter sans contrepartie du travail des femmes – rémunéré ou non.

Un revenu universel garanti remet en question ces dispositions en aidant à octroyer une indépendance économique actuellement inaccessible et en renforçant la position de négociation des femmes qui accèdent au marché du travail.

Conclusion

Il est capital et faisable de créer plus d'emplois. Cependant, les efforts déployés à cet effet doivent s'inscrire dans le cadre de la mise en œuvre générale des droits sociaux. Une allocation sous forme de revenu universel serait une mesure très efficace pour réduire fortement l'ampleur de l'appauvrissement et pour consolider la liberté.

Notes

¹ L'écart de pauvreté désigne le déficit total de revenu des ménages vivant au-dessous du seuil de pauvreté. Un écart de pauvreté plus étroit signifie qu'un nombre plus important de ménages se rapprochent du seuil de pauvreté, ou le dépassent.

² Les changements apportés au marché du travail et aux politiques sociales ont stimulé la consommation et la croissance économique dans les zones rurales pauvres et créé une demande régulière de petits détaillants et fournisseurs de services. Cette poussée de la demande a aussi eu des effets sur d'autres parties de la chaîne de valeur, y compris les secteurs formels de la fabrication et de la distribution. Voir J. Berg: *Laos or luck? Understanding rising formality in Brazil in the 2000s*, document de travail n° 5 (Brésil, OIT, 2010).

Écrivain et journaliste, Hein Marais est l'auteur de *South Africa pushed to the limit: The political economy change*, publié par UCT Press et Zed Books.

La démocratie économique: une notion redevenue d'actualité?

Richard Hyman

«Désormais, il sera impossible de faire comme s'il ne s'était rien passé» – telle a été la réaction unanime des syndicats face à la crise mondiale. Pendant un certain temps, au début de 2009, la légitimité du capitalisme a été elle-même remise en cause dans certains milieux dont on n'attendait pas une telle attitude. En mai 2009, la confédération syndicale allemande, la Deutscher Gewerkschaftsbund, a organisé un «congrès du capitalisme» – en utilisant des termes qui étaient tabous pendant des années – et son président a averti qu'il y aurait des troubles sociaux à moins que les emplois ne soient mieux protégés. L'un de ses dirigeants, Claus Matecki, a insisté sur le fait qu'il était important de parler de capitalisme plutôt que d'employer l'expression conventionnelle mais creuse de *Soziale Marktwirtschaft* (économie de marché sociale), car c'était seulement ainsi que les syndicalistes pouvaient souligner clairement que l'ordre économique existant était historiquement contingent et fondé sur une inégalité fondamentale entre les travailleurs et les employeurs¹. Or, il n'y a pas eu de suite.

Deux contradictions familières et conjuguées de l'action syndicale étaient manifestes dans toute l'Europe. L'une était le dilemme de l'opposition entre les impératifs à court terme et les objectifs à long terme. L'objectif était-il de négocier avec ceux qui détenaient le pouvoir politique et économique afin de limiter les dégâts, et peut-être d'obtenir que le capitalisme financier soit plus strictement réglementé; ou bien de conduire un mouvement d'opposition en faveur d'un autre ordre socio-économique?

Pour reprendre les mots d'un responsable syndical socialiste belge, «la situation n'est vraiment pas simple pour les organisations syndicales. L'analyse de la crise n'est pas compliquée: le néolibéralisme est en panne. La difficulté est qu'aujourd'hui le discours ne suffit plus. Il est facile de dire: nous devons modifier l'équilibre des forces. Mais cela ne nous dit pas comment procéder ... Nos membres attendent de nous que nous nous préoccupions de leurs intérêts immédiats».

La deuxième contradiction venait du fait que la crise économique était mondiale et que l'action syndicale est essentiellement d'une nature nationale, voire infranationale. Les organisations syndicales internationales ont produit des analyses pleines de pertinence et des revendications progressistes, mais leur impact sur la pratique

quotidienne des syndicats au niveau du terrain a été nul. De fait, la réaction dominante a été de défendre et de renforcer la compétitivité, c'est-à-dire la lutte entre les pays, entre les lieux de travail, qui a intensifié les pressions négatives sur les salaires et les conditions de travail.

À ces deux contradictions, il faut ajouter la perte d'une certaine idée d'un autre ordre socio-économique possible. En réalité, le «socialisme existant» avait discrédité l'idée du communisme bien avant la chute du mur de Berlin. De même, la démocratie sociale a abandonné la lutte en faveur d'un nouvel ordre social face aux difficultés économiques, en entreprenant de négocier des concessions avec le capital multinational et les institutions financières internationales. Les syndicalistes du centre-gauche en sont venus à s'opposer au «nouveau capitalisme surpuissant» des fonds spéculatifs, au démantèlement des actifs, à la spéculation financière et aux primes faramineuses. La solution, semblait-il, était de s'employer à rétablir le capitalisme ancien: le mouvement syndical devait «devenir un champion des bonnes pratiques entrepreneuriales, des relations décentes avec des employeurs décents tout en menant une lutte sans merci contre les spéculateurs»².

Alors la crise a-t-elle effectivement été une occasion perdue? Il se peut qu'un moyen de relier une défense de court terme (et probablement inefficace) à un combat pour un

Le défi primordial est de créer un mouvement en faveur d'une plus grande démocratisation de l'économie

autre monde du travail soit d'accorder une attention renouvelée à la notion de démocratie économique. Sur les deux dernières années, il y a eu de nombreux débats sur les lacunes des systèmes de gouvernance des entreprises, en particulier parce que la libéralisation des transactions financières mondiales a fait de la «valeur

actionnariale» l'objectif prioritaire des entreprises, même dans les économies de marché «coordonnées»³. Mais la solution ne saurait être un simple remède technocratique d'ordre réglementaire; ce qu'il faut, c'est un contrôle démocratique du capital. Avec le choc de la crise, certains dirigeants syndicaux en sont venus à reconnaître que le défi primordial est de créer un mouvement en faveur d'une plus grande démocratisation de l'économie et de nouveaux liens entre différents niveaux de réglementation et différentes préoccupations en matière de réglementation.

Des systèmes de «codétermination», qui prévoient des droits de représentation collective par l'intermédiaire des comités d'entreprise, et, dans certains pays, une représentation des employés aux conseils d'administration sont institutionnalisés dans une bonne partie de l'Europe. Les dispositions de ce type procèdent de l'idée que l'entreprise n'est pas la simple propriété privée des actionnaires, parce que les employés sont eux-mêmes des «parties prenantes» ayant un intérêt légitime à en orienter les objectifs et les politiques. Mais, même dans les systèmes de comités d'entreprise les plus solidement établis, ceux-ci ont compétence principale sur les questions relatives à

l'emploi qui se posent uniquement après que les décisions essentielles sur les investissements et la stratégie de production ont été prises: comme l'a relevé un spécialiste syndical allemand il y a une vingtaine d'années, plus la question est stratégique pour la direction de l'entreprise, et plus les pouvoirs du comité d'entreprise sont réduits⁴. Cela devient particulièrement problématique en période de difficultés économiques car les mécanismes de codétermination principalement établis au niveau des entreprises ou des établissements sont obligés de se plier aux impératifs de l'intensification de la concurrence mondiale, imposés de l'extérieur, et peuvent très bien être dans l'incapacité de faire plus que d'avaliser les priorités des dirigeants. Même si elles sont formellement intactes, les structures de codétermination ne constituent plus un mécanisme efficace pour faire valoir et défendre les intérêts des travailleurs⁵. Pour inverser cette érosion de l'efficacité, il faut que la «démocratie industrielle» soit étendue afin d'englober la stratégie d'entreprise dans son ensemble: autrement dit, il faut qu'elle soit élargie en une démocratie économique.

*Les structures
de codétermination
ne constituent plus un
mécanisme efficace pour
faire valoir et défendre
les intérêts des travailleurs*

On peut trouver des éléments d'une telle stratégie dans les idées développées par Fritz Naphtali pour les syndicats allemands dans les années 1920⁶, qui ont eu une influence sur les mouvements syndicaux allemand et autrichien dans les années qui ont immédiatement suivi la guerre. La socialisation de l'économie était un objectif essentiel, mais il devait être atteint, non pas nécessairement et exclusivement par les nationalisations, mais par des formes de contrôle populaire plus diverses. Ces idées ont en partie inspiré les revendications des syndicats suédois dans les années 1970 en faveur de «fonds des salariés», formulées par Rudolf Meidner (un socialiste d'origine allemande)⁷. Cette politique consistait essentiellement à établir la propriété collective par les employés d'une partie des bénéfices générés par les bons résultats des entreprises, sous la forme d'actions détenues par des fonds contrôlés par les syndicats. On considérait que cela pouvait permettre de mieux contrôler les décisions stratégiques des grandes entreprises privées. Comme Meidner l'a lui-même concédé par la suite, il aurait été prudent, d'un point de vue politique, de formuler un ensemble de propositions plus flexibles; assurément, dans les pays où le taux de syndicalisation est bien plus bas qu'en Suède, lier le contrôle de fonds collectifs aux seuls syndicats n'est pas une stratégie viable (en particulier compte tenu des scandales passés impliquant des entreprises détenues par des syndicats en Allemagne et en Autriche). Le plan de Meidner ne pourrait pas non plus fonctionner aisément à une époque de mondialisation des marchés financiers. Néanmoins, certaines des idées qui y sont développées sont particulièrement pertinentes aujourd'hui, alors que le secteur bancaire a été sauvé par un énorme transfert de fonds publics; la démocratisation de la propriété devrait être un corollaire logique. En outre, si le mouvement syndical a fait sienne la revendication

en faveur d'une taxe sur les transactions financières, la question de sa mise en œuvre n'a guère fait l'objet de discussions. Pourquoi ne pas utiliser le produit de la taxe non pas simplement pour combler les déficits budgétaires nationaux, mais pour créer des fonds d'investissement contrôlés par le peuple, liés à une démocratisation des fonds de pension (qui sont en fait des salaires différés pour les travailleurs)? Ce sont des questions que les syndicalistes devraient certainement examiner.

Ce thème conduit à une question plus générale: quelles sont les possibilités de démocratisation économique dans l'espace ménagé entre l'État et le marché? Le mouvement syndical a une longue tradition de production et de distribution au moyen de coopératives, bien que dans beaucoup de pays ces coopératives se soient transformées il y a déjà longtemps en de simples entreprises commerciales. Mais une activité économique sous forme de coopératives à plus petite échelle a souvent permis de constituer un certain contre-pouvoir à la marchandisation de la vie sociale, en particulier dans le Sud. Signe notable d'une reconnaissance de ce rôle, l'association des femmes établies à leur propre compte (Self Employed Women's Association – SEWA) en Inde a été acceptée comme membre fondateur de la CSI⁸. De tels mouvements offrent-ils des enseignements pour les syndicats des économies développées? Dans le monde francophone au moins, la notion d'«économie sociale» suscite un intérêt croissant de la part de la gauche⁹. Une réponse imaginative à la crise devrait s'inspirer de telles idées.

La démocratie économique et le capitalisme peuvent-ils coexister? Si la dynamique centrale du capitalisme du XXI^e siècle implique de vastes concentrations du pouvoir économique dans les mains de groupes privés sans aucune obligation de rendre des comptes – et il se peut très bien que ce soit le cas –, la réponse est clairement non. Vous pouvez très bien peler un oignon couche par couche, mais vous ne pouvez pas peler un tigre par petits bouts... Mais une simple réponse anticapitaliste à la crise ne fait pas partie des préoccupations politiques actuelles. Pour gagner sympathies et soutiens, il faut que le mouvement syndical entame une campagne d'opposition au capitalisme casino mondial qui soit liée à un ensemble crédible d'autres solutions possibles pour faire en sorte qu'il y ait une responsabilisation sociale de la vie économique. À court terme, il se peut qu'une campagne en faveur d'un «bon capitalisme» soit la seule option politiquement viable¹⁰. Pour le moment, ce dont nous avons besoin, selon l'expression de Gramsci, c'est d'une «guerre de tranchées». La notion de démocratie économique offre une vision de renforcement du pouvoir du peuple capable de revigorer le syndicalisme en tant que mouvement social et de contribuer à engager une lutte en faveur d'une économie réellement différente – une économie dans laquelle, accessoirement, les syndicats eux-mêmes seraient plus susceptibles de s'épanouir.

Notes

¹ C. Matecki: «Warum wir vom Kapitalismus reden», *Der Freitag* (26 juin 2009).

² J. Monks: «The challenge of the new capitalism», discours du Mémorial Bevan (14 novembre 2006).

³ Voir J. Peters: «The rise of finance and the decline of organised labour in the advanced capitalist countries», *New Political Economy* (2011, vol. 16, n° 1).

⁴ U. Briefs: «Codetermination in the Federal Republic of Germany: An appraisal of a secular experience», dans G. Széll, P. Blyton et C. Cornforth (dir. de publication): *The State, trade unions and self-management* (Berlin, de Gruyter, 1989).

⁵ Voir W. Streeck: *Re-forming capitalism* (Oxford, OUP, 2009); H.-J. Urban: «Arbeitspolitik unter (Nach-) Krisenbedingungen: Gute Arbeit als Strategie», *Arbeits- und Industriosozologische Studien* (2011, vol. 4, n° 1).

⁶ F. Naphtali: *Wirtschaftsdemokratie: Ihr Wesen, Weg und Ziel* (Berlin, ADGB, 1928).

⁷ R. Meidner: *Employee investment funds: An approach to collective capital formation* (Londres, Allen & Unwin, 1978).

⁸ La SEWA se définit à la fois comme une organisation et un mouvement pour les travailleuses en marge de l'économie formelle. Elle possède nombre des caractéristiques d'un syndicat, d'une ONG et d'une coopérative (voir http://www.sewa.org/About_Us.asp).

⁹ J.-F. Draperi: *Comprendre l'économie sociale. Fondements et enjeux* (Paris, Dunod, 2007); J.-L. Laville (dir. de publication): *L'économie solidaire. Une perspective internationale* (Paris, Hachette, 2007).

¹⁰ S. Dullien, H. Herr et C. Kellermann: *Der gute Kapitalismus ... und was sich dafür nach der Krise ändern müsste* (Bielefeld, transcript Verlag, 2009).

Richard Hyman est professeur émérite spécialiste des relations professionnelles à la London School of Economics et fondateur-rédacteur en chef du *European Journal of Industrial Relations*. Il a beaucoup écrit sur les thèmes des relations professionnelles, de la négociation collective, du syndicalisme, des conflits du travail et de la politique relative au marché du travail. Il travaille actuellement à la rédaction d'un livre comparant les stratégies syndicales dans dix pays européens.

Montée de l'inégalité: quel impact peuvent avoir les taxes et les transferts?

Malte Luebker¹

L'inégalité est une question au premier rang des préoccupations publiques, en partie à cause de la crise financière qui a contribué à attirer l'attention sur ce thème. Comme les banques ont eu recours au soutien des contribuables et que des millions de travailleurs ont perdu leur emploi, les gens ont commencé à juger que les rémunérations des directeurs de banque – qui en 2010 s'élevaient en moyenne à 9,7 millions de dollars EU en Europe et aux États-Unis² – étaient scandaleuses.

Ceux qui sont en haut de l'échelle sociale ont longtemps profité des avantages de la croissance économique. De 1970 à 2008, le revenu annuel des contribuables les plus riches (1 pour cent de l'ensemble) a triplé en chiffres réels, passant de 380 000 dollars EU à 1 140 000 dollars EU. À l'opposé, le revenu de ceux qui représentaient les 90 pour cent restants est demeuré au même niveau qu'en 1970 – à 31 500 dollars EU par an (en dollars réels de 2008)³. Une évolution similaire, quoique moins extrême, peut être observée dans divers pays.

Salaires et marchés du travail

La tranche supérieure de la distribution ne représente qu'une partie d'une tendance générale à l'accroissement de l'inégalité. Dans les pays avancés, les salaires moyens ont augmenté de 5,2 pour cent seulement en chiffres réels durant la décennie 2000 et sont restés inférieurs aux gains de productivité. Les baisses spectaculaires de la part du travail dans des pays comme l'Allemagne, où elle a diminué de 3,9 points de pourcentage par décennie depuis 1991, témoignent de la redistribution ultérieure qui a privilégié le revenu du capital par rapport au revenu du travail⁴. Comme les revenus du capital sont plus concentrés que les revenus du travail, ces glissements de la distribution fonctionnelle des revenus ont des répercussions négatives sur le plan de l'inégalité de revenu entre les individus.

L'Étude sur le revenu du Luxembourg confirme que la hausse de l'inégalité de revenu sur le marché est la tendance dominante dans les nations industrialisées. Parmi les 19 économies où des données sont disponibles pour au moins deux points dans le

**La hausse de
l'inégalité des revenus
[...] est la tendance
dominante dans les
nations industrialisées**

temps, 15 font apparaître un accroissement de l'inégalité. Cet accroissement sur le long terme est considérable au Royaume-Uni, en Finlande, aux États-Unis, en Australie et en Israël⁵. De légères baisses en Suisse et en Roumanie (où, pour cette dernière, il n'existe qu'une série sur une courte période) et une baisse plus importante aux Pays-Bas constituent de rares exceptions. La hausse moyenne du coefficient de Gini pour les revenus dans le secteur privé était de 0,28 point par an, soit 2,8 points par décennie.

Combattre l'inégalité: certains moyens d'action

Les gouvernements peuvent freiner l'inégalité par une législation relative au salaire minimum et des droits en matière de négociation collective afin de comprimer la distribution primaire des revenus. Mais ils peuvent aussi se pencher sur la distribution secondaire des revenus disponibles et utiliser leurs systèmes de taxes et de transferts pour neutraliser une partie de l'inégalité.

Le rôle des pouvoirs publics en matière de redistribution est souvent négligé dans les débats sur les causes de l'augmentation de l'inégalité. On a beaucoup écrit sur l'accroissement de l'écart salarial entre les travailleurs peu qualifiés et les travailleurs très qualifiés, que l'on attribue habituellement à l'évolution technologique ou aux échanges commerciaux avec les géants émergents comme la Chine et l'Inde. L'inégalité dans le Nord est décrite comme un sous-produit inévitable de l'intégration économique mondiale et de l'évolution technologique. Ce point de vue étroit débouche sur l'idée fausse que les gouvernements ne peuvent pas faire grand-chose pour lutter contre la hausse de l'inégalité.

Taxes et transferts: quel est leur impact?

Pourtant, différents gouvernements ont réagi diversement aux effets des mêmes forces du marché. Avant les taxes et les transferts, la Belgique, la France et l'Allemagne présentent

Avant les taxes et les transferts, la Belgique, la France et l'Allemagne présentent toutes une plus grande inégalité sur le marché que les États-Unis

toutes une plus grande inégalité sur le marché que les États-Unis. En Finlande et aux Pays-Bas – deux pays généralement considérés comme égalitaristes –, le coefficient de Gini initial n'est que légèrement inférieur à celui des États-Unis (voir la figure 1). Si on les considère en groupe, les pays européens ont un coefficient de Gini de 0,460 qui correspond presque exactement à celui des économies

de marché libérales que sont l'Australie, le Canada, Israël et les États-Unis, où il est de 0,466. La différence essentielle réside dans le système de taxes et de transferts: il réduit le coefficient de Gini pour les revenus disponibles à 0,278 en Europe, tandis que celui-ci est laissé à 0,343 dans le deuxième groupe (voir la figure 2).

La redistribution est plus limitée dans les économies émergentes. Les trois pays latino-américains de l'échantillon (Brésil, Colombie et Guatemala) ont tous un

Figure 1 Incidence des taxes et des transferts sur l'inégalité de revenu dans 25 pays (année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles)

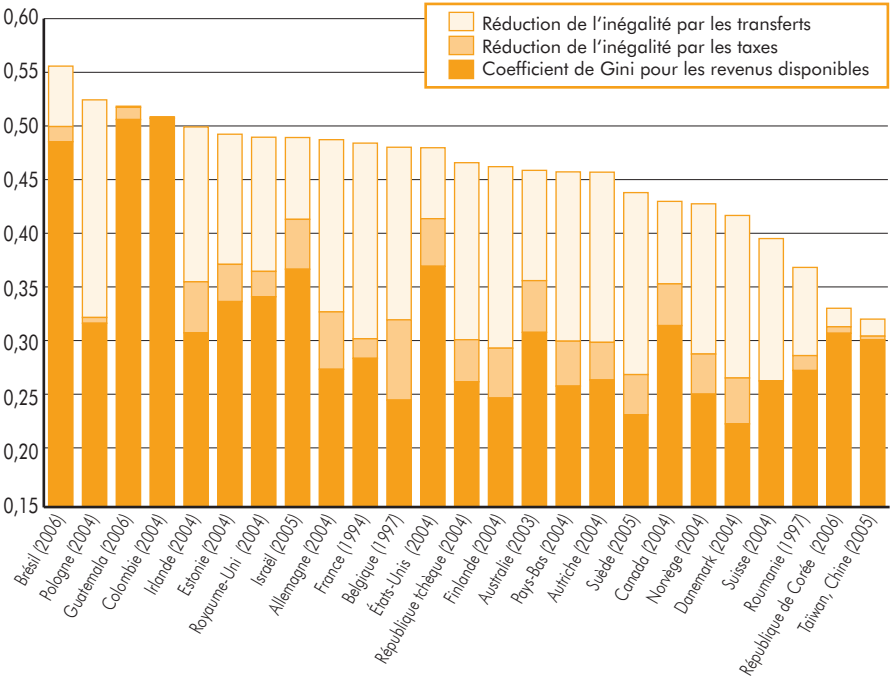
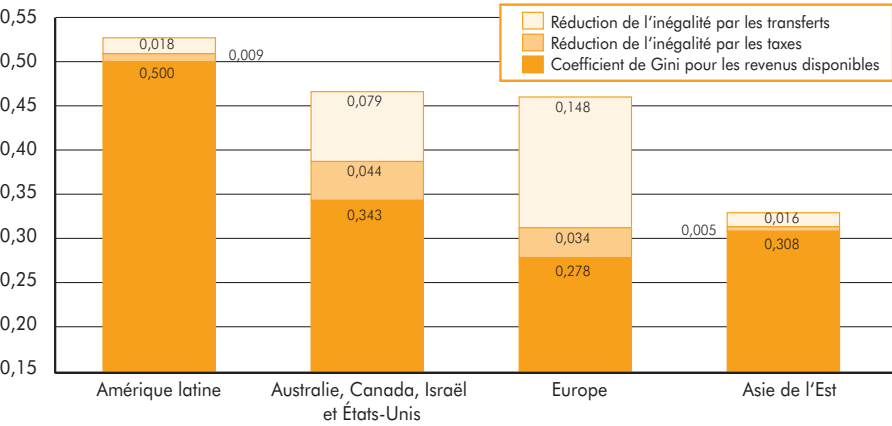


Figure 2 Incidence des taxes et des transferts sur l'inégalité de revenu, moyennes régionales (années 2000)



Note (figures 1 et 2): la hauteur totale de la colonne correspond au coefficient de Gini pour les revenus sur le marché (c'est-à-dire avant les taxes et les transferts).

Source: Étude sur le revenu du Luxembourg, voir <http://www.lisdatacenter.org/>; l'analyse des données microéconomiques a été achevée entre février et mai 2011.

coefficient de Gini élevé pour les revenus du secteur privé, de 0,50 et au-dessus. En outre, les systèmes de taxes et de transferts de la région ne réduisent que légèrement le coefficient de Gini (de 0,027 en moyenne). Une étude récente de la Banque mondiale conclut qu'«une bonne partie de l'inégalité en Amérique latine, supérieure aux niveaux internationaux, est due au fait que les systèmes fiscaux de la région n'exercent pas leurs fonctions de redistribution»⁶. En revanche, les économies d'Asie de l'Est, où la distribution initiale du capital a été plus équitable, ont réussi à faire en sorte que le niveau d'inégalité dans le secteur privé soit bas et obtiennent des résultats relativement égalitaires sans qu'il soit nécessaire de procéder à une redistribution (voir la figure 2).

Les différences dans les choix de politique expliquent aussi pourquoi les effets des augmentations de l'inégalité sur le long terme se font plus fortement sentir dans certains pays que dans d'autres: l'Allemagne a connu une plus forte hausse de l'inégalité sur le marché (+0,402 point par an) que les États-Unis (+0,330 point par an), mais l'inégalité des revenus disponibles n'a augmenté que modérément en Allemagne (+0,038 point par an) par rapport aux États-Unis (+0,293 point par an). En Suède, la hausse modeste sur le long terme de l'inégalité sur le marché est presque complètement neutralisée. Cela montre que les pays – même des petites économies ouvertes comme la Suède – ont encore une marge de manœuvre politique substantielle à l'époque de la mondialisation.

Alors pourquoi les pauvres n'imposent-ils pas tout simplement les riches?

Qu'est-ce qui influe sur le degré de redistribution? Dans la tradition de Joseph Schumpeter et d'Anthony Downs, la littérature de choix public a fourni quelques réponses simples. Elle part de l'hypothèse que les électeurs et les politiciens sont des acteurs rationnels, qui maximisent l'utilité, puis elle modélise les résultats au plan de la redistribution. L'argument avancé est que plus les écarts de revenu sont importants et plus la majorité pauvre est incitée à imposer les riches. Les politiciens, toujours soucieux de se faire élire ou réélire, feront ce qu'on leur demande et accorderont des allocations sociales toujours plus généreuses. Le problème avec cette théorie est que les très nombreux articles parus n'ont pas pu présenter le moindre élément de preuve empirique irréfutable reliant la hausse de l'inégalité à une plus grande redistribution.

Qu'est-ce qui explique que les pauvres n'ont pas réussi à imposer les riches dans des pays comme les États-Unis? Il existe certes des éléments qui montrent que le gouvernement est attentif aux préférences exprimées par les électeurs, mais la politique publique tient davantage compte des exigences des électeurs riches et ne correspond guère aux opinions des électeurs les plus pauvres. C'est un point important car les opinions des électeurs riches et celles des électeurs moins aisés diffèrent nettement sur des questions comme la législation relative au salaire minimum, les dépenses de sécurité sociale et la fiscalité. D'autres chercheurs ont constaté la même attention accordée aux

préoccupations des électeurs riches de la part des sénateurs des États-Unis, pris individuellement⁷. Le souci cette fois, c'est que l'inégalité elle-même a des effets très négatifs sur les institutions démocratiques.

Pourquoi l'opinion publique compte

Néanmoins, les défauts de la démocratie représentative ne constituent qu'une partie de la réponse. Lorsqu'on prend en compte le chômage et la démographie (c'est-à-dire la portion de la population âgée de 65 ans et plus), il n'y a pas de différence apparente dans la façon dont les systèmes politiques des États-Unis, de la France ou de l'Allemagne traduisent les préférences des électeurs dans la manière de redistribuer⁸. La différence essentielle réside dans les moyens: tandis qu'une majorité d'électeurs en France, en Allemagne et dans d'autres pays européens estiment qu'il appartient à l'État de réduire les écarts de revenu, un tiers seulement des électeurs aux États-Unis souscrivent à ce point de vue⁹. Cette hostilité à l'égard de la redistribution est souvent liée à une foi irréaliste des pauvres dans la possibilité de gravir l'échelle sociale. L'ironie est que la mobilité sociale aux États-Unis n'est pas plus grande qu'au Royaume-Uni – l'exemple classique d'une société de classes – et bien inférieure à ce qu'elle est en Allemagne ou dans les pays nordiques¹⁰.

Si l'opinion publique compte, cela vaut la peine de la convaincre qu'il faut procéder à une distribution plus équitable des revenus. L'OIT a un rôle spécial à jouer en tant qu'organisation mondiale qui défend les valeurs de sa Constitution et conteste les iniquités¹¹. Comme le mouvement syndical a perdu une bonne partie de sa «force de frappe» du fait des baisses des effectifs syndicaux, il peut utiliser la capacité de persuasion des arguments pour renforcer le soutien en faveur de la justice sociale en dehors de sa base traditionnelle. L'heure est propice à une telle action, puisque la crise financière a mis à mal le modèle ancien. Qu'un milliardaire comme Warren Buffett trouve déplorable le fait de payer moins d'impôts que sa secrétaire constitue un bon départ.

Notes

¹ L'auteur voudrait remercier Janine Berg, Frank Hoffer et Sangheon Lee pour leurs observations utiles. Les vues exprimées dans le présent article sont celles de l'auteur et ne correspondent pas nécessairement à celles de le Bureau international du Travail.

² M. Murphy: «Interactive: 2010 bank CEO pay», *Financial Times* en ligne, 14 juin 2011.

³ Tous les chiffres incluent les plus-values. Voir le site *Web World Top Incomes Database* de F. Alvaredo et autres.

⁴ BIT: *Rapport mondial sur les salaires 2010/11* et *Datenblatt Deutschland* (Genève et Berlin, BIT, 2011).

⁵ Voir l'article de A.B. Atkinson, G.A. Cornia (dir. de publication): *Inequality, growth, and poverty in an era of liberalization and globalization* (Oxford, OUP, 2005).

⁶ E. Goffi et coll.: *Fiscal redistribution and income inequality in Latin America* (Washington, DC, Banque mondiale, 2008).

⁷ Voir les articles de M. Gilens: «Inequality and democratic responsiveness», *Public Opinion Quarterly* (2005, vol. 69, n° 5); M. Gilens: «Preference gaps and inequality in representation», *PS: Political Science & Politics* (2009, vol. 42, n° 2); et L.M. Bartels: *Economic inequality and political representation* (Princeton University, Department of Politics and Woodrow Wilson School of Public and International Affairs, polycopié, 2005).

⁸ Voir M. Luebker: *Income inequality, redistribution and poverty: Contrasting rational choice and behavioural perspectives* (Helsinki, UNU-WIDER, à paraître en 2012).

⁹ Voir les résultats de la dernière série du module du Programme international d'enquêtes sociales (ISSP) sur l'inégalité sociale (<http://www.issp.org>).

¹⁰ Voir, par exemple, J. Blanden et coll.: *Intergenerational mobility in Europe and North America* (Londres, Centre for Economic Performance, 2005).

¹¹ Voir BIT: *Une nouvelle ère de justice sociale*, Rapport du Directeur général: rapport 1(A) 100^e Conférence internationale du Travail (Genève, BIT, 2011).

Références

Luebker, M. 2011. *The impact of taxes and transfers on inequality*, note d'orientation n° 4 de TRAVAIL (Genève, BIT).

Luebker, M. 2012 (à paraître). *Income inequality, redistribution and poverty: Contrasting rational choice and behavioural perspectives* (Helsinki, UNU-WIDER).

Malte Luebker est spécialiste des conditions de travail au Service des conditions d'emploi et de travail (TRAVAIL) du BIT à Genève. Ses principaux sujets de recherche sont les salaires et la distribution des revenus. Avant de travailler au BIT, il était chargé de cours de sciences politiques à l'Université Martin Luther de Halle-Wittenberg (Allemagne).

Taxer la finance

Toby Sanger

La crise financière et économique a entraîné une réévaluation du rôle, de la réglementation et de l'imposition du secteur financier dans le monde, qui aurait dû être faite il y a déjà longtemps.

Le FMI a estimé que la crise coûterait plus de 1 000 milliards de dollars EU aux pays du G20 du fait de l'accroissement des déficits; des coûts que les citoyens payent maintenant sous forme de réductions des dépenses publiques, de mesures d'austérité et de hausses des taxes à la consommation. Ce point à lui seul explique pourquoi l'établissement de nouvelles taxes sur le secteur bancaire et financier suscite un intérêt sans précédent. Malgré cela, l'engagement pris par les dirigeants du G20 lors de leur sommet de septembre 2009, à savoir que le «secteur financier devrait apporter une contribution équitable et substantielle» au paiement d'une partie des coûts de la crise, demeure lettre morte.

Tandis que le gouvernement canadien conservateur a saboté un accord visant à établir des taxes sur la finance par l'intermédiaire du G20, la société civile et les organisations syndicales ont fait un grand pas en avant quand la Commission européenne a proposé qu'une taxe sur les transactions financières (TTF) soit établie en Europe au plus tard en 2014. Cette dynamique s'est accélérée en 2011 quand le Vatican et Bill Gates ont aussi fait part de leur soutien en faveur d'une TTF mondiale.

La Commission européenne estime qu'une taxe de 0,1 pour cent frappant les transactions en actions et obligations et une taxe de 0,01 pour cent sur les produits financiers dérivés généreraient 57 milliards d'euros (77 milliards de dollars EU) par an de recettes¹. Les 27 nations membres de l'Union européenne sont majoritairement favorables à une TTF, mais jusqu'ici la forte opposition de pays comme le Royaume-Uni et la Suède a empêché l'adoption d'une telle taxe au niveau de l'UE. Les partisans de la taxe font maintenant pression pour que les 17 pays qui utilisent l'euro comme monnaie l'adoptent en se passant des pays dissidents.

La campagne a réalisé une autre avancée importante lorsque le Président Sarkozy a annoncé que la France établirait dès août 2012 une taxe de 0,1 pour cent sur les transactions en actions (et de 0,01 pour cent sur les produits dérivés) réalisées par les

grandes entreprises ayant leur siège en France, en espérant que les autres pays suivraient la voie ouverte par la France. Son principal rival dans le cadre de l'élection présidentielle, le socialiste François Hollande, s'est engagé à conserver cette taxe s'il est élu.

Ce renouveau du soutien politique en faveur de taxes sur les transactions financières a mis du temps à venir. En 1936, après la Grande Dépression, John Maynard Keynes écrivit dans sa *Théorie générale* que «l'établissement d'une taxe publique substantielle sur toutes les transactions pourrait s'avérer être la réforme la plus efficace à notre disposition, en vue d'atténuer la prédominance de la spéculation sur l'entreprise aux États-Unis».

L'économiste James Tobin, lauréat du prix Nobel, a appliqué l'idée de Keynes quand il a proposé une taxe internationale sur les transactions monétaires «pour jeter des grains de sable dans les rouages» de la finance internationale, réduire la spéculation et amortir les fluctuations des taux de change après la faillite du système monétaire de Bretton Woods en 1972.

Beaucoup de pays ont déjà depuis longtemps des taxes sur certaines transactions financières qui donnent de bons résultats. Le droit de timbre au Royaume-Uni, qui comprend une taxe de 0,5 pour cent sur la plupart des transactions en actions, existe depuis 1694 et permet de recueillir plus de 5 milliards de dollars EU de recettes par an. La Suisse prélève aussi une taxe sur les transactions en actions et obligations. La Chine prélève une taxe sur les transactions boursières et ajuste le taux selon la mesure dans laquelle elle veut calmer ou stimuler son marché boursier. Taïwan (Chine) non seulement impose les transactions en actions et obligations, mais frappe d'une taxe à un taux inférieur les transactions sur les produits dérivés comme les options et les instruments à terme. Malheureusement, beaucoup de pays ont supprimé leurs taxes sur les transactions financières durant les années 1990, à la veille de la période d'intense spéculation boursière qui s'est soldée par la crise financière en 2008.

Compte tenu de cette expérience, il ne fait aucun doute que les taxes sur les transactions financières sont non seulement possibles, mais qu'elles peuvent être efficaces et générer

Les taxes sur les transactions financières [...] peuvent être efficaces et générer d'importantes recettes pour un coût administratif bas

d'importantes recettes pour un coût administratif bas et sans beaucoup perturber l'économie. Aujourd'hui, ce sont des taxes à l'assiette encore élargie, qui couvriraient les monnaies et les produits dérivés, qui suscitent l'intérêt. Comme ce commerce est principalement mondial et très mobile, les taxes sur les transactions financières dans ces domaines seraient bien plus efficaces si elles étaient

établies par voie d'accords mondiaux ou multilatéraux.

Oltre le fait de payer une partie des coûts de la crise, il existe aussi un certain nombre d'autres excellentes raisons d'accroître la taxation du secteur financier.

- *Le secteur financier est trop gros*

Qu'on se place d'un point de vue d'économie politique critique ou d'un point de vue néolibéral plus classique, il est largement admis que le secteur financier est devenu «trop gros» pour être bénéfique pour l'économie, comme l'a laissé entendre un récent rapport du FMI. La finance est un secteur intermédiaire, qui ne produit pas directement de biens ayant une valeur liée à l'utilisation finale pour les individus, de sorte qu'il peut détourner des ressources qui pourraient alimenter d'autres domaines plus productifs. Les salaires et primes exorbitants offerts aux jeunes diplômés en ingénierie pour qu'ils créent de nouveaux produits financiers et produits dérivés attirent des individus qualifiés et les dissuadent de travailler dans des domaines qui répondent à des besoins sociaux plus fondamentaux.

- *Les réformes fiscales ont procuré des avantages et préférences considérables à la finance*

Les grandes réformes fiscales introduites durant les dernières décennies, inspirées par la théorie économique du côté de l'offre, ont procuré d'importants avantages au secteur financier et aux individus très bien rémunérés qui travaillent dans ce secteur. Il s'agit notamment des modifications suivantes: des taux d'imposition préférentiels pour les plus-values et les revenus des placements, une dépendance accrue à l'égard des taxes sur la valeur ajoutée (TVA) qui frappent les consommateurs et dont les services financiers sont en grande partie exemptés, des réductions de l'impôt sur les sociétés, des baisses des taux d'imposition des revenus élevés. Profitant du caractère peu contraignant de la réglementation et des poursuites, le secteur bancaire et financier pratique aussi l'évasion fiscale en recourant largement aux services des paradis fiscaux.

- *Réduction des incitations à la prise de risques excessifs*

Il est de plus en plus admis que les préférences fiscales, y compris l'abaissement des taux d'imposition sur le revenu des «placements» et sur les options d'achat d'actions, incitent davantage le secteur financier à spéculer sur le court terme et à prendre des risques excessifs, comme même le FMI et la Commission européenne l'ont reconnu. Les lois sur les faillites et la limitation de responsabilité ont restreint le risque maximal de baisse pour les entreprises pendant des siècles. À la suite de la crise financière, les regards sont davantage braqués sur les dommages causés à l'économie dans son ensemble par les activités intrinsèquement risquées, exercées avec la garantie implicite des pouvoirs publics pour les établissements financiers «trop gros pour faire faillite».

Certains ont fait valoir que la croissance exponentielle des transactions sur les produits dérivés – opérations à terme, options, swaps et autres produits similaires – ont exacerbé l'instabilité financière au lieu de réduire la volatilité comme elles étaient

censées le faire. La valeur de l'encours des produits financiers dérivés s'élève maintenant à un montant extraordinaire de plus de dix fois la valeur de la production économique mondiale annuelle. Manifestement, une bonne partie de ce montant concerne des placements destinés à accroître les profits par des opérations à effet de levier et des opérations spéculatives risquées au lieu d'assurer une couverture pour préserver les placements en question des fluctuations économiques.

Peu d'initiatives ont été prises pour contenir ou contrôler cette croissance des produits dérivés. Pour l'essentiel, ils n'ont été soumis à aucune réglementation; contrairement à ce qui se passe pour les transactions sur la plupart des autres marchandises et services, seuls quelques pays appliquent des taxes sur la gamme des transactions financières, la plupart n'en appliquent pas du tout. La croissance des produits dérivés (et du pouvoir connexe des fonds de placement spéculatifs, des fonds d'investissement privés et du recours aux paradis fiscaux qui cultivent le secret) a non seulement ponctionné les recettes des gouvernements nationaux, mais a aussi rendu ces derniers plus vulnérables face au pouvoir du capital financier. De ce fait, les pays d'Asie, d'Afrique et d'Europe sont devenus de plus en plus vulnérables à ces «armes financières de destruction massive», comme Warren Buffett les a appelées.

Il ne devrait être guère étonnant que les partisans d'une taxation accrue du secteur

**[Des] taxes sur la finance
pourraient [...] mater
le secteur financier et aider
à empêcher de nouvelles
crises financières**

financier viennent de différents horizons politiques: non seulement de nouvelles taxes sur la finance pourraient contribuer à payer les coûts de la crise et à financer les besoins mondiaux au plan social et environnemental, mais elles pourraient aussi mater le secteur financier et aider à empêcher de nouvelles crises financières.

Les partisans de telles mesures estiment qu'une taxe générale de 0,05 pour cent sur toutes les transactions financières pourrait générer de 200 à 600 milliards de dollars EU par an de recettes à l'échelle mondiale – soit un financement considérable pour la réalisation des objectifs mondiaux prioritaires en matière de développement et d'environnement.

Une TTF mondiale ne permettrait peut-être pas de dégager 600 milliards de dollars EU par an et de soigner tous les maux de l'économie mondiale, mais elle pourrait certainement générer des sommes importantes tout en améliorant le fonctionnement de l'économie. Il existe des travaux de recherche sérieux qui montrent qu'une taxe de 0,005 pour cent frappant seulement les transactions concernant les grandes monnaies mondiales pourrait générer plus de 30 milliards de dollars EU par an pour un coût administratif bas et sans avoir beaucoup d'incidence sur les marchés. Les pays du G20 et d'autres pays devraient rallier la proposition de la Commission européenne visant à établir des taxes à l'assiette élargie sur les transactions financières au niveau international, mais convenir de consacrer la moitié des fonds recueillis à la réalisation des objectifs prioritaires en matière de développement international et d'environnement.

Par ailleurs, il n'y a aucune raison que les gouvernements nationaux ne puissent pas augmenter les autres taxes sur la finance. Il serait tout à fait justifié que les taxes sur les activités financières compensent le fait que les services financiers sont largement exemptés de la plupart des systèmes de taxation de la valeur ajoutée. Comme l'a proposé le FMI, une taxe de 5 pour cent sur les bénéfices et les rémunérations dans le secteur financier constituerait un bon succédané pour la valeur ajoutée par ce secteur et pourrait générer des recettes considérables dans beaucoup de pays.

Les préférences fiscales qui ont procuré des avantages disproportionnés au secteur financier et même accru les incitations à adopter un comportement spéculatif devraient aussi être éliminées. Il s'agit notamment des taux d'imposition réduits pour les plus-values, les options sur actions et autres formes de revenu sur les placements financiers. Il est aussi plutôt justifié de relever le taux de l'impôt sur les sociétés pour les banques et les grands établissements financiers compte tenu du fait que les gouvernements leur garantissent implicitement de les sauver en cas de dépôt de bilan («trop gros pour faire faillite»).

Ces réformes fiscales n'assainiront pas totalement la finance, n'élimineront pas la spéculation et ne généreront pas toutes les recettes dont nous avons besoin pour résoudre les problèmes mondiaux que soulèvent la pauvreté et l'environnement. Mais alors que les gouvernements ont réagi à la crise financière en pénalisant les peuples par des réductions des dépenses publiques, augmenter les taxes sur la finance serait non seulement beaucoup plus équitable, mais aussi plus salutaire pour l'économie.

Note

¹ Commission européenne: *Taxation du secteur financier: Questions-réponses* (Bruxelles, UE, 2011). Peut être consulté à l'adresse suivante: http://ec.europa.eu/taxation_customs/taxation/other_taxes/financial_sector/index_en.htm (consulté en mars 2012).

Toby Sanger est économiste, attaché au Syndicat canadien de la fonction publique et auteur de Fair shares: How banks, brokers and the financial industry can pay fairer taxes (Centre canadien de politiques alternatives, avril 2011). Disponible à l'adresse: <http://www.policyalternatives.ca/publications/reports/fair-shares>.

Un plan B pour l'économie mondiale

Christian Kellermann

Le monde a réussi à traverser la «Grande récession» sans trop de dégâts en utilisant des instruments keynésiens de relance budgétaire. Cependant, comme les mesures de lutte contre la crise ont négligé les racines structurelles plus profondes de la crise de 2008-09, à savoir une déréglementation déséquilibrée et excessive des marchés financiers et des marchés du travail, elles n'ont pas pu à elles seules éloigner durablement l'économie mondiale du bord du gouffre. Au lieu de cela, la crise des prêts hypothécaires à haut risque aux États-Unis a désormais évolué en une crise de la dette souveraine dans la zone euro sans aucune solution facile en vue. Tant que ces problèmes ne seront pas résolus, le retour à un rythme de croissance stable sans nouvelles crises ne semble guère possible. En revanche, pour s'attaquer à ces problèmes, il faudrait des réformes économiques de bien plus grande envergure, établissant une réglementation des marchés financiers et des marchés du travail: un plan B pour l'économie mondiale.

Une «über-finance» destructrice

La finance a joué un rôle capital dans la plupart des crises économiques que nous avons connues depuis les années 1990. Les marchés financiers sont à la fois d'énormes amplificateurs des déséquilibres internes de nos économies et entre nos économies et une cause des déséquilibres eux-mêmes. Mettre en évidence les failles de la finance constitue donc le point de départ logique pour le plan B d'assainissement de notre système capitaliste actuel. Les excès de la finance ne sont qu'une partie des problèmes fondamentaux auxquels sont confrontées les économies et les sociétés et qui ont contribué à la crise récente. Il y a au moins trois volets d'instabilité qui sont liés à la finance mais qui vont au-delà des éléments d'instabilité limités du système financier. Premièrement, les déséquilibres entre les différents secteurs au sein des économies ont augmenté. Ce phénomène trouve son expression entre autres dans l'endettement considérable des ménages et des États, conséquence de la bulle

**Mettre en évidence
les failles de la finance
constitue donc le point
de départ logique pour
le plan B**

immobilière et d'autres bulles qui étaient alimentées par le système financier. Deuxièmement, les déséquilibres internationaux n'ont jamais été aussi grands qu'aujourd'hui. Troisièmement, parallèlement à la déréglementation financière, le principe de la valeur actionnariale de la gouvernance des entreprises est devenu la norme. Cela a entraîné une orientation de la gestion vers le court terme et le versement de primes élevées aux dirigeants au détriment du développement durable des entreprises sur le long terme.

Outre cette évolution, le projet de mondialisation des dernières décennies a provoqué une énorme augmentation de la dispersion des salaires et une croissance ininterrompue du secteur des bas salaires que l'on n'avait pas connues depuis les débuts du capitalisme avant la première guerre mondiale. Dans presque tous les pays industrialisés, le marché du travail est devenu plus déréglementé en même temps que les syndicats s'affaiblissaient. Dans bien des cas, la négociation collective au niveau national ou sectoriel a été fragilisée. Les négociations salariales par entreprise ou bien les contrats de travail individuels sans conventions collectives ont commencé à prédominer.

L'accroissement de l'inégalité est un phénomène qui se retrouve dans presque tous les pays. Quand elle est forte, l'inégalité non seulement suscite un sentiment d'«iniquité» au sein des sociétés et entre elles, mais elle freine aussi la mobilité sociale et a des conséquences négatives sur la santé et la productivité. Les loups qui ont faim ne font pas les meilleurs chasseurs – en fait, c'est exactement le contraire qui est vrai pour les économies modernes. Le rêve américain d'une forte mobilité sociale à l'intérieur d'une société et de la possibilité pour tout individu de devenir riche s'il travaille suffisamment dur n'est guère qu'un mirage. Aujourd'hui, la mobilité au sein de la société est davantage une réalité dans les pays nordiques de Scandinavie où l'égalité est plus forte que dans le monde capitaliste anglo-saxon.

Le capitalisme a plus de problèmes: autrefois, il a conduit à un type très spécial de croissance de la technologie, de la production et de la consommation qui ignore délibérément les problèmes écologiques et le caractère limité des ressources naturelles. Les prix ne prennent jamais suffisamment en compte les aspects écologiques et la détérioration de la nature. Ils donnent aussi de mauvaises indications en ce qui concerne l'orientation de l'innovation ainsi que de la production, de la consommation et de notre mode de vie. Après avoir connu un certain nombre de catastrophes écologiques régionales au cours du siècle passé, le monde se dirige maintenant vers un désastre écologique global, à moins que des changements fondamentaux n'interviennent très rapidement. Cela rend la recherche de solutions très compliquée: la crise actuelle est non seulement une crise profonde du capitalisme traditionnel, mais elle s'est produite à une époque où une profonde crise écologique est aussi en train de se développer.

Une nouvelle symbiose avec le capitalisme

Un plan B mondial doit comporter trois volets interdépendants.

- Premièrement, le modèle doit être écologiquement viable: empêcher le réchauffement planétaire, passer à une utilisation systématique des énergies renouvelables et contrecarrer d'autres évolutions problématiques telles que la réduction de la biodiversité.
- Deuxièmement, il doit être conçu de telle façon que le processus de croissance ne soit pas compromis par des bulles spéculatives sur les actifs ou par l'inflation ou la déflation du marché des marchandises, ou qu'il ne débouche pas sur un endettement excessif de tels ou tels secteurs, voire d'économies entières, ce qui conduirait inévitablement à la crise suivante. En même temps, un tel modèle devrait favoriser l'innovation et, partant, l'évolution technologique nécessaire tant pour résoudre les problèmes écologiques que pour, à moyen et long terme, accroître la productivité du travail et offrir ainsi la possibilité d'une prospérité croissante pour tous.
- Troisièmement, il est capital que tous les groupes de la population aient leur part du progrès social. L'inégalité des revenus et de la distribution de la richesse doit demeurer dans des limites politiquement et socialement acceptables.

Au cœur du plan B se trouve une distribution plus équitable du revenu. Il est essentiel d'inverser les changements qui se sont produits dans ce domaine et d'octroyer à tous les groupes de la population une part adéquate de la richesse créée dans la société. L'un des secrets du succès du capitalisme réglementé après la deuxième guerre mondiale a été la hausse du pouvoir d'achat global des travailleurs, fondée sur une augmentation des revenus et une distribution du revenu relativement égale. Il apparaît maintenant clairement que ce vieux modèle doit être réactivé.

Au cœur du plan B se trouve une distribution plus équitable du revenu

La distribution du revenu comporte trois volets importants: une distribution fonctionnelle du revenu en salaires et profits; une distribution à l'intérieur du montant national des salaires et du montant national des profits; et une politique de redistribution de l'État. Une baisse de la part des salaires est dans une large mesure due à une majoration plus importante des profits. Celle-ci a été rendue possible par la déréglementation, due en particulier à la montée en puissance du secteur financier et à sa volonté de prendre des risques pour obtenir des rendements plus élevés. L'approche axée sur la valeur actionnariale et le rôle de plus en plus important des investisseurs institutionnels ont poussé les entreprises à rechercher toujours plus de profits. Partant, les structures et les règles du jeu dans le secteur financier doivent être changées de telle façon que la majoration des profits diminue de nouveau. À titre d'exemple, aux

États-Unis, là où la domination du secteur financier est allée le plus loin, la rémunération des dirigeants en comparaison de celle du travailleur moyen est passée d'un rapport de 30 à 1 dans les années 1970 à un rapport de 500 à 1 aujourd'hui. Ces chiffres montrent que l'objectif initial de la valeur actionnariale, qui était de soumettre la direction des entreprises aux seuls intérêts des propriétaires, n'a été que partiellement atteint. En fait, les dirigeants ont réussi à faire valoir leurs propres intérêts et à s'enrichir sur le dos des actionnaires. Il faut inverser cette tendance et, si certains progrès ont été réalisés par des réformes à ce jour, la structure incitative fondamentale demeure inchangée.

Les récentes décennies se sont caractérisées par une grande dispersion des salaires. Dans presque tous les pays du monde, le secteur des bas salaires a augmenté. L'emploi précaire et l'informalité ont aussi augmenté, surtout dans le secteur des biens et services qui ne font pas l'objet d'échanges internationaux. Par conséquent, les tendances de la mondialisation n'expliquent pas directement l'émergence de ces secteurs. Celle-ci est le produit de la déréglementation des marchés. Ces inégalités de revenu injustifiées entre les salariés doivent être abolies au moyen de réformes du marché du travail. Le système de négociation collective doit être renforcé, appuyé par les autres institutions du marché du travail afin de réaliser les conditions du travail décent sur lesquelles insiste l'Organisation internationale du Travail. Les salaires minimaux et la sécurité sociale garantis par l'État jouent aussi un rôle capital à cet égard. Les réglementations des marchés de ce type sont importantes non seulement pour réduire l'inégalité de revenu, mais aussi pour établir un socle salarial résistant aux baisses déflationnistes des salaires nominaux.

Même lorsqu'ils sont strictement réglementés, les marchés ne permettent pas d'avoir une distribution du revenu politiquement acceptable. En plus de cela, les individus n'ont pas tous des chances égales sur le marché. Ceux qui sont défavorisés – que ce soit en raison de leur sexe, de l'obligation de s'occuper de leurs enfants, de leur handicap, de leur âge, de leur race, etc. – peuvent être éjectés du marché et être privés de revenu ou, au mieux, n'obtenir qu'un revenu insuffisant. En définitive, les revenus ne sont aucunement tous obtenus en fonction des réalisations personnelles, comme l'illustrent, par exemple, les gros héritages, qui sont un élément intrinsèquement étranger au capitalisme. Il faut mettre en place une législation fiscale et des systèmes sociaux pour organiser la distribution du revenu d'une manière socialement acceptable. La législation fiscale devrait donc comporter un élément de redistribution bien apparent, et cette nécessité est d'autant plus forte qu'il est évident que les seuls effets des marchés conduiront à une inégalité croissante. Dans ce contexte, non seulement il importe d'avoir un système d'imposition fortement progressif mais, surtout, il faut des réglementations qui garantissent que les revenus du capital soient suffisamment imposés.

Le plan B est un «capitalisme (plus) décent»

Pour beaucoup de pays, le danger d'une décennie perdue au plan économique (voire de plusieurs décennies) est une réalité. L'endettement des secteurs économiques est très élevé. Cela rend difficile une nouvelle expansion du crédit. La distribution du revenu est devenue bien plus inégale aux États-Unis et en Europe. Cela signifie qu'il est peu probable que la demande des consommateurs se dynamise beaucoup. Il existe même un danger d'effritement du socle salarial, après une période de faible croissance ou une nouvelle crise financière. Il n'est pas du tout impossible que l'Europe et les États-Unis soient pris du «malaise japonais», à savoir une faible croissance du PIB à long terme, voire pire. La Grande récession n'a été que partiellement bien gérée et aucune mesure de fond n'a été prise pour s'attaquer aux racines profondes de la crise. Le projet de mondialisation fondamentale des marchés n'a pas été remis en question sur le fond.

Une chose est très claire: ce ne sont pas ceux qui profitent du système actuel de non-réglementation qui créeront un «capitalisme (plus) décent». Leurs profits sont trop largement fondés sur certaines prérogatives, qu'ils n'accepteront pas de soumettre au contrôle des pouvoirs publics. C'est l'inverse qui est vrai: pour l'essentiel, ce sont de simples placebos que l'élite financière a avalisés jusqu'ici. Pour mettre en œuvre une réforme plus profonde, il faudra que les relations de pouvoir du capitalisme financier actuel changent, ce qui veut dire qu'il faudra complètement rééquilibrer la relation entre les États et les marchés.

Référence

Dullien, S.; Herr, H.; Kellermann, C.: *Decent capitalism: A blueprint for reforming our economies* (Londres, Pluto Publishers, 2011; voir: <http://www.plutobooks.com/display.asp?K=9780745331096&>).

Christian Kellermann est directeur du Bureau nordique de la Fondation Friedrich Ebert (FES) à Stockholm. Avant de rejoindre la FES, il a travaillé comme analyste des marchés à Francfort et à New York.

Le dilemme de la création d'emplois et du travail décent

Edward Webster

Le prix de la Chine

En août 2010, des représentants du gouvernement sud-africain ont entrepris de fermer des usines de vêtements et de textiles à Newcastle, dans la province du KwaZulu-Natal. Cette action est intervenue au mépris des manifestations de colère des travailleurs qui protestaient parce que les propriétaires les payaient moins que le salaire minimum légal de 324 rand (49 dollars EU) par semaine. Les propriétaires des usines disaient qu'ils ne pouvaient pas payer plus et survivre compte tenu des importations de textiles chinois bon marché.

Mondialement, l'industrie des vêtements et des textiles est en grande partie contrôlée par un groupe oligopolistique de grands détaillants et de fabricants de produits de marque, qui imposent leurs spécifications aux fournisseurs – prix bas, qualité élevée et délais d'exécution courts. Mais, en raison de l'appréciation de la monnaie locale (le rand) depuis 2003, de la fin de l'Arrangement multifibre (AMF) en 2004 et des coûts de main-d'œuvre relativement élevés, l'Afrique du Sud n'a plus d'avantage comparatif dans une économie mondiale intégrée¹.

Le dilemme du travail décent

Ce problème n'est pas propre à l'Afrique du Sud. L'existence d'une fabrication fragmentée et sous-traitée, allant de pair avec des pratiques d'achat très dures, milite contre le versement d'un salaire permettant de vivre décemment dans le secteur mondial des vêtements. Et cela, en dépit du fait qu'il existe un consensus général dans tous les compartiments du secteur pour estimer qu'une augmentation des coûts unitaires de main-d'œuvre d'un montant proportionnel à ce qui est considéré comme un salaire assurant des conditions d'existence convenables n'aurait qu'une incidence négligeable sur les prix de détail des vêtements (Miller et Williams, 2009).

Ces pressions concurrentielles se traduisent par une érosion des emplois locaux dans les secteurs à bas salaires de la main-d'œuvre mondiale, comme l'illustre le cas de Newcastle, où les coûts de main-d'œuvre constituent une faible proportion des coûts totaux de production. En moyenne, les salaires représentent moins de 0,5 pour cent

du prix de détail des sweat-shirts de marque. Miller et Williams concluent qu'une amélioration ne sera possible que si l'on accepte une négociation collective par l'intermédiaire des syndicats dans les usines des fournisseurs.

Andre Kriel, le secrétaire général du Syndicat sud-africain des travailleurs du textile et de l'habillement (SACTWU), exprime un point de vue similaire:

«Certains employeurs de Newcastle attendent de nous que nous abaissions les salaires et que nous participions à la concurrence mondiale en tant que pays à bas salaires. C'est là une vision à court terme et irréaliste. Si nous abaissions les salaires, les autres pays réagiront en abaissant encore davantage les leurs – une spirale négative vicieuse. Se laisser piéger dans une course vers le bas n'est pas une option viable. L'autre option, celle que nous soutenons, n'est pas uniquement axée sur les salaires, mais comporte aussi une solution de long terme, durable et fondée sur les droits humains. Elle nécessite le respect de nos lois, le travail décent, un objectif d'amélioration de la productivité, la modernisation du travail, le perfectionnement des qualifications des travailleurs, l'amélioration de la qualité, la diversification de la gamme des produits et le respect des délais de fabrication» (Kriel, 2011).

Un nouveau modèle de travail

Les travailleurs des pays en développement, dès les années 1970 et 1980 au Brésil, en République de Corée et en Afrique du Sud, se sont donné les moyens de déterminer

**Les travailleurs [...] au
Brésil, en République de
Corée et en Afrique du Sud,
se sont donné les moyens
de déterminer
leur propre avenir**

leur propre avenir. Refusant désormais d'accepter d'être considérés soit comme des victimes, soit comme l'élite des travailleurs, ils ont pris le contrôle de leur vie, se sont mis en grève et ont entamé un combat pour établir des syndicats démocratiques. Tandis que l'OIT débattait de la manière de réagir à la «découverte» du secteur informel au Kenya en 1972, Ela Bhatt avait commencé d'organiser

ces travailleurs en un syndicat, l'association des femmes établies à leur propre compte (Self Employed Women's Association – SEWA).

Une nouvelle approche du travail a fait son apparition dans le Sud, qui ne considère pas le travail décent comme un obstacle ou un élément surajouté au développement, mais vise au contraire à intégrer le travail décent dans un modèle de développement alternatif. Le travail, selon moi, est le maillon manquant dans le discours actuel sur le développement; aucune des théories dominantes sur la mondialisation n'intègre le combat pour la réalisation

**Le travail [...] est le
maillon manquant dans le
discours actuel sur le
développement**

du travail décent dans leurs trajectoires de développement. Les trois théories dominantes concernant la mondialisation – le libéralisme néoclassique, les théories réformistes sociales ou anticapitalistes/autonomistes qui alimentent le mouvement

actuel d'opposition à la mondialisation, et le développement fondé sur l'interventionnisme de l'État – considèrent le combat pour la réalisation du travail décent soit comme un obstacle, soit comme un élément surajouté (Bowles, 2010).

Le déficit de travail décent

Au cours de mes travaux de recherche sur la vie professionnelle, j'ai assisté à l'érosion des relations professionnelles ordinaires, à l'augmentation des emplois dépourvus de sécurité, de faible qualité et non essentiels, parallèlement à l'expansion de l'économie informelle et du chômage de grande envergure. Ces emplois n'ont pas les caractéristiques du travail décent telles que les définit l'OIT; ils ont, autrement dit, un «déficit de travail décent».

Ce déficit peut être défini comme l'absence des quatre objectifs du travail décent: absence de possibilités d'emploi suffisantes, protection sociale inadéquate, refus de reconnaître les droits au travail, et lacunes du dialogue social. «C'est l'écart qui existe entre le monde dans lequel nous travaillons et l'espoir d'une vie meilleure» (BIT, 2001). Cette absence peut être qualifiée de quadruple déficit: déficit d'emploi; déficit de droits; déficit de protection sociale; et déficit de dialogue social (*ibid.*, p. 8 à 11).

La crise économique qui a commencé à la fin de 2008 a accéléré cet enchaînement qui a conduit au sauvetage généralisé des banques et maintenant aux programmes d'austérité assortis de réductions des emplois et des avantages dans le secteur public. Beaucoup de pays n'embauchent plus d'agents de la fonction publique à titre permanent et recrutent dans le cadre de contrats de courte durée. Pour ceux qui sont dans l'économie informelle, la situation est pire car leurs revenus sont réduits de 50 pour cent, selon les estimations.

Intégrer le travail décent dans un autre mode de développement possible

Comment ce déficit de travail décent peut-il être réduit? Cela ne peut être fait qu'en élaborant un objectif de long terme qui intègre le travail décent dans le mode de croissance du pays considéré. Autrement dit, l'objectif que constitue le travail décent devrait être vu comme un objectif à réaliser progressivement. Tout simplement, cela suppose d'admettre que le travail décent n'est pas un objectif immédiatement réalisable. Chaque pays devra prendre en compte son contexte social et économique spécifique et se fixer une série d'objectifs pour le présent immédiat, le moyen terme et le long terme.

Les gouvernements ainsi que les syndicats et les associations d'employeurs de certains pays en développement ont entrepris de déterminer comment ces objectifs de long terme pouvaient être réalisés. L'étape cruciale pour faire avancer ce débat a été la démonstration qu'un ensemble élémentaire de prestations de sécurité sociale, ou au moins de certaines parties de ces prestations, était d'un coût abordable pour les pays en développement. Dès lors qu'on prenait conscience de ce que, à court terme, il était

possible d'imaginer d'établir un seuil global de protection sociale – une pension de retraite de base, des allocations familiales, un accès aux soins de santé, des dispositifs de garantie temporaire de l'emploi ou d'allocations pour les chômeurs de longue durée –, on brisait le sort du «mythe de l'inaccessibilité économique» (Cichon, Behrendt et Wodsak, 2011).

Mais si l'on veut que ces politiques ne soient pas de simples déclarations de principe, il faut affecter des ressources à la mise en œuvre de ces cadres d'action. La seule façon de créer des emplois durables est de faire en sorte que les «mauvais» emplois deviennent de «bons» emplois en perfectionnant les compétences et en améliorant les infrastructures.

Le travail décent est un objectif de long terme réalisable

Cette tentative d'élaboration d'un autre mode de développement possible n'est pas une quelconque aventure révolutionnaire hors du commun, une sorte de «charge contre des moulins à vent». Au contraire, il s'agit bien de nager dans le sens du courant en fondant l'innovation politique sur des initiatives de politique sociale porteuses de fruits. C'est ce qui se passe dans des pays comme le Brésil, avec la mise en œuvre d'un régime d'allocations familiales subordonnées à certaines conditions, la Bolsa Família; l'Inde, avec le programme national Mahatma Gandhi de garantie de l'emploi rural (Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Scheme – MGNREGS) – une garantie de cent jours de travail rémunéré pour chaque foyer rural –; et l'Afrique du Sud, qui teste une garantie d'emploi de deux jours par semaine avec le programme de travail communautaire (Community Work Programme – CWP).

Le Sud est confronté à une énorme tâche: se débarrasser du fardeau du passé et relever le défi de la mondialisation. Si nous prenons la modeste somme de 1500 rand par mois (250 dollars EU) comme salaire minimum «décent», alors plus de 10 millions d'individus sur les 19 millions de travailleurs qui composent la main-d'œuvre de l'Afrique du Sud souffrent d'un déficit de travail décent. Mais la difficulté n'est pas d'ordre financier, elle réside dans une vision à long terme des stratégies de croissance future. C'est une question d'établissement de priorités et de volonté politique. Selon les estimations, le MGNREGS en Inde coûte 1,3 pour cent du PIB. Les estimations concernant un dispositif similaire en matière d'emploi en Afrique du Sud donnent un coût qui varie entre 1 et 3 pour cent du PIB.

Mais il y a des signes d'un réveil de la société civile et d'un renouveau du mouvement syndical dans le Sud qui pourraient se traduire par une pression de la base susceptible non seulement de rassembler les travailleurs salariés et la masse de ceux qui sont dans le travail informel et précaire, mais aussi de les joindre aux mouvements d'opposition à la marchandisation de la nature et de l'argent dans le cadre d'un nouveau mode de développement créateur d'emplois et soucieux d'écologie.

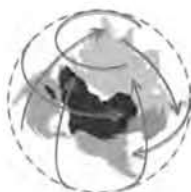
Note

¹ Il n'entre pas dans le cadre du présent article d'examiner la validité des allégations des employeurs, selon lesquelles ils ne peuvent pas payer le salaire minimum. Cela nécessiterait de procéder à une décomposition des prix d'une usine de Newcastle et de déterminer les conséquences d'un prix/coût minimal de la main-d'œuvre pour les détaillants du secteur des vêtements en Afrique du Sud.

Références

- Bowles, P. 2010. «Globalization's problematic for labour: Three paradigms», *Global Labour Journal*, vol. 1, n° 1.
- BIT. 2001. *Réduire le déficit de travail décent – un défi mondial*, Rapport du Directeur général, Conférence internationale du Travail, 89^e session (Genève).
- Cichon, M.; Behrendt, C.; Wodsak, V. 2011. *The UN Social Protection Floor Initiative: Turning the tide at the ILO Conference 2011* (Berlin, Fondation Friedrich Ebert).
- Kriel, A. 2011. «Self-interest is spurring the 'white knights' of Newcastle», *Mail & Guardian Online*.
- Miller, D.; Williams, P. 2009. «What price a living wage? Implementation issues in the quest for decent wages in the global apparel sector», *Global Social Policy*, vol. 9, n° 1, pp. 99-125.

Edward Webster dirige actuellement une équipe de chercheurs qui a pour objectif d'élaborer un outil permettant de surveiller la réalisation du travail décent dans la province de Gauteng, en Afrique du Sud. L'ouvrage le plus récent qu'il a coécrit, *Grounding globalization: Labour in the age of insecurity*, a reçu en 2008 le prix du meilleur livre sur le travail décerné par l'American Sociological Association (ASA).



GLU

CSID
CORPORATE STRATEGY AND
INDUSTRIAL DEVELOPMENT

PROGRAMMES INTERNATIONAUX D'ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE SUPÉRIEUR À L'INTENTION DES SYNDICALISTES

La **Global Labour University** (GLU) est un produit de la collaboration entre le Bureau des activités pour les travailleurs (ACTRAV) du BIT, les syndicats et un réseau offrant des programmes uniques d'enseignement universitaire supérieur sur le travail, l'économie, la mondialisation et le développement aux syndicalistes du monde entier.

Pour de plus amples renseignements sur les divers programmes d'enseignement universitaire supérieur de la GLU, prière de consulter le site Web de la GLU à l'adresse suivante:

www.global-labour-university.org.

GLOBAL LABOUR COLUMN coordonnée par le **CSID**
(Corporate Strategy and Industrial Development –
Stratégie d'entreprise et développement industriel)

PARTICIPEZ AU DÉBAT!

- **Consultez le site Web de la Global Labour Column à l'adresse suivante: www.global-labour-university.org**
- **Lisez les articles affichés chaque semaine et engagez le débat**
- **Soumettez un article à la Global Labour Column**

Pour toute autre question, prière de prendre contact avec Nicolas Pons-Vignon
(**Nicolas.Pons-Vignon@wits.ac.za**)

La Global Labour Column est devenue une excellente source d'analyse des tendances économiques actuelles qui affectent les travailleurs du monde entier. La présente anthologie rassemble des articles critiques portant sur un grand nombre de questions (stratégies budgétaires, politiques financières, protection sociale, stratégies pour la création d'emplois et bien d'autres), englobant différentes régions et diverses perspectives.

Jayati Ghosh, professeur d'économie, Université Jawaharlal Nehru, New Delhi

La Global Labour Column constitue un forum utile pour analyser et examiner des politiques différentes favorisant une mondialisation juste et inclusive. Du point de vue de l'OIT, organisation tripartite, cette anthologie s'avère très efficace pour mettre en lumière le rôle des syndicats et montrer comment ils doivent se donner les moyens nécessaires pour aider à inverser le cours des choses et ouvrir ainsi une nouvelle ère de justice sociale.

Juan Somavia, Directeur général, Bureau international du Travail

La crise économique qui s'étend a clairement prouvé que les politiques néolibérales ne favorisaient ni la croissance ni le progrès social. Le voile, qui laissait certains croire que les sacrifices consentis par les travailleurs au cours des trente dernières années étaient nécessaires pour la bonne santé de l'économie, a été déchiré. Mais est-ce vraiment le cas? Alors que la pauvreté et l'inégalité augmentent jusqu'à atteindre des niveaux alarmants en Europe, le vieux continent ne sait pas comment réagir. Les dirigeants politiques semblent s'accommoder du démantèlement des acquis obtenus par les luttes des travailleurs. Une petite minorité, peut-être même moins de 1 pour cent, liée au secteur financier, a tout à gagner d'un renforcement du néolibéralisme.

Cette nouvelle anthologie d'essais tirés de la Global Labour Column étudie la tourmente qui agite l'Europe et remet en question les conséquences profondes du néolibéralisme au Nord comme au Sud. Elle met en lumière les nouveaux mouvements et les nouvelles idées qui se profilent pour défendre et mobiliser les travailleurs et souligne de nouvelles politiques et orientations encourageantes qui pourraient constituer le fondement d'un nouvel ordre organisé autour du travail décent et de la vie décente. Plusieurs d'entre elles proviennent du Sud, dont le Nord a peut-être beaucoup à apprendre.